

**Les besoins de familles ayant des enfants de 0 à 5 ans
sur le territoire du CLSC de la Jacques-Cartier**

Rapport final de recherche

Présentée à La Table de concertation 0-5 ans de la Jacques-Cartier

**Par
Marianne Béliveau
Et Louise Van Brande**

Étudiantes au département de sociologie de l'Université Laval

**Sous la direction de Dominique Morin
et sous la supervision de Olivier Bernard**

Mai 2014

Remerciements

Nous tenons remercier la Table de concertation 0-5 ans pour nous avoir lancé le défi de partir à la rencontre des familles du territoire du CLSC de la Jacques-Cartier. Et plus particulièrement à Maude Beliveau pour nous avoir facilité le travail grâce à son éventail de contacts.

Nous remercions chaleureusement tous les parents qui nous ont accordé leur temps précieux ainsi que leur confiance, nous permettant de découvrir ce qu'est l'engagement parental.

Le plus grand des merci à Dominique Morin et Olivier Bernard pour leurs innombrables relectures, leurs conseils avisés et leur soutien inconditionnel qui nous ont permis de ressortir grandies de cette expérience hors du commun qu'est le Laboratoire de recherche. Merci pour la confiance que vous nous avez accordé et merci de nous avoir transmis votre passion ainsi que votre optimisme tout au long de cette aventure.

Nous voulons également remercier Simon Langlois et Andrée Fortin qui, malgré leur emploi du temps très chargé, ont su nous aider à orienter notre recherche.

Et bien évidemment, merci à nos proches de nous avoir soutenus tout au long de cette belle année d'aventure.

Résumé

La table de concertation du CLSC de la Jacques-Cartier s'intéresse aux besoins des familles qui ont des enfants de 0 à 5 ans résidant sur son territoire pour créer de nouveaux projets qui amélioreraient leur qualité de vie.

À cette fin, cette étude a pour objectif de découvrir les besoins et les aspirations de ces familles et d'identifier les besoins qu'elles considèrent prioritaires selon leur mode de vie. Des entrevues semi-dirigées conduites auprès de quatre groupes de parents (propriétaires de maisons, de milieu militaire, monoparentaux et locataires d'habitation à loyer modéré) révèlent que le mode de vie influence les perceptions que les familles ont de leurs besoins. La diversité des modes de vie des familles du territoire du CLSC de la Jacques-Cartier est considérable au vu de quatre principaux aspects : la présence du conjoint, le lieu d'habitation, le revenu du ménage et la situation professionnelle des parents. Les relations sociales des parents sont un autre facteur déterminant : elles modèlent la perception de leur situation comparée à celle des membres de leur famille d'origine, des amis ou encore des voisins. De plus, ces relations sociales offrent parfois un soutien et une aide gratuite très appréciée par les familles. Le répit est recherché et souhaité dans chaque famille : les parents demandent à s'extraire temporairement des exigences de leur « condition de parent », ce qui les aiderait à jouer leur rôle plus efficacement lorsqu'ils y reviennent.

Faits saillants

- Quatre groupes de discussion (parents propriétaires, parents de militaire, parents monoparentaux et parents locataires de HLM) ont été interrogés pour le compte de la table de concertation 0-5 ans de la Jaques-Cartier dans l'objectif de déceler les divers modes de vie des familles liés à des besoins prioritaires qui seraient à combler.
- La structure du budget familiale est l'élément qui détermine les variations des autres besoins tels que les transports et la garderie. Tous ces besoins influencent le mode de vie des familles.
- Les réseaux sociaux des familles et le fait que l'on puisse compter sur des personnes fiables dans l'entourage orientent considérablement le mode de vie des familles ainsi que leurs perceptions de leurs situations.
- Être propriétaire de maison est perçu comme un idéal familial à atteindre pour la plupart des parents rencontrés.
- Les parents se définissent et perçoivent les besoins de leur famille par rapport aux gens qu'ils fréquentent, c'est-à-dire leurs familles, leurs amis ou encore leurs voisins, auxquelles ils se réfèrent et s'identifient.
- Dans tous les groupes, il y a une fierté d'être parents. Cependant, cette fierté a un coût. Pour assumer leurs rôles, les parents doivent investir la plupart de leur temps au bien-être de leur foyer.
- Cette fierté est vécue différemment dans le groupe des mères militaires. Plusieurs témoignages suggèrent qu'elles refusent de demander de l'aide pour gérer leur vie de famille, autant qu'elles le peuvent.
- Le répit est recherché et souhaité dans chaque ménage. Paradoxalement, les parents doivent temporairement s'extraire des exigences de leur « condition de parent » pour pouvoir y revenir et être en mesure de jouer efficacement leur rôle.

- Les besoins qui ont été dégagés dans les différents groupes ne sont pas exclusifs à chacun des groupes. Ces besoins transcendent tous les groupes de discussions et la plupart des parents peuvent s'identifier aux besoins des différents groupes. Les frontières entre les groupes n'existent que dans le cadre de la recherche.
- La diversité des modes de vie des familles du territoire du CLSC de la Jacques-Cartier est considérable au vu de quatre principaux aspects : la présence du conjoint, le lieu d'habitation, le revenu du ménage et la situation professionnelle des parents.
- Les parents ressentent le besoin de comparer leur situation à d'autres parents qui sont dans la même situation qu'eux et qui ont le même mode de vie. Le besoin de rencontrer des parents qui vivent une situation similaire est apparu comme un souhait général.
- Les parents demandent du répit de manière générale et plus spécifiquement pour pouvoir prendre le temps de jouir de ce qui est déjà mis en place par les organismes communautaires, tels que les parcs et les différentes activités.
- Les parents les plus défavorisés ont besoin avant tout de combler des besoins primaires tels qu'habiller ses enfants correctement durant l'hiver à moindre prix.
- Pour les parents, il n'est pas toujours facile de trouver l'information sur les services. Ils ont besoin que l'information concernant les activités et les soins soit centralisée afin que tous puissent y avoir accès sans avoir recours à leurs réseaux sociaux.

Table des matières :

Remerciements	2
Résumé	3
Introduction	9
Présentation de la table de concertation de 0-5 ans du territoire du CLSC de la Jacques-Cartier	14
Questionnement de départ	14
Chapitre 1 : Théorisation du besoin, de la pauvreté et de la situation familiale	16
Les Besoins	17
Le caractère social et subjectif du besoin	18
Les besoins immatériels	20
Aspirations	21
Lien entre besoins, modes de vie et familles.....	23
Aspirer à la vie familiale idéale.....	24
De l'épanouissement personnel aux responsabilités familiales	26
Besoin, Pauvreté et Défavorisation	26
Mesures de la pauvreté	27
La « nouvelle pauvreté ».....	29
Familles et défavorisation.....	30
La défavorisation des familles en contexte québécois	30
La situation des familles	32
Définition de la situation	32
La théorie des réseaux sociaux	33
La particularité du milieu.....	34
Conciliation travail-famille	36
Chapitre 2 : Objectifs et méthodologie	38
La question de recherche	39
Nos objectifs	39
Nos hypothèses	39
Notre méthode	41
Les entretiens de groupes semi-dirigés avec les parents	42
Le but des entretiens.....	42
Qui interroge-t-on? Et par quel biais les avons-nous contactés?.....	43
Collecte de données	44
Déroulement de l'entretien	46
Dans les faits - Les résultats de la collecte	48
Le profil des répondants.....	50
Les faits saillants du tableau	51
Chapitre 3 : Les résultats	52
Perception des besoins chez les familles propriétaires :	53
Portrait des conditions de vie des participantes et de leurs familles	53
Le point de départ : autonomie financière.....	54
Besoin de se déplacer	55
Une garderie pour mes enfants	56
Activités extérieures	57
Les soins de santé.....	58
Communication : informations sur les services.....	59

Un besoin transcendant : le répit dans des temps pour soi	60
Isolement	62
Résumé	63
Perception des besoins selon les familles militaires	64
Besoin financier.....	67
Besoins d'activités.....	69
Besoin de transport.....	71
Besoin de Garderie.....	72
Soins de santé.....	73
Besoins de francisation et de services en anglais	74
Le répit.....	75
Les perceptions de besoins des familles monoparentales	77
Besoins financiers	78
Besoin d'activités.....	83
Besoin de transport.....	87
Besoin de garderie	88
Soins de santé.....	90
Le Répit.....	91
Perception des besoins selon des locataires de HLM.....	93
Portrait des répondants.....	93
Besoins financiers	93
Une structure pour ma famille	95
Besoin de se déplacer	96
Des activités extérieures	98
Les soins de santé.....	100
La communication.....	100
Besoin transcendant : le répit.....	101
Résumé	103
Chapitre 4 : Les configurations sociales des familles. La structure relationnelle	
sous-jacente aux besoins	105
Les réseaux sociaux des familles propriétaires	107
Les réseaux sociaux des familles militaires.....	108
Les réseaux sociaux des familles monoparentales	109
Les réseaux sociaux des familles locataires	110
Norme(s) sociale(s), Sentiment de défavorisation et réseau de relations/groupes	
d'appartenances	112
Idéologie de la parentalité (Autonomie et engagement moral) : Honte et Dignité	115
Aspirations et idéal de la parentalité.....	117
Chapitre 5 : Schématisation de l'appréciation de la qualité de vie des familles ...	120
Première dimension : l'axe de l'autonomie (registre de l'altruisme parental)	121
Deuxième dimension : l'axe de la richesse matérielle (registre de l'indépendance	
économique)	124
Troisième dimension de l'appréciation de la qualité de vie : le répit comme antithèse	
complémentaire et vitale de la parentalité ?.....	127
Conclusion	130
Recommandations.....	134
Annexes	135
Schéma d'opérationnalisation.....	136
Grille d'entretien.....	139
Formulaire de consentement.....	142
Lettre de sollicitation.....	145

Prospectus de participation	146
Questionnaire	147
Bibliographie	149

Introduction

L'État québécois souhaite assurer le bien-être de sa population en œuvrant à la mise en place de différentes politiques sociales dans les sphères institutionnelles et communautaires. L'attitude adoptée par le gouvernement est plus interventionniste que celle de ses homologues canadiens dont les politiques suivent plutôt une logique «privatiste», c'est-à-dire fondée sur le principe du respect de la vie privée, domaine dans lequel l'État ne devrait pas interférer. En fait, depuis les années 1960, l'engagement de l'État québécois dans le domaine privé s'est intensifié, notamment en ce qui a trait au soutien des familles.

Les fonctions de socialisation et d'éducation des enfants qu'exerçait la famille sont de plus en plus reléguées aux instances publiques depuis les années 1970, qui favorisent aussi l'essor des femmes sur le marché du travail. L'intervention étatique dans la vie familiale s'est effectuée par la création de lois et de programmes, tels que la Loi de Protection de la Jeunesse qui apparaît en 1977, ou bien la proposition du parti québécois, en 1997, de bonifier les congés parentaux existants et d'instaurer un réseau de centres de la petite enfance (CPE). Dans la même année, le programme d'allocations familiales cessa d'être destiné à l'entièreté des familles québécoises, visant davantage les familles à faibles revenus. L'importance accordée par le gouvernement au bien-être des familles, et particulièrement la priorité accordée à la petite enfance, qui se reflète dans les politiques familiales depuis les années 1990, peut être expliquée entre autres par l'accroissement de l'influence de nouveaux experts, tels que les psychoéducateurs et les psychologues, sur les acteurs du secteur politicoadministratif. (Dandurand et Kempeneers, 2002)

Le désir de venir en aide aux familles ayant de jeunes enfants ainsi qu'aux futurs parents s'est concrétisé par l'adoption du programme services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité (programme SIPPE), du ministère de la Santé et des Services sociaux publiés officiellement en 2004. Ce programme vise à la fois les femmes enceintes, les bébés à naître, les mères, les pères et les familles se trouvant dans une « situation qui les rend vulnérables » pour favoriser, ultimement, le développement des enfants. Le programme se divise en deux volets : 1- l'accompagnement des familles et 2 — le soutien à la création d'environnements favorables. Le deuxième volet appuie la création ou la consolidation d'environnements qui sont favorables tant au développement optimal des enfants vivant dans des milieux défavorisés qu'à la réalisation de projets de vie familiaux. Il vise à développer le pouvoir

d'agir des communautés et des familles en encourageant leur implication dans l'identification des besoins, la planification et la réalisation des projets, tout en favorisant l'utilisation de l'action intersectorielle, c'est-à-dire une action qui regroupe différents secteurs d'activités, sans se limiter au découpage institutionnel, afin de mieux répondre aux problèmes complexes d'une population en agissant sur plusieurs déterminants.

Chaque agence de la santé et des services sociaux se charge de la mise en œuvre du programme sur son territoire. Le budget dont dispose la Table de concertation 0-5 ans de la Jacques-Cartier provient du volet « Environnements favorables » des budgets de Santé publique « SIPPE ». Le Centre de santé et de services sociaux de Québec-Nord chapeaute l'administration du budget attribué à la Table. Les prises de décisions sur les façons d'appliquer le programme sont décentralisées afin de mieux correspondre aux besoins locaux de chaque milieu. La Table de concertation 0-5 ans de la Jacques-Cartier dispose donc d'une certaine autonomie exécutive et décisionnelle, mais les projets élaborés doivent correspondre aux visées du SIPPE.

Étudier les besoins de la population avec qui travaillent les divers acteurs représentés à la Table s'avère essentiel si celle-ci désire mettre en place des projets qui auront un impact réel et significatif pour l'amélioration des conditions de vie des familles. Que désirent les familles? Quels sont les besoins à combler et dans quel ordre de priorité? Ont-elles accès aux services et institutions nécessaires? Disposent-elles d'un réseau social assez solide pour leur venir en aide? Quelles caractéristiques de leur milieu manquent à leur mode de vie, et par extension, à la structure de leurs besoins? Comment détermine-t-on l'état de précarité d'une situation familiale? Afin de répondre à ce type de questions et d'offrir des services appropriés visant à construire un environnement favorable pour les familles, la réalisation d'une étude de besoins, qui articule ensemble les réflexions théoriques et les données de terrain, est la première étape à accomplir.

En août 2013, la Table de concertation de la Jacques-Cartier souhaite commander une étude portant sur les besoins des familles de son territoire, et elle mandate alors le Laboratoire de recherche du département de sociologie de l'Université Laval. L'organisme souhaite mieux connaître les manques ressentis par les familles ayant de jeunes enfants, en particulier celles dont la situation est jugée vulnérable, afin d'intervenir dans le milieu le plus adéquatement possible, tout en sollicitant la participation des familles dans l'élaboration des projets. Ce rapport de recherche rend

compte des démarches théoriques et d'enquête de terrain qui ont été déployées afin de répondre aux questionnements de l'organisme.

Le premier chapitre du rapport conceptualisera la notion de besoin tout en l'articulant aux notions de pauvreté et de situation familiale. Nous relèverons d'abord le caractère social et subjectif du besoin en l'opposant aux conceptions qui définissent le besoin en termes absolus et physiologiques, afin de tenir compte de sa dimension immatérielle. Nous distinguerons la notion de besoin de celle d'aspiration pour souligner comment le mode de vie des familles est intimement lié aux besoins ressentis par celles-ci. Nous décrirons la norme communément partagée autour de la définition de la vie familiale idéale à laquelle la majorité des familles aspirent, puis nous soulignerons comment le projet d'avoir des enfants par les jeunes adultes est modifiée au cours de leur trajectoire de vie.

Ensuite, nous ferons le lien entre les notions de besoin et de pauvreté, que nous exprimerons par le terme de « défavorisation », les deux concepts faisant référence à l'idée d'un manque ressenti. Tout comme pour la notion de besoin, la pauvreté sera conçue en terme relatif, c'est-à-dire défini à partir des normes du groupe d'appartenance de l'acteur, considérant que les mesures objectives ou absolues de la pauvreté s'avèrent insuffisantes et ne tiennent pas en compte la multidimensionnalité du phénomène. La défavorisation sera située plus largement dans le contexte socio-économique actuel marqué par le capitalisme globalisé et la doctrine néolibérale. En décrivant les effets structurels sur les situations des familles, nous verrons comment de plus en plus de gens de différents milieux sociaux sont touchés par l'apparition d'une « nouvelle pauvreté ». Puis, nous décrirons comment les conditions réelles d'existence des familles québécoises leur permettent de moins en moins d'atteindre leur idéal de vie familiale.

Nous définirons l'idée de situation ainsi que la théorie des réseaux sociaux afin de tenir compte des interactions sociales des familles et des relations à leur environnement physique. Nous tiendrons compte de la particularité des différents milieux qu'englobe le territoire de la Jacques-Cartier et nous aborderons le problème de la conciliation travail-famille avec lequel les familles doivent jongler au quotidien.

Dans le deuxième chapitre, nous spécifierons notre question et nos objectifs de recherche ainsi que les hypothèses que nous avons formulées au début de l'étude. Nous

expliquerons les choix méthodologiques à la base de notre recherche de terrain qui consiste en des entretiens semi-dirigés avec des parents. Nous préciserons les raisons qui nous ont poussées à adopter cette approche qualitative ainsi que les limites auxquelles est confrontée notre étude.

Nous expliciterons ensuite la façon dont nous avons opérationnalisé les différents concepts théoriques utilisés dans cette recherche afin de les schématiser en dimensions, sous-dimensions et indicateurs. Cette opérationnalisation a orienté la construction de notre instrument de collecte de données, c'est-à-dire la grille d'entretien qui nous a permis de recueillir des informations directement à partir du témoignage des familles sur leurs perceptions de leur situation de leurs besoins (en annexe). Le chapitre deux se termine sur une présentation des différentes familles qui constituent notre échantillonnage.

Dans le troisième chapitre, nous dressons une liste des besoins perçus par chacun des groupes comme les plus importants. Ceux-ci s'organisent généralement sur base de la structure du budget à partir de laquelle vont se déduire les autres besoins qui varieront selon les groupes de discussions. La liste des besoins pour chacun des groupes culmine toujours avec ce à quoi tous les parents aspirent : le répit.

Le quatrième chapitre a pour but de souligner l'importance de l'influence des réseaux sociaux sur la perception que les parents ont de leurs besoins. Chaque groupe de discussion représente un mode de vie pour lequel certains types de besoins sont perçus dans l'ordre du nécessaire. Nous expliquons en quoi les perceptions de défavorisation sont influencées par l'entourage de ces familles et quels sont les processus d'identification et d'appartenance qui le régissent. Finalement, nous parlerons du sentiment de fierté d'être parents ou de honte de ne pas atteindre ses attentes qui s'appuie sur une idéologie de la parentalité.

Nous concluons en faisant ressortir les trois dimensions qui permettent d'apprécier une certaine qualité de vie familiale. La première dimension est la qualité d'autonomie parentale. Il s'ensuit, la dimension qui a trait à la richesse matérielle des familles. La dernière dimension de la qualité de vie est le répit. Nous discutons de ce désir qui peut paraître comme un besoin et reste dans la tête de tous les parents une aspiration qui va à l'encontre des exigences de leur condition de parents.

Présentation de la table de concertation de 0-5 ans du territoire du CLSC de la Jacques-Cartier

La Table de concertation est un regroupement de différents représentants communautaires et institutionnels oeuvrant auprès des familles ayant des enfants âgés de 0 à 5 ans. La participation des familles est fortement encouragée bien qu'actuellement aucun participant n'y siège strictement en qualité de parent. Tous les membres de la table sont affiliés et représentants d'une association. Au total, plus d'une quinzaine de partenaires sont rassemblés autour de la Table pour l'année 2013-2014, avec pour mandat de maintenir et de développer des actions concertées visant à améliorer la qualité de vie globale des familles ayant des enfants de 0 à 5 ans sur le territoire du Centre local de services communautaires de la Haute-Saint-Charles/Jacques-Cartier, en portant une attention particulière aux familles défavorisées au niveau matériel et/ou social et/ou répondant aux critères de vulnérabilité du programme SIPPE (les femmes enceintes n'ayant pas complété leur secondaire 5 et ayant un revenu se situant sous le seuil de faible revenu tel que défini par Statistique Canada, et leurs enfants de 0 à 5 ans). Les décisions concernant la mise en œuvre de nouveaux projets sont prises collectivement par l'ensemble des membres de la Table. Les projets ne doivent pas servir uniquement les intérêts particuliers d'un des membres, mais doivent correspondre à la mission globale que s'est donnée le regroupement intersectoriel. Ils doivent résulter de la collaboration d'un minimum de deux acteurs.

Questionnement de départ

La dernière étude de besoins réalisée en collaboration avec la Table remonte à 2006. Cette dernière soulignait que la majorité des familles priorisait la question de l'accessibilité aux loisirs. La Table s'est alors chargée de mettre sur pied un nouveau module de jeu pour les enfants d'un quartier du territoire. Le regroupement intersectoriel pense qu'il est temps de mettre à jour ses données et commande cette étude pour réactualiser le portrait des besoins et des conditions de vie de la population de son territoire d'action pour ensuite déterminer ses priorités. Dans cette perspective, la Table cherche à mettre en évidence les besoins actuels des familles ayant des enfants de 0 à 5 ans afin d'utiliser le plus adéquatement possible le budget alloué par le CSSS-QN. L'enquête devait prendre la tournure d'une consultation auprès des familles, ce qui implique que les mécanismes de fonctionnement de la Table ne doivent pas être trop

contraignants afin de permettre aux familles de jumeler engagement communautaire et emploi du temps. Les résultats de l'étude doivent aider à élaborer un plan d'action concret pour les prochaines années découlant des idées émises directement par les divers types de familles du territoire consultées.

Chapitre 1 : Théorisation du besoin, de la pauvreté et de la situation familiale

Afin de cerner la structure des besoins et des aspirations considérés comme prioritaires par les familles ayant des enfants de 0 à 5 ans du territoire du CLSC de la Jacques-Cartier, les notions de « besoin » et d'« aspiration » doivent être d'abord explicitées. Il faudra aussi lier conceptuellement les besoins aux acteurs qui les ressentent et au milieu social dans lesquels ils se trouvent afin de déterminer l'influence du lieu de résidence et du mode de vie des familles sur ces priorités. Comme la Table de concertation accorde une attention particulière aux familles vivant en situation de « vulnérabilité », le concept de vulnérabilité sera défini en faisant référence à certaines théories de la pauvreté pour ensuite déboucher sur la notion de « défavorisation ».

Les Besoins

Au sens le plus strict du terme, le besoin est le minimum requis pour le bon fonctionnement d'un organisme. Cependant, la définition même du « minimum essentiel » à la survie physiologique de l'individu nécessite l'emploi d'une norme, c'est-à-dire qu'elle dépend d'une acceptation tacite et généralisée de ce qui constitue le « nécessaire » et qui oriente les manières d'agir d'une population donnée. En effet, toute culture modèle les besoins humains et leur mode de satisfaction. Même les besoins vitaux, entendus le plus couramment comme le besoin matériel de se loger, se nourrir et se vêtir, ou de façon un peu moins restrictive en incluant les besoins psychologiques et relationnels d'accomplissement, de sécurité, d'estime de soi, de reconnaissance, etc., ne sont pas un donné naturel et immuable, leur contenu étant défini socialement. Par exemple, le type de nourriture ou de logement utilisé pour combler les besoins « primaires » ne sont pas de pures abstractions qui s'appliqueraient de façon identique à l'ensemble du genre humain. Les moyens employés pour satisfaire ces besoins varient plutôt d'un groupe à l'autre selon les normes culturelles qui lui sont spécifiques.

D'un pays à l'autre, d'une communauté à l'autre, la réponse aux besoins prend donc des formes multiples selon la définition construite collectivement du « bien-être » et des moyens « normaux » pour l'atteindre. Tous souhaitent se sentir bien certes, mais le bonheur ne s'exprime pas de la même façon, et les manques ressentis comme des entraves à ce bien-être se combinent différemment pour chacun. Les besoins varient donc d'un acteur à l'autre, chacun les hiérarchisant de façon particulière selon l'interprétation donnée à sa propre situation. Ainsi, deux familles ayant un écart de revenu considérable auront toutes deux besoin de se nourrir et de se divertir, mais l'importance accordée à

l'un ou l'autre des besoins variera en fonction des priorités des acteurs, chacun orientant ses efforts différemment. Le terme « acteur » fait référence ici autant à des individus qu'à des groupes. Un faible niveau de revenu peut influencer le degré d'importance accordée aux loisirs, qui pourront être négligés au profit des dépenses concernant le logement ou la nourriture. La formation scolaire est un autre facteur qui module les préférences des acteurs en termes de types de divertissement par exemple. L'acteur priorise donc certaines sphères d'activité et utilise divers moyens afin de combler ses besoins différenciés selon l'importance accordée à chacun. C'est pourquoi l'on peut aussi parler de « structure de besoin » afin d'y intégrer l'idée d'une hiérarchie de valeurs. Valeurs qui sont toujours déterminées en référence à une norme admise dans un groupe d'appartenance. Par exemple, la priorité de plusieurs de posséder une maison plutôt que d'investir davantage dans les biens et loisirs de la famille s'inscrit dans les valeurs et les attentes des Québécois qui ne correspondent pas, entre autres, à celles de sociétés comme la France où la propriété d'une maison avec cour n'est pas reconnue comme la norme pour la vie de famille avec enfant.

Les besoins peuvent être d'ordre collectif et institutionnel (ex. besoin d'éducation, d'information, de travail, etc.), ou d'ordre personnel et interpersonnel. Les différents types de besoins peuvent aussi entrer en conflit les uns avec les autres, leur influence mutuelle n'impliquant pas nécessairement leur intégration fonctionnelle. Par exemple, une mère peut ressentir le besoin personnel de s'accomplir professionnellement, mais le temps nécessaire à la satisfaction de ce besoin lui demanderait de couper sur ses responsabilités de parents pouvant lui apparaître plus importants. C'est pourquoi les acteurs doivent faire des choix et prioriser tel ou tel besoin en dépit d'un autre. Lorsqu'un individu décide consciemment de se priver d'un objet désiré, l'on dira qu'il s'agit de « privation volontaire », distincte de la « privation subie », pour reprendre les termes de Tremblay et Fortin (1964). Cette privation donnera lieu à des mécanismes de défense qui, selon ces sociologues, ne dépendent pas des caractéristiques de l'individu comme tel, mais plutôt de sa situation sociale globale, chaque individu réagissant différemment devant une même situation de privation.

Le caractère social et subjectif du besoin

Certains travaux tentent de mesurer le niveau de satisfaction des besoins à l'aide de mesures objectives, c'est-à-dire en établissant des seuils absolus en deçà desquels un besoin resterait insatisfait, tels qu'un seuil de faible revenu. Cependant, ce type d'étude a

tendance à occulter certaines dimensions des besoins et à ne traiter que des besoins monétaires, donc quantifiables, les chiffres faisant souvent gage d'objectivité scientifique. La complexité de la notion de besoin nécessite la prise en compte de sa multidimensionnalité. Les études désirant mesurer objectivement les besoins doivent donc se servir d'un amalgame d'indicateurs, ne pas se contenter de faire uniquement l'analyse des besoins monétaires, car le besoin possède aussi un aspect immatériel. Précisons néanmoins que ce genre d'indicateurs « objectifs » n'ont de sens qu'à travers la comparaison et nécessitent une population de référence. En effet, le niveau d'éducation d'un acteur mesuré en années, ou son revenu médian mesuré en dollars ne peuvent être qualifiés de « faibles » qu'à condition d'être mis en relation à un autre acteur dont le revenu ou niveau d'éducation est considéré comme « fort »; c'est la relation qui détermine la signification de la mesure. Les seuils ne sont donc jamais purement objectifs, comme s'ils représentaient les limites absolues des besoins, mais proviennent de la socialité ambiante. Les seuils sont des constructions toujours établies à l'intérieur d'un rapport social.

Le besoin consiste en une « tension vers un objet défini comme nécessaire par l'individu ou la famille », un manque qui demande à être comblé, et qui, si l'insatisfaction persiste, engendre un sentiment de privation ou de frustration chez l'individu, qui réagira d'une façon particulière selon sa situation sociale globale et une certaine perception de ses conditions de vie objectives (Tremblay et Fortin, 1964 : 11). Il s'agit donc d'une privation « sentie ». Le caractère « nécessaire » de l'objet n'est pas purement objectif, et n'est pas non plus uniquement défini par l'individu. Ce qui est considéré comme nécessaire relève plutôt des normes du groupe ou des différents groupes auxquels l'individu appartient influençant ses schèmes de perception. En ce sens, nous optons pour une définition relative du besoin.

Nous considérons que le rapport de l'individu au besoin s'acquiert par socialisation. En situant le besoin dans le système d'interactions sociales, nous définissons, à l'instar de Tremblay et Fortin, le besoin comme ce qui est « perçu » comme nécessaire par l'acteur, cette perception étant ancrée dans le système de valeurs et de normes culturelles du groupe auquel il appartient. Le besoin a donc un aspect à la fois subjectif et collectif. Il relève d'une perception individuelle, qui n'est jamais totalement isolée des normes sociales qui la forment, malgré le degré d'autonomie que celle-ci peut posséder, l'acteur et le groupe s'influencent mutuellement dans un mouvement circulaire.

Les besoins immatériels

Les besoins ont un caractère matériel et immatériel. Le sociologue Simon Langlois en distingue quatre types sans établir de hiérarchie ni de frontière stricte entre eux : les besoins fondamentaux, les besoins de confort, les besoins de distinction et les besoins de sens. Les deux premiers sont principalement de nature matérielle, mais pas seulement, et évoluent dans le temps selon les modes de vie. L'aspect matériel que Langlois donne aux besoins fondamentaux dans ses recherches sur la consommation peut être élargi à des besoins plus psychologiques et sociaux qui sont tout aussi fondamentaux, par exemple, la sécurité, la sociabilité ou encore la reconnaissance. Les besoins fondamentaux font référence aux besoins primaires de subsistance et aussi aux biens et services essentiels pour survivre en société tels que les soins de santé. Le besoin a un caractère historique, c'est-à-dire que la définition des besoins change dans le temps et varie selon le mode de vie particulier du groupe de référence. En situant les besoins de consommation dans le contexte historique du Québec, Langlois souligne que la vision des besoins vitaux qui ne fait référence qu'au logement, à la nourriture et à l'habillement est réductrice. Selon lui, cette conceptualisation des besoins de « base » reflète un mode de vie marqué par la pénurie qui ne s'appliquerait plus aux situations des sociétés occidentales comme le Québec. Selon les changements structurels sociétaux, de nouveaux besoins fondamentaux peuvent se développer. Le besoin de communication par exemple qui, en lien avec les avancées technologiques, peut être comblée par l'abonnement au téléphone, une dépense qui ne représente plus un luxe, et qui est désormais considérée comme essentielle. Bien que le sociologue mentionne l'amélioration générale du niveau de confort matériel de la société québécoise depuis l'époque de la Crise économique, il ne faut pas oublier que la fin des années 1970 marque un tournant « néolibéral » caractérisé par une réduction de l'intervention étatique, ajoutée à l'inflation à la suite des chocs pétroliers, quelques crises économiques qui ont touché particulièrement les jeunes adultes et la hausse de leur endettement dans un contexte de hausse des prix de l'immobilier et des loyers, engendrant de nouvelles formes d'instabilité sociale et matérielle (Langlois, 2005).

Outre la subsistance et le confort, l'individu a aussi besoin de se définir devant autrui et peut donc s'approprier des biens et services qui deviennent des objets de culture, porteurs de valeur symbolique, engendrant un certain degré de prestige. La portée symbolique de certains objets et de pratiques permettent à l'individu de répondre à son besoin de distinction et d'identification, à travers, notamment, le style vestimentaire,

l'éducation, les pratiques culturelles, le sens esthétique, auxquels l'individu rattache certaines valeurs reconnues par son groupe d'appartenance dans une échelle de valeurs qui varie d'un groupe à l'autre. Les objets reflètent aussi un sens attribué par l'individu, un sens qui est en partie produit à l'intérieur du groupe (ex. famille, classe sociale), et qui peut se distinguer du sens accordé au même objet par un autre groupe (Langlois, 2005 : 33).

Le caractère multidimensionnel du concept de besoin doit être pris en compte. Certes, le bien-être d'une famille dépend des ressources économiques dont elle dispose, mais il ne dépend pas exclusivement des ressources monétaires, de la quantité de biens et services auxquels une famille a accès et ne se traduit pas que dans le cadre de rapports marchands. Il relève aussi du réseau social, des solidarités et des échanges informels qu'elle entretient et qui lui servent de support pratique et émotif. En effet, une personne considérée pauvre en rapport à son revenu, mais disposant d'un réseau de relation d'entraide familiale, communautaire ou institutionnelle, peut s'avérer être dans une situation beaucoup moins éprouvante qu'une personne disposant d'un revenu plus élevé, mais qui vivrait dans l'isolement, souffrirait psychologiquement, avec tous les autres besoins que cela engendre, et qui ne serait pas capables de recevoir tous les soins appropriés dû au manque de temps ou à sa situation géographique qui l'éloigne des centres de services. L'analyse en termes de modes de vie va permettre de dépasser l'idée d'un niveau de vie équivalent aux revenus afin de dresser un portrait plus précis des besoins des familles avec jeunes enfants en tenant compte d'une pluralité de dimensions des besoins. La compréhension des aspects psychologiques et sociaux des besoins pourra être approfondie lors d'entretiens de groupes qui permettront de tenir compte du sens que donnent les acteurs à leur situation.

Aspirations

La nuance entre le concept de besoin et celui d'aspiration consiste en une transposition de l'idée de « nécessité » par celle de « désirabilité ». L'aspiration peut être conçue comme ce qui est défini par l'acteur comme à la fois souhaitable et réalisable. L'aspiration se distingue ainsi du rêve du fait qu'elle consiste en un objectif dont l'atteinte est jugée possible dans un horizon temporel plus ou moins rapproché, tandis que le rêve constitue un désir inaccessible et consciemment perçu comme tel par l'acteur qui le porte (Langlois, 2005 : 19). Tout comme le besoin, l'aspiration individuelle dépend du groupe d'appartenance de l'individu. Comme le souligne Pierre Ansart, « les

niveaux d'aspiration sont informellement liés aux modèles d'éducation et de socialisation; ils constituent des critères de satisfaction et d'insatisfaction dans les trajectoires individuelles; ils font l'objet d'une redéfinition incessante dans les conflits sociaux et selon les appels idéologiques » (Ansart, 1999 : 40). Afin qu'un bien ou service devienne objet d'aspiration, l'acteur doit le concevoir comme accessible. Selon Fortin et Tremblay, « l'univers des aspirations, c'est la possibilité pour l'individu de faire des projets, de se projeter dans l'avenir. En d'autres mots, c'est la possibilité de prendre les moyens concrets qui conduiront à la réalisation de l'aspiration » (Tremblay et Fortin, 1964 : 37). Ces deux auteurs considèrent qu'un acteur ne jouissant pas de cette possibilité se voit exclu de l'univers des aspirations et relégué dans l'univers des besoins non satisfaits correspondant à un fort sentiment de privation.

Selon ces deux sociologues, la notion de privation reste intimement liée à celle de besoin, et donc à l'aspect de « nécessité ». Fortin et Tremblay (1964) différencient la privation de l'attente ou de la frustration, sentiments qu'ils associent plutôt aux aspirations non comblées. Il est en effet possible de tracer une distinction conceptuelle entre l'univers des besoins et celui des aspirations, deux zones de comportements dans lesquels les besoins s'expriment différemment. Ils soutiennent aussi que lorsque le revenu augmente et que l'acteur est en mesure de dépasser l'univers de ses besoins fondamentaux, un monde nouveau de besoins ressentis émerge, une idée qu'a aussi reprise Simon Langlois dans son étude de la consommation française. Il ne faut donc pas assumer que lorsque la situation économique d'un acteur s'améliore, le nombre de ses besoins et aspirations diminue, car la sensation de manque peut elle aussi augmenter dans le même sens. Toutefois, nous ne considérons pas que ces deux univers, celui du besoin et de l'aspiration, soient des zones hermétiques, mais qu'ils sont plutôt ouverts l'un sur l'autre. En effet, à un même moment de sa vie, un acteur peut se trouver incapable de combler entièrement un besoin fondamental tout en étant en mesure de développer de nouvelles aspirations. La nuance entre besoins et aspiration n'est donc pas si évidente, la limite entre le « nécessaire » ou le « souhaitable » étant ambiguë, chacune des notions n'étant pas mutuellement exclusive. Ce flou conceptuel laisse donc place aux interprétations subjectives et traduit la complexité du concept multidimensionnel de besoin. Notre analyse tiendra compte de cette nuance conceptuelle et permettra de la clarifier.

Lien entre besoins, modes de vie et familles

Étant donné le caractère social du besoin, défini par les normes du groupe, on constate que l'étude des besoins passe assurément par l'étude des modes de vie de la population, celle-ci pouvant être divisée conceptuellement en sous-groupes relativement homogènes. La notion de mode de vie fait référence aux pratiques de consommation, aux formes de sociabilité et aux emplois du temps libre, qui ne dépendent pas exclusivement du niveau de revenu, mais d'une diversité de facteurs, tels que la classe d'âge, le mode de travail, la situation familiale, le sexe, le contexte d'habitation, etc. (Akoun et Ansart, 1999 : 348). Compte tenu de l'envergure du territoire du CLSC de la Jacques-Cartier, nous nous attendons à ce qu'il comprenne des familles ayant une diversité de modes de vie, et par le fait même, des besoins différenciés.

Comme la famille est l'institution dans laquelle s'effectue la socialisation première de l'individu, elle est habituellement le facteur le plus déterminant de la structure de ses besoins. Celle-ci n'est pas isolée et est « soumise aux diverses impulsions et influences qui proviennent d'une culture et d'une structure sociale plus vaste » (Tremblay, Fortin, 1964, 34). Cette étude doit donc identifier le milieu ou le groupe d'appartenance le plus significatif pour les familles, et étudier ses caractéristiques, étant donné que c'est lui qui oriente la définition des besoins et règle les moyens utilisés ou souhaités pour les satisfaire. Nous allons donc nous pencher sur les modes de vie des différents groupes dans lesquels les familles ayant des enfants de 0 à 5 ans se situent afin de voir si l'on peut faire ressortir certaines régularités. En ce sens, dresser un portrait des différents types de familles (leurs caractéristiques socio-économiques, la composition du ménage, le niveau de scolarisation, le type de logement, etc.) nous permettra de faire le lien avec les besoins correspondant à chacun. Les caractéristiques des différents modes de vie pourront ensuite être comparées d'un sous-groupe à l'autre, ce qui permettra de mettre en relief des nuances significatives quant à la structure des besoins de chacun. Nous sommes conscientes de l'interdépendance des facteurs explicatifs qui, dans la réalité sociale, ne sont pas délimités ainsi, mais nous utiliserons ces catégories afin de rendre intelligibles des réalités sociales complexes.

Le terrain d'étude comporte une diversité de formes familiales qui doivent être analysées afin de comprendre les besoins distincts qui en découlent, car chaque organisation familiale engendre une multitude de conséquences sur le mode de vie. La famille est généralement définie comme un groupe social composé d'au moins deux

personnes, ayant une résidence commune et unies par les liens de parenté et un système de droits et d'obligations. La présente étude s'intéressera particulièrement aux familles ayant des enfants de 0 à 5 ans, groupe pouvant être décomposé en différentes catégories : la famille nucléaire hétérosexuelle (couple marié ou non ayant au moins un enfant), la famille homoparentale (couple de même sexe marié ou non ayant au moins un enfant), la famille monoparentale (parent seul ayant au moins un enfant), et la famille recomposée (couple marié ou non ayant au moins un enfant né d'une union précédente de l'un des deux conjoints). Ainsi, les besoins d'une mère monoparentale différeront de ceux correspondant aux autres formes familiales, celle-ci devant jumeler travail et vie de famille sans le soutien d'un conjoint pour alléger son emploi du temps : cela se traduira par des besoins économiques, de répit et de support humain spécifique à sa situation. La présente étude tâchera de relever le degré d'homogénéité des besoins selon les modes de vie en tenant compte de la composition du ménage.

Aspirer à la vie familiale idéale

Le désir abstrait d'avoir des enfants prend habituellement racine à l'adolescence et s'exprime généralement autour d'une morale individualiste, où la naissance d'enfants est alors conçue comme l'aboutissement idéalisé du parcours de vie contribuant à l'épanouissement des individus impliqués dans une vie commune, le couple étant aussi pensé comme la résultante de la libre expression d'un choix personnel. Ce désir peut s'articuler plus concrètement sous la forme de ce que Deschenaux et Morin (à paraître) définissent comme le « projet d'enfant », c'est-à-dire la « planification de la réalisation du désir d'enfant impliquant une dimension temporelle », en mentionnant bien que cette projection des futurs parents peut précéder la conception de l'enfant ou avoir une grossesse imprévue pour événement déclencheur. La notion d'aspiration abordée précédemment s'applique ainsi à la parentalité dans une société où l'on peut choisir d'avoir ou non des enfants. La détermination du juste moment pour l'engagement dans ce projet varie d'un acteur à l'autre, d'autant plus qu'il y a effritement des anciens modèles familiaux. L'aspiration d'avoir des enfants trouve une justification dans les moyens de fonder une famille telle qu'on se la représente, les parents étant désormais plus sensibles aux conditions dans lesquels ce désir apparaît réalisable. La majorité des jeunes Québécois désirent d'abord terminer leurs études, trouver une stabilité professionnelle et économique, s'acheter une maison, être en couple, diverses conditions jugées nécessaires ou idéales avant la venue des enfants. L'idée de la stabilité de l'unité

familiale est la pierre angulaire des représentations sociales de la vie de famille idéale, qui correspond aussi à l'acquisition d'une propriété, plus spécifiquement d'une maison individuelle avec cour arrière, l'habitation standard des jeunes familles québécoises qui n'est plus aussi accessible que jadis.

Cet idéal familial, que l'on peut résumer par le « modèle de la famille de banlieue », c'est-à-dire de la famille nucléaire propriétaire de maison située dans un environnement calme et sain pour élever ses enfants dans la sécurité de rues avec peu de circulation et dans l'homogénéité sociale d'un voisinage du même âge et de la même classe sociale, s'impose comme norme depuis les années 1950 et marque l'imaginaire de la majorité des Québécois de tous les milieux sociaux et modes de vie confondus. La grande majorité de ceux qui entreprennent le projet d'enfant aspirent à atteindre cet idéal familial et désirent poser préalablement les bases jugées convenables à l'établissement d'une famille afin de correspondre à cette représentation partagée.

Cependant, les années 1980 ont été marquées par la dégradation du marché de l'emploi et une disparité croissante entre les aspirations de consommation et le revenu disponible des jeunes adultes. La stabilité professionnelle est ébranlée par les nouveaux besoins de flexibilité et de circulation de main d'œuvre du marché du travail. Les jeunes adultes désirent terminer leurs études avant de concrétiser leur aspiration à fonder une famille (Royer, 2011), ce qui se reflète dans l'allongement des parcours scolaires et de l'insertion professionnelle. Cependant celle-ci se bute de plus en plus à différents obstacles, le diplôme universitaire n'étant plus le gage d'obtention d'un emploi bien rémunéré qu'il a déjà été. Ainsi, il y a un décalage entre les conditions jugées souhaitables à la fondation d'une famille et la situation réelle des individus, ce qui pourrait expliquer en partie l'accroissement de l'âge à la maternité, les parents préférant attendre le « bon moment ». Les jeunes parents, ou ceux en voie de le devenir, motivés à répondre à la norme, sont prêts à s'endetter pour l'hypothèque d'une maison de moins en moins accessible, dont le remboursement devra s'effectuer en serrant leur budget. Comme le montre Morin et Deschenaux (à paraître), les parents propriétaires dépensent donc davantage en ce qui a trait à l'habitation et les assurances que les parents locataires et doivent couper sur d'autres types de dépenses, marquant ainsi une variation dans la structure de leurs besoins respectifs. Ces mêmes auteurs expliquent comment, suivant le mouvement de l'étalement urbain, les familles avec enfants préfèrent s'établir dans les nouvelles banlieues toujours plus éloignées des centres

urbains, devant ainsi gérer leur emploi du temps raccourci par les heures de transport, entre l'école et le travail, ainsi que les dépenses qui viennent avec la possession d'une voiture souvent nécessaire dans les banlieues mal desservies en transport en commun. Bref, l'idéal familial hérité des 30 glorieuses perdure, mais les conditions de la réalisation de ce modèle sont plus difficiles à réunir.

De l'épanouissement personnel aux responsabilités familiales

Deschenaux et Morin (à paraître) soulignent comment le projet d'enfant évolue à travers l'expérience quotidienne de la parentalité. Le projet d'enfant, qui était d'abord pensé pour soi à l'adolescence, tend de plus en plus à être marqué par des considérations holistes plaçant le bien-être de la totalité familiale en priorité, et lui subordonnant d'autres aspirations personnelles, en ce qui concerne notamment le couple ou la vie professionnelle, avec lesquelles les parents doivent conjuguer. La question de la gestion du temps est alors primordiale, celle-ci pouvant être facilitée avec l'aide du réseau social. Morin, Fortier et Deschenaux (à paraître) expliquent qu'afin de s'assurer une qualité de vie familiale et de maximiser le temps de qualité passé avec leurs enfants, les parents peuvent décider de se priver volontairement, d'aménager leurs horaires de travail, de réduire le temps consacré au couple ou à d'autres activités. La conciliation travail-famille peut être problématique et plusieurs, en majorité des femmes, décident de faire une pause professionnelle afin de faciliter la gestion familiale. Soulignons qu'il y a toujours une inégalité entre les sexes au niveau du travail domestique, car selon les données du recensement canadien de 2006, la majorité des mères québécoises consacrent plus d'heures par semaine aux tâches ménagères et aux soins des enfants que leur conjoint (MFA, 2011).

Besoin, Pauvreté et Défavorisation

Aucun consensus ne s'est établi autour de la définition de la notion complexe de pauvreté au sein de la communauté scientifique. Le débat prédominant concerne la définition absolue ou relative de la pauvreté, une opposition théorique qui s'applique aussi au concept de besoin. Ces deux notions sont en effet intimement liées étant donné que le besoin consiste en un manque suscitant une tension à combler qui, s'il demeure insatisfait, peut engendrer une situation de pauvreté. La définition absolue de la

pauvreté est celle qui a le plus de résonance au niveau des représentations sociales communément partagées et pose la pauvreté comme l'incapacité de satisfaire ses besoins physiologiques de base. C'est l'image du « pauvre » en état constant de survie, du clochard de la rue, toxicomane et affamé, séparé du reste de la population par une certaine distance sociale qui confère cette espèce d'aura symbolique aux marginalisés, inspirant à la fois dégoût, mépris, ou pitié. L'autre approche théorique définit normativement la pauvreté et conceptualise les besoins de l'individu comme étant relatifs au groupe d'appartenance. Ce courant de pensée est celui que partagent entre autres Georg Simmel et Peter Townsend qui concevaient la pauvreté en termes d'exclusion des normes et standards sociaux du groupe de référence.

Les apports des travaux d'Ervin Goffman (1975) permettent de rendre compte de la pauvreté en termes de stigmatisation. Selon le théoricien, le stigmaté ne désigne pas une caractéristique particulière, mais plutôt un rapport entre un individu et son groupe d'appartenance, une relation marquée par l'écart entre ce que l'individu est réellement, ou laisse visiblement paraître, et les attentes normatives du groupe à son égard. Si un individu ne correspond pas à ce que l'on s'attend de lui (par exemple, ne pas avoir une hygiène « convenable »), il aura tendance à employer divers stratagèmes afin de masquer ses « anomalies » et correspondre aux normes partagées par son groupe d'appartenance. Ainsi, un individu dont la situation de pauvreté est visible se verra plus facilement exclu que le pauvre invisible. La pression sociale qui s'exerce sur l'individu afin de paraître « normal » peut créer un profond malaise chez l'individu. S'il échoue à correspondre aux attentes d'autrui, ou à masquer ses différences, il pourra se voir exclu du groupe et se voir attribué un stigmaté par lequel on le jugera négativement, jugement qu'il peut aussi retourner contre lui en se dépréciant, ou bien refuser, en élaborant ses propres justifications comme mécanismes de revalorisation. L'analyse du stigmaté de Goffman permet d'avancer l'idée que la pression sociale exercée sur les personnes défavorisées peut les forcer à développer différentes tactiques de camouflage de tout signe de leur « infériorité ».

Mesures de la pauvreté

La pauvreté peut se mesurer objectivement, ce qui implique de fixer un seuil de pauvreté, habituellement monétaire. Le seuil de faible revenu (SFR), utilisé dans le programme SIPPE comme critère de vulnérabilité, en est un exemple. Selon Statistiques

Canada, il s'agit de la limite de revenu en deçà de laquelle une famille est susceptible de consacrer une part plus importante de son revenu qu'une famille moyenne à l'achat de nécessités comme la nourriture, le logement et l'habillement. La mesure de faible revenu (MFR) est un indicateur monétaire relatif de la pauvreté basé sur le nombre de ménages dont le revenu ajusté selon la composition du ménage est inférieur à 50% de la médiane québécoise. Il s'agit de l'approche la plus répandue, qui a l'avantage de faciliter les comparaisons dans le temps et l'espace. Notons toutefois le côté arbitraire de ce type de seuil monétaire qui varie d'un pays à l'autre; s'il est fixé à 50% au Québec et Canada, il est de 60% en Europe. De plus en plus d'études récentes tendent à utiliser des indicateurs non monétaires et multidimensionnels afin de rendre compte des diverses composantes de la pauvreté en mesurant la distribution des revenus, mais aussi le niveau d'instruction, l'espérance de vie, les inégalités hommes-femmes, le niveau de scolarité (qui correspond au deuxième critère de vulnérabilité SIPPE), etc., qui représentent tous des aspects immatériels. Gardes et Langlois considère que le critère de la « marginalisation » doit aussi être considéré dans la mesure de la pauvreté, postulant que :

Seules les dépenses de subsistance ne suffisent pas à définir la pauvreté dans les sociétés développées caractérisées par une extension considérable de la consommation marchande à toutes les sphères d'activité des ménages : il faut aussi prendre en compte la non-satisfaction des besoins sociaux (Gardes, Langlois et Bibi, 2010, p.347).

L'aspect immatériel et multidimensionnel du phénomène nous amène à vouloir tenir compte du plus large éventail possible de déterminants. L'approche par modes de vie que nous appliquerons permettra de considérer une pluralité de facteurs qui modèlent la situation des familles et leurs besoins particuliers en relation au groupe de référence. En poussant l'approche par modes de vie un cran plus loin, nous ne nous bornerons pas à affirmer que c'est l'amalgame des ressources dont dispose l'acteur qui détermine si ce dernier se retrouve en situation de précarité ou non. Nous suggérons que ce sont plutôt les capacités des familles, surtout leur perception de ces capacités, à faire usage de leurs ressources afin de combler ce qu'elles perçoivent comme des nécessités ou à atteindre les objectifs vers lesquels elles aspirent. Ne pas se limiter à viser des biens et services précis qui définiraient la situation familiale permet une compréhension plus globale qui tient compte de plusieurs déterminants et considère leur influence mutuelle tout en accordant de l'importance à la capacité réflexive de l'acteur, c'est-à-dire à la capacité de

l'acteur à agir sur lui-même et analyser les causes, les procédés et les conséquences de sa propre activité.

La pauvreté peut aussi se mesurer subjectivement selon une approche compréhensive qui se focalise sur le sens que l'acteur accorde à sa situation. Il ne s'agit pas d'établir le seuil à partir duquel un ménage vit une situation de pauvreté, mais plutôt à partir de quel moment et dans quelles circonstances un ménage se sent pauvre. Ce type de mesure peut s'avérer plus efficace lorsqu'il s'agit de faire ressortir certains déterminants sociaux difficilement chiffrables et de mieux comprendre le phénomène de l'exclusion sociale tel qu'il est vécu. L'exclusion sociale se caractérise par la dévalorisation sociale du statut (non-fixe) des individus exclus. Il s'agit de ce que Paugam appelle la « pauvreté disqualifiante », qui selon lui est liée à la fragilité des réseaux familiaux et à la liquéfaction générale du lien social (Paugam, 1996). Les études qualitatives permettent de mieux comprendre comment les personnes se représentent et vivent elles-mêmes la pauvreté.

De façon générale, l'on pourrait donc définir la pauvreté comme l'insuffisance de ressources monétaires, culturelles et sociales qui structurent le mode de vie ou l'incapacité à transformer ses ressources en bien-être effectif. Les individus qui connaissent une telle situation, incapables de satisfaire aux normes et aux exigences de leur groupe de référence, sont expulsés des sphères de la participation sociale, économique et politique (Gaudreault, 2013).

La « nouvelle pauvreté »

À partir des années 1980, les gouvernements adoptent une attitude conservatrice opposée à la logique interventionniste suivant la doctrine néolibérale qui prône la dérégulation des échanges économiques pour favoriser la croissance économique. Même si l'état québécois a préservé son rôle de distributeur, coupant moins dans les dépenses culturelles et sociales que la majorité de ses homologues occidentaux, il a tout de même connu les nouvelles formes de pauvreté qui touchent la majeure partie des pays du centre de l'économie mondiale. Comme le fait remarquer Gaudreault (2013), bien que le niveau de richesse nationale se soit accru depuis les années 1980 (PIB), la tendance étatique à vouloir prioriser la croissance économique aux dépens de la protection des droits sociaux des travailleurs et de l'amélioration des conditions de vie s'est traduite par l'aggravation des disparités entre les strates sociales. Les « nouveaux pauvres » se

retrouvent parmi les classes inférieures et moyennes qui sont les plus touchées par ces changements structurels. Cette réalité s'illustre notamment dans la modification du portrait des prestataires de l'aide sociale qui comporte de plus en plus de jeunes et d'individus aptes au travail. Au Québec, les sans-diplômes, les immigrants et les mères monoparentales représentent plus de 71 % des personnes en emploi à faibles revenus (Lefèvre et al., 2011). Cette « nouvelle pauvreté » résultant des changements structurels actuels englobe donc une diversité de cas de figure; ce sont les minorités visibles, les immigrants, les jeunes sans diplôme d'études postsecondaires, les chefs de familles monoparentales, et de plus en plus de diplômés universitaires et de familles à deux revenus, dont le salaire et la stabilité d'emploi ne parviennent plus à suivre l'augmentation du coût de la vie, qui sont les plus susceptibles de vivre une situation de précarité. Il faut toutefois nuancer en soulignant que dans ce contexte global marqué par l'accroissement des inégalités socio-économiques, le Québec s'en tire relativement bien dû à son système de redistribution (Gaudreault, 2013).

Familles et défavorisation

La pluralité de formes de famille se traduit en modes de vie particuliers engendrant des besoins spécifiques et distincts, et l'accès aux moyens ainsi que le type de stratégies utilisées dans la satisfaction des besoins déterminent une variété de situations familiales plus ou moins précaires. Dans le cadre de cette étude, nous utiliserons le terme « défavorisation » pour éviter les interprétations trop étroites de la pauvreté que l'on retrouve dans la majorité des représentations sociales, qui l'associent directement à la pauvreté absolue et à l'insatisfaction des besoins de subsistance. Par l'emploi du terme de « défavorisation », nous désirons intégrer les notions d'immatérialité, de « multidimensionnalité » et de relativité des besoins. Par ce choix lexical, distinct de la notion de « vulnérabilité », nous soulignons que notre analyse, bien qu'elle les considèrera, ne se limitera pas aux deux critères de vulnérabilité du programme SIPPE dans sa conception des familles défavorisées, tant au niveau social que matériel, afin de ne pas exclure d'éventuelles catégories de défavorisation.

La défavorisation des familles en contexte québécois

En terme de revenu absolu, la proportion de ménages pauvres aurait diminué au Québec depuis les dernières décennies. Cependant, ce sont les disparités économiques entre la tranche inférieure et supérieure qui se seraient accrues, les pauvres se trouvant en

situation toujours plus précaire (Lefevre et al., 2011). Malgré les nouvelles mesures d'aide aux familles mises en place par le gouvernement québécois, telles que le programme de garderies subventionnées à 7\$ en 1997 (dont la demande fut si grande que les places disponibles furent rapidement insuffisantes) ou le régime d'assurance parental en 2006, la conciliation travail-famille demeure un défi pour les jeunes parents. Le travail prend de plus en plus de place dans le quotidien des individus, empiétant sur les autres sphères de vie. Les heures de travail à la maison pour les deux sexes ainsi que le temps hebdomadaire moyen de travail sont en hausse depuis la fin des années 1990 (Pronovost, 2001). L'importance accrue de la place du travail dans les horaires des ménages, jumelée au temps consommé dans le transport, principalement pour les ménages de banlieues, a forcé les familles à réduire les heures consacrées dans les autres sphères de l'existence, telles que les tâches ménagères, les soins des enfants, les relations sociales et les loisirs, pouvant ainsi résulter en une situation où divers types de besoins se trouvent insatisfaits.

Afin de dresser un portrait plus global et détaillé des besoins des familles, ce type de lacunes d'ordre non-matériel doivent être prises en compte. Il faut aussi se détacher de l'idée communément partagée et trop simpliste du « pauvre » sans-abri en état de survie et intégrer un pluralisme de cas de figure dans la conceptualisation de ce qui constitue une « situation de pauvreté » : la mère monoparentale dont le réseau social est restreint, le nouvel immigrant et les jeunes parents aux études et locataires sont tous des exemples de personnes dont les conditions de vie peuvent rendre vulnérables.

En ce sens, le couple de parents salariés qui, à première vue, mène une vie « normale » selon les standards sociaux, peut être pris à la gorge par l'endettement « pour le nécessaire », à la suite de l'acquisition d'une propriété, manquer de temps pour les loisirs et les enfants, et souffrir du poids psychologique qu'entraîne son mode de vie. À cet égard, Morin souligne que les « parents actifs de 25 à 44 ans ayant des diplômes universitaires — ceux que l'on devine les plus à même d'accéder à la propriété — apparaissent comme les catégories d'hommes et des femmes les plus stressées par le manque de temps au Canada » (Morin 2011). Il souligne que le couple avec des enfants mineurs représente le type de ménage le plus endetté au Québec actuellement.

Morin et Deschenaux (à paraître) expliquent que depuis les années 1950 au Québec, les ménages avec enfants s'établissent majoritairement dans les maisons unifamiliales des

banlieues neuves afin de répondre à la norme de propriété associée à l'indépendance et au bien-être familial jugés essentiels. Le stress vécu par les jeunes familles est partiellement lié au temps perdu dans une congestion routière de plus en plus étouffante, étant donné qu'avec le mouvement d'étalement urbain, elles s'éloignent des centres d'activités. Ce choix de lieu de résidence peut s'expliquer par la dépense moindre rattachée à l'acquisition d'une maison en banlieue qu'à celle d'une maison dans les quartiers centraux dans un contexte où la hausse des valeurs immobilières a fait monter en flèche le prix des résidences achetées à crédit et a poussé le gouvernement canadien à resserrer les conditions d'accès aux prêts hypothécaires en 2012 dans l'anticipation de la catastrophe d'une hausse des taux que beaucoup de familles ne pourraient pas supporter. La situation géographique explique pourquoi la voiture est le moyen de transport privilégié des familles banlieusardes, conçue comme une nécessité entrant dans la liste des dépenses du ménage. Si le revenu moyen des familles est resté relativement stable depuis les années 1970, la hausse du coût de la vie exige de plus en plus l'apport de deux salaires afin de combler l'écart, le travail venant ainsi gruger du temps qui pourrait être déployé ailleurs.

Les conditions défavorables que représentent le manque de temps, le stress et l'endettement élevé auxquelles font face les jeunes familles, qui se concentrent de plus en plus en périphérie des régions métropolitaines, rendent le modèle normatif de « la vie familiale de banlieue » plus difficilement réalisable.

La situation des familles

Définition de la situation

Nous allons nous baser sur le principe de l'interactionnisme développé par Thomas pour comprendre, d'après les récits des parents, leur expérience quotidienne afin que l'on puisse connaître leur monde de l'intérieur. Chaque famille s'est construit un monde particulier dans lequel elle vit. Cette dimension subjective va être le point de départ qui permettra d'organiser les informations de manière rationnelle afin d'objectiver les discours de ces familles. Ces discours vont être étudiés en fonction de la définition de la situation pour en comprendre les interactions.

La définition de la situation permet de comprendre des comportements qui, au premier abord, paraissent incompréhensibles en s'intéressant à la signification subjective que les personnes y apportent. Ainsi, le changement social sera compris comme le résultat d'une interaction permanente entre la conscience individuelle et la réalité sociale objective (Thomas, 1918). Ce caractère objectivable de la réalité des familles se retrouvera dans le discours des participants lors de nos focus-groupes. Cela permettra de comprendre le sens que ces parents, comme acteurs sociaux, donnent à leur situation. Une première partie du focus-groupes sera consacrée à des discussions portant sur le fonctionnement et la dynamique familiale, les relations qui les lient ainsi que leur répartition du temps dans leur vie quotidienne.

Ces informations récoltées lors des entretiens de groupes permettront de cerner la situation des familles, d'interpréter les besoins énoncés implicitement ou explicitement. Nous pourrions observer et analyser leur dynamique, et plus largement leur mode de vie. Nous entendons par fonctionnement et dynamique familiale, les rapports sociaux entretenus par la famille (les interactions du couple ou celles avec les enfants, mais aussi les interactions avec le milieu de vie). Cela nous amène à nous intéresser à la théorie des réseaux.

La théorie des réseaux sociaux

Lors de nos entretiens, il faudra aborder d'une part les relations que les familles entretiennent avec leur milieu (comme les infrastructures et le matériel) et d'autre part les interactions sociales. Ces éléments permettront de comprendre comment les familles sont socialisées.

L'étude se centrera sur l'ensemble des relations et interactions que les ménages entretiennent avec leur environnement. Les deux points essentiels à la notion de réseaux sociaux consistent d'abord à être liés à une structure sociale, d'autre part à faire partie de processus de socialisation. Claire Bidart (2012) souligne d'ailleurs la manière dont la socialisation d'un individu et l'évolution de son réseau personnel s'articulent étroitement. Ces deux processus sont liés et interagissent l'un sur l'autre.

Concernant l'analyse des interactions sociales, nous prenons comme point de départ la définition des réseaux sociaux de Michel Forsé :

Un réseau social est un ensemble de relations entre un ensemble d'acteurs. Cet ensemble peut être organisé (une entreprise, par exemple) ou non (comme un réseau d'amis) et ces relations peuvent être de nature fort diverses (pouvoir, échanges de cadeaux, conseil, etc.), spécialisées ou non, symétriques ou non (Lemieux, 1999). Les acteurs sont le plus souvent des individus, mais il peut aussi s'agir de ménages, d'associations, etc. L'essentiel est que l'objet d'étude soit bien la relation entre éléments, autrement dit l'interaction ou l'action réciproque entre ces éléments (Forsé, 2008).

La particularité du milieu

Les cinq groupes de familles que cette étude a choisi pour constituer les entretiens ont des caractéristiques bien spécifiques : chaque groupe représente un milieu ou un mode de vie particulier.

Dans la nation Huronne à Wendake et parmi les militaires comme à Val-Cartier, les familles vivent dans des milieux semi clôtés. Leur lieu de vie rassemble des individus qui se ressemblent d'une manière qui les rapprochent et les distinguent des autres. Cela est évident pour les militaires et les Autochtones, mais ce constat peut se généraliser à d'autres milieux. Les gens qui vivent dans un certain milieu, peu importe l'endroit, ont souvent des aspirations communes : ils désirent un certain type de vie.

D'après McKenzie de l'école de Chicago, les petites sociétés homogènes sont celles qui fournissent le meilleur exemple de groupe primaire, c'est-à-dire de groupe dont tous les membres partagent une seule et même conception de la vie. Cette vie à laquelle ils adhèrent de manière unanime est chargée d'affectivité. Les individus vivants dans ces lieux mi-clos sont dans une relation égalitaire avec leur voisin. McKenzie fait référence à Sumner pour parler de l'égalité relationnelle dans les vies villageoises anciennes. Il souligne qu'ils sont égaux face au patrimoine, à l'instruction, à la descendance, au mode de vie, à la position sociale, etc. Il sera intéressant de comprendre si les familles de Wendake ou vivant près ou sur la base militaire entretiennent ces mêmes types de relations avec leurs voisins. W. I. Thomas ajoute que « l'attachement à la localité joue, même aujourd'hui, un rôle important dans la ségrégation d'une population urbaine » (Grafmeyer et Joseph, 1979). Cette théorie pourrait expliquer pourquoi ces zones seraient plus fermées sur elles-mêmes.

Nous nous intéresserons à l'organisation sociale des familles interrogées (familles-proprétaires, locataires et monoparentales qui sont soit propriétaires soit locataires), dans une logique urbaine. Les traits particuliers d'un mode de vie plus urbain sont, selon Louis Wirth, que les contacts primaires ont été remplacés par des contacts secondaires. Concrètement, cela se marque par l'affaiblissement des liens de parenté et le déclin de la signification sociale de la famille, la disparition du voisinage et l'érosion des bases de la tradition centrée sur la solidarité sociale. Wirth définit la famille urbaine comme une unité de vie sociale qui est indépendante du groupe de parenté plus vaste tel qu'il existe dans les campagnes ou dans des milieux plus fermés. Les individus qui la composent priorisent leurs intérêts personnels : ceux-ci divergent dans la sphère de la vie professionnelle, éducative, religieuse, politique et dans les loisirs.

Ajoutons que McKenzie conclut son étude sur le voisinage en soulignant que le sens du voisinage s'établit mieux là où la population est stable et homogène et où le plus grand nombre est propriétaire. Cette idée est à retenir pour analyser les besoins de familles propriétaires et locataires. Ces relations de proximité nous intéressent toujours dans le but de contextualiser la famille dans son milieu. Des besoins satisfaits ou non pourraient être expliqués par la présence ou l'absence d'une vie active au sein du quartier. Il est aussi intéressant d'observer les fréquentations des familles, d'analyser comment les individus se définissent. Ils se situent systématiquement par rapport à ce qu'ils connaissent, par rapport à ceux qu'ils fréquentent. Si un couple avec deux enfants est locataire d'une maison et qu'il explique qu'il rêve d'être propriétaire, il sera intéressant de savoir si la plupart des voisins et amis sont propriétaires. Si c'est la norme, il sera logique que ce couple aspire alors à ce but. Cet exemple montre que les situations des familles et leurs perceptions sont des questions très sensibles qui prennent en compte un nombre impressionnant de facteurs sociorelationnels. Après avoir interrogé les familles sur leur mode de fonctionnement et éclairci le contexte dans lequel elles vivent, nous verrons leur positionnement par rapport aux autres afin de distinguer les besoins primaires, de base. Quels sont les besoins normaux ou induits, les besoins de distinctions et d'aspirations?

À la suite de tout ce que l'on vient d'expliquer sur l'agencement des familles dans leurs milieux, nous pouvons dire que de nouveaux mécanismes de vie sont apparus. Ceux-ci engendrent de nouvelles formes d'organisations dont la conciliation travail-famille.

Conciliation travail-famille

Nous allons étudier la dimension de conciliation entre la vie professionnelle et la vie familiale sur la base d'une étude qui a été réalisée avec la participation de familles vivant à Rimouski. Morin, Fortier et Deschenaux expliquent que cette conciliation travail-famille est un enjeu qui met en conflit une morale de la famille conjugale et une morale égalitaire de la participation personnelle à la société. Les familles contemporaines s'affranchissent progressivement du droit et des mœurs du modèle ménagère-pourvoyeur, mais elles restent cependant sujettes aux obligations des parents de la famille conjugale imposée par la morale et sanctionnée par l'État (que la famille comporte un parent ou plus) : ils sont engagés à la fois au foyer, à prodiguer des soins et une éducation aux enfants, et dans la société civile, à travailler pour assurer la subsistance de leur famille et à s'investir pour le bien-être collectif dont elle profite. Le point à retenir est que lorsque les parents doivent tous deux avoir des activités dans et hors de la famille, l'enjeu temporel devient primordial. Le temps est une ressource limitée qui oblige les parents à faire certains choix pour le gérer. Ces choix engendrent souvent de la culpabilité à l'égard des enfants, du conjoint ou du travail. Plusieurs constats sont récurrents. Habituellement, ce sont les mères qui, par « choix », consacrent plus de temps aux enfants et aux travaux domestiques. Dans l'intérêt de l'étude, il sera pertinent de s'attarder sur l'organisation des familles monoparentales. Celles-ci doivent mettre en place des stratégies spécifiques qui peuvent nous intéresser afin de cerner leurs besoins particuliers. Les familles font souvent appel à des ressources extérieures. Dans les priorités, le temps de qualité passé avec leur enfant vient en première position. Cette priorité est directement suivie par le plan de carrière pour relayer, au dernier plan, la vie de couple.

Avec l'individualisation montante dans notre société, les familles affirment leur indépendance. Morin a observé dans son enquête que le génie de beaucoup de familles contemporaines est que les grands-parents et les parents valorisent l'autonomie et l'indépendance, ce qui leur permet d'être solidaires dans une aide offerte par les grands-parents ayant peut d'enfant à aider qui sont fiers de les voir s'organiser sans demander d'aide en général. Le sentiment de liberté et de responsabilité de chacun est ainsi valorisé dans une reconnaissance mutuelle enrichie de gratitude et de sentiment de réussite par procuration. Faire appel aux services publics et demander de l'aide aux membres de la famille peut être vécu comme une sorte d'assistanat, un échec. Dans nos

entretiens, nous remettons en question la croyance selon laquelle être autonome, c'est « se débrouiller seul ». Nous souhaitons intégrer l'idée selon laquelle demander de l'aide est un geste responsable et autonome.

Chapitre 2 : Objectifs et méthodologie

La question de recherche

Notre recherche vise à déterminer les besoins et aspirations des différentes formes de familles ayant des enfants de 0 à 5 ans. Notre but était de connaître et de comprendre leurs besoins en lien avec leur mode de vie et donc avec leurs lieux de résidence.

Notre question de recherche fut la suivante :

Quels sont les besoins et aspirations considérés comme prioritaires par les familles ayant des enfants de 0 à 5 ans du territoire du CLSC de la Jacques-Cartier et comment ces priorités sont-elles liées au lieu de résidence et au mode de vie des familles plus ou moins défavorisées?

Nos objectifs

Nous poursuivions les objectifs suivants :

- Comprendre quelle définition les familles ont de leur situation en termes de besoins et d'aspiration.
- Identifier les besoins considérés comme prioritaires selon les familles et leur mode de vie.

Par ailleurs, nous voulions identifier les obstacles à l'engagement de certaines familles au sein de la Table de concertation, ce qui n'était qu'une question subsidiaire distincte de notre question de recherche.

Nos hypothèses

En ce qui concerne le premier objectif, nous supposons que chaque localité du territoire du CLSC regroupe des familles ayant des modes de vie possiblement différents. Nous émettions l'hypothèse que le lieu d'habitation détermine le mode de vie de ceux qui y habite. Les besoins des familles varieraient donc selon le lieu dans lequel elles vivent, sans qu'il ne s'agisse du déterminant exclusif. La catégorie socio-professionnelle, la

composition de la famille et le type de logement peuvent aussi être des facteurs déterminants du mode de vie. Nous supposons que l'établissement des familles dans une zone spécifique du territoire a un lien direct avec plusieurs paramètres de leur mode de vie.

En définissant leur situation, les familles nous ont fait comprendre quels sont leurs besoins et ce à quoi elles aspirent. L'approche par «mode de vie» permet d'obtenir une analyse plus fine des besoins que si l'on prenait en considération seulement le revenu. Nous pouvons l'illustrer par deux cas de figure. Le premier serait que dans chaque groupe de discussion, les besoins seraient pour la plupart identiques. Ce qui nous laisserait penser que les besoins sont en lien direct avec le mode de vie. Dans le second cas, nous retrouverions une grande hétérogénéité dans les besoins au sein de chaque focus groupe. Il est alors intéressant d'en comprendre le pourquoi et d'en cerner les causes.

Il faut noter qu'avec l'uniformisation de la consommation (Langlois, 2005) nous estimions pouvoir nous retrouver avec une uniformisation des besoins. Cela aurait signifié que le mode de vie ne serait plus le facteur le plus pertinent pour faire apparaître les priorités de besoins. Nos résultats montrent que cette uniformisation ne rend pas les sentiments de manques identiques, bien que les besoins de base et les aspirations les plus élevées se ressemblent.

Nous supposons que les familles de militaires auraient des besoins plutôt sociaux dus au moindre niveau de scolarité de plusieurs (Statistique Canada, 2011) et au fait que les conjointes de militaires sont souvent seules et isolées durant les déplacements fréquents de leurs conjoints.

Concernant Wendake, nous supposons que nous y observerions une situation particulière due à son statut de village Huron et au fait que la densité de logement y est fort élevée.

Nous pensions aussi que les besoins reliés aux transports et à la proximité des services et des centres urbains pourraient être ressentis par les familles isolées sur le territoire.

D'autres conditions, telles que l'âge des parents et des enfants, ainsi que le revenu devaient être intégrées dans l'analyse des besoins des familles, car elles ont un impact sur la défavorisation, les types de besoin, ainsi que sur la scolarité.

Pour finir, nous supposons que les besoins prioritaires seraient différents pour plusieurs familles. Cependant, nous pouvions déjà supposer que les priorités de ces besoins seraient modelées par leurs aspirations. Cela impliquait que nous pourrions comprendre les priorités des familles d'après leur mode de vie.

Notre méthode

Comme nous l'avons vu, les besoins des familles dépendent de nombreux facteurs tant économiques que sociaux. Notre but était de répertorier et de comprendre ces besoins en tenant compte de la réalité des familles. Notre travail est, avant tout, de type qualitatif. Notre but n'était donc pas de toucher le plus grand nombre de personnes, mais de s'assurer que tous les types de familles du territoire soient représentés sans nous limiter au modèle familial de la majorité. L'objectif poursuivi est que l'action concertée puisse s'appliquer aux besoins d'une pluralité de réalités familiales. Nous avons donc formé des groupes de discussions homogènes regroupant des familles avec des modes de vie similaires, et représentant un éventail de figures de la vie de famille.

Nous avons procédé à des entretiens de groupes semi-dirigés avec des parents. Nous précisons d'abord le but des entretiens, pour ensuite cibler le type de parents que nous sollicitons et expliquer comment nous avons procédé pour les rejoindre. Nous décrivons ensuite les stratégies adoptées pour mener à bien nos entretiens de groupes.

L'aspect financier est évidemment un facteur important qui influence sensiblement le mode de vie et le fonctionnement des familles. Nous ne voulions cependant pas, dans un premier temps, accorder une attention plus importante à cet aspect. Nous craignons que les discussions tournent exclusivement autour du revenu ou des sources financières qui sont difficilement modifiables. Heureusement, ce ne fut pas du tout le cas, les parents sont facilement entrés dans la confiance et dans l'explication de la complexité de leur quotidien. Des questions touchant à l'économie et au patrimoine des familles ont permis de comprendre comment celles-ci répartissent et organisent leurs dépenses, afin de pouvoir dégager les besoins et aspirations prioritaires.

Les entretiens de groupes semi-dirigés avec les parents

Le but des entretiens

La méthode que nous avons privilégiée est celle des entrevues de groupe semi-dirigées. Avec le consentement des participants, les entretiens ont été enregistrés à l'aide d'un support audio. Les réponses obtenues lors des entrevues, ainsi matérialisées, ont permis de construire une analyse qualitative des besoins des familles en regard de leur situation. Cette méthode tient compte du réseau complexe de relations entre valeurs, attitudes, perceptions, représentations, conditions économiques et sociales, telles qu'elles sont vécues par les répondants, ce qui n'aurait pu être aussi bien saisi si nous nous étions basées sur des données quantitatives. Les entretiens de groupes servent donc à approfondir l'analyse des besoins en recueillant les témoignages de parents, qui furent des mères dans la majorité des cas, et permettent de relever le sens qu'ils donnent à leur situation, sens à la fois individuel et social. Les entrevues de groupes offrent aussi la possibilité d'effectuer des comparaisons et de préciser les divergences inter-groupes. La discussion au sein d'un groupe de personnes partageant un mode de vie similaire a permis aux participants de profiter des pistes de réflexion soulevées par les questions et les commentaires d'autrui pour approfondir leur propre réflexion. La méthode des entrevues semi-dirigée a pour avantage de laisser le chercheur guider la discussion afin d'explorer certains éléments qui paraissent pertinents à l'analyse, d'en clarifier d'autres plus confus, d'ordonner les dimensions abordées afin de faciliter le développement de l'entretien de sorte que le discours des répondants évolue et se complexifie, et de couvrir un plus large spectre de dimensions que si la discussion n'avait été nullement dirigée. Cependant, afin de laisser de côté nos connaissances et ne pas apposer de lentille de lecture prédéfinie sur les propos des répondants, ce qui risquait de masquer certaines subtilités des problématiques abordées, les entretiens ont été semi-dirigés. La structure fluide des entretiens et l'approche par questions ouvertes et réponses longues ont laissé place aux imprévus, aux déviations possibles, car les réponses inattendues sont souvent le signe qu'un aspect de la situation n'avait pas été préalablement considéré et peuvent permettre au chercheur de revenir sur sa conceptualisation initiale et d'affiner sa réflexion.

Qui interroge-t-on? Et par quel biais les avons-nous contactés?

Nous avons formé quatre groupes de discussions homogènes composés selon les catégories suivantes :

- Des parents autochtones, locataires d'appartements habitant près de Wendake
- Des parents monoparentaux
- Des parents militaires
- Des parents en couple et propriétaires de maisons

Ces cinq types de parents ont été sollicités pour participer aux entretiens. Chacun de ces groupes était formé de cinq parents qui représentaient chacun une situation familiale. Nous n'avons accepté qu'un parent par famille.

La participation de ces personnes a été sollicitée par le biais de prospectus remis en main propre par les organismes communautaires de la Table de concertation aux familles susceptibles de nous intéresser. Le prospectus, mis en annexe de ce rapport, indique le lieu, la date et l'heure du rendez-vous, et propose un dédommagement de 40 \$ pour chaque participant. Cette somme a permis de sécuriser la tenue de ces discussions et d'assurer la présence des participants. Le lieu des discussions de groupes a été choisi avec l'aide des organismes présents sur place, car nous souhaitions tenir les rencontres de discussion dans les milieux de vie des participants. Le groupe de discussion de parents du milieu militaire a, par exemple, eu lieu sur au centre communautaire de la base militaire.

Biais de l'échantillonnage :

Cette méthode d'échantillonnage contient un biais dont nous sommes conscientes. Les participants ont été majoritairement des personnes qui font déjà appel aux services des organismes. Nous sommes conscientes qu'une partie des familles défavorisées ne faisant pas appel aux services des organismes ont été négligées dans la mesure où elle reste difficile à rejoindre. Le nombre restreint de participants constitue une autre limite. Cependant, il nous a permis d'approfondir des thématiques avec les personnes interrogées. Ceci n'aurait pas été possible si nous avions interrogé un plus grand nombre de parents. Le dernier point inattendu de notre étude fut que les parents locataires de HLM sont tous d'origine indienne. Ils ne représentent donc pas tous les locataires de HLM du territoire, mais seulement une partie. Cette partie est non négligeable et reste donc pertinente dans le cadre de notre étude, car elle constitue une

réalité du territoire observé. Nous supposons que les préoccupations et les perceptions de besoins des parents locataires du territoire observé sont un mélange entre les préoccupations et les perceptions des parents propriétaires, blancs en général, et des parents locataires rencontrés, indiens.

Collecte de données

Nous avons divisé la discussion en trois parties. La première partie comporte des questions qui ont pour objectifs de dresser un portrait des familles rencontrées. Ceci afin de pouvoir remettre dans son contexte la discussion que nous avons par la suite. La seconde partie consiste à poser une série de questions sur ce qu'ils jugent nécessaire, sur leurs besoins et sur leurs envies à court et à long terme. Dans cette partie, nous discutons de ce qu'ils possèdent (matériellement et immatériellement) et de ce qu'ils considèrent comme manquant pour satisfaire ce qu'ils jugent essentiel pour leur famille. Ce qui nous a mené à discuter des ressources qu'ils mobilisent pour mener leur vie. Dans la dernière partie de la discussion, nous avons essayé, ensemble, de faire ressortir ce qui pourrait être fait pour améliorer leur vie.

Nous avons appliqué certaines stratégies pour adapter notre vocabulaire à celui de nos participants. Les questions formulées ci-dessous sont exprimées en des termes sociologiques, mais les termes ont été expliqués aux familles de sorte qu'ils soient compris tel que nous l'entendions sociologiquement. Par exemple, la notion de « besoins normaux » n'est pas à comprendre au sens commun du terme qui suppose des connotations trop subjectives, mais bien en terme sociologique se référant aux normes de la société. Une reformulation des questions a été appliquée dans les cas d'incompréhension ou de mauvaise compréhension des différents intervenants. Nous nous sommes assurées que la non-réponse à certaines questions ne soit pas due à une mauvaise interprétation de nos intentions. Les sous-questions n'ont été posées que si elles ne s'imposaient pas d'elles-mêmes dans la conversation. Nous avons gardé une certaine souplesse dans la formulation des questions suivant les intervenants et leurs récits. Lorsque des questions nous paraissaient trop sensibles ou inappropriées à la situation, nous gardions le droit de ne pas les poser. L'instrument de collecte fut respecté et ne fut pas sujet à des modifications ultérieures.

Nos questions ont été les suivantes :

1) Alors, pour commencer notre discussion, nous allons faire un premier tour de table où il est demandé à chacun de se présenter et de présenter un portrait de sa famille.

Certains ont déjà donné quelques éléments de réponse à la prochaine question dans leur portrait de famille.

2) Pour un second tour de table, nous aimerions que vous nous expliquiez comment est organisée la vie de votre famille ?

Qui travaille à l'extérieur de la maison ou à la maison ?

Est-ce que les enfants vont en service de garde où se font garder régulièrement ?

Qui fait quoi dans les tâches domestiques et les soins aux enfants ?

Est-ce que vous avez de l'aide ?

3) Selon vous, quels sont les besoins d'une famille en général qui sont dans l'ordre du nécessaire ?

Pourquoi ceux-là ?

4) Selon vous, quels sont les besoins d'une famille en général qui devraient normalement être satisfaits ? Ce qu'il est normal de désirer et d'avoir.

Pourquoi ceux-là ?

5) Où situez-vous la situation actuelle de votre famille par rapport à cette norme de ce qu'une famille devrait avoir ?

6) Quelles sont les relations que vous entretenez avec des gens à l'extérieur à votre famille ?

Dans la famille élargie ?

Au travail ?

Avec des amis et connaissances ?

Dans votre voisinage ?

7) Est-ce que certaines de ses personnes apportent de l'aide à votre famille, d'une manière ou d'une autre ?

Pouvez-vous donner des exemples ?

Et dans l'accomplissement de vos projets ?

8) Aimerez-vous fréquenter davantage ces gens ou avoir davantage de relations ?

Si oui, qui et dans quel but ?

Si non, pourquoi pas ?

9) En ce qui concerne les infrastructures mises à votre disposition telles que les terrains de jeu, les parcs de promenades, les trottoirs, etc. Qu'est-ce qui vous est ou serait utile ?

Existe-t-elle ?
Y avez-vous accès ?
Que manque-t-il ?

10) Est-ce qu'il y a des aspects de votre vie où vous vous sentez plus défavorisés que d'autres familles de votre voisinage ?

Si oui le(s) quel(s) ?
Pouvez-vous expliquer ?

11) Est-ce qu'il y a des domaines où vous vous sentez plus favorisés que d'autres familles ?

Si oui le(s) quel(s) ?
Pouvez-vous expliquer ?

12) Votre famille a-t-elle des projets ou des objectifs pour améliorer sa situation ?

Sont-ils réalisables ?
Se sont-ils déjà réalisés ?
Si non, Pourquoi ?
Vous imposent-ils des efforts ou des privations particuliers ?

13) Qu'est-ce qui vous aiderait à les réaliser ?

14) Si la table vous demandait comment elle pourrait agir pour contribuer à l'amélioration de la situation de familles comme la vôtre, qu'est-ce qui pourrait vous apparaître prioritaire de recommander comme projet, service ou intervention ?

Les questions ont été posées aux quatre groupes de discussions de la façon la plus neutre possible et de manière similaire à chacun des groupes, de sorte que nos données soient comparables lors de l'analyse.

Déroulement de l'entretien

Avant que la séance ne commence, nous faisons signer un formulaire de consentement par chaque parent présent afin de nous permettre l'exploitation des données en toute liberté dans le cadre de cette recherche, tout en leur signalant que leur anonymat est préservé.

Nous avons aussi fait remplir un court questionnaire, leur demandant de répondre à des questions factuelles telles que leur revenu approximatif, leur nombre d'enfants, etc.

Ensuite, nous introduisons la discussion en leur faisant part d'une série d'informations qui leur permettaient de comprendre la nature de leur venue et les répercussions que cela allait avoir. Nous tâchions de nous présenter, de présenter ce que nous faisons et pour qui nous le faisons.

Nous avons été attentives à créer un climat de confiance en leur expliquant qu'il n'y avait pas de distance à avoir entre nous, car nous pouvions nous apporter mutuellement des choses essentielles. Nous avons mis un point d'honneur à leur expliquer ce que nous allions faire ensemble, c'est-à-dire essayer de comprendre quels sont les besoins des familles pour construire ensemble un ordre de priorité d'actions qui pourraient leur être directement utiles. Nous leur parlions de l'objectif de la Table de concertation en leur expliquant que nous avions déjà effectué des recherches en nous basant sur des ouvrages scientifiques et qu'après avoir construit un bagage théorique assez solide, il nous manquait des données empiriques. Nous leur témoignions notre gratitude en soulignant que l'on avait besoin de connaître leur réalité, ce qu'ils vivent au quotidien, afin de les aider. Nous rajoutions qu'il y a de l'argent qui peut être allouée pour les aider dans leurs projets. Nous faisons le lien entre les familles qui sont autour de la table, leurs envies et les organisations qui ont des moyens et qui ont comme principal but d'apporter l'aide nécessaire à ces familles. Nous avons clôturé notre introduction en mentionnant que l'organisme est ouvert à toutes les idées tout en restant, bien entendu, dans les limites du faisable et donc qu'il ne fallait pas que les parents hésitent à s'exprimer, car leur témoignage restera anonyme et pourra avoir un impact direct ou indirect sur leur vie, leur environnement, leurs enfants.

Nous commençons la discussion par un premier tour de table en leur demandant de se présenter en donnant quelques informations sur leur situation familiale. Cela nous permettrait d'avoir le nécessaire afin d'établir un profil des répondants¹. Puis, nous énonçons les questions de la grille d'entretiens en tenant compte du temps pour essayer de garder une répartition temporelle égalitaire pour chaque question tout en faisant attention à ce que chacun ait eu la possibilité de s'exprimer. Notre dernière question, comme énoncée dans la grille d'entretiens², nous permettait de clôturer la discussion sur des idées d'actions concrètes que pourrait réaliser la table. Nous précisons que les idées qui découlent de ces discussions seraient transmises à la table, mais que ce n'était pas pour autant que les idées énoncées seraient mises en application.

¹ Le profil des répondants se trouve page 50.

² La grille d'entretiens se trouve en annexe.

Dans les faits - Les résultats de la collecte

Les focus groupes ont eu lieu en janvier 2014. Nous avons réussi à réaliser quatre focus sur les cinq initialement prévus. Nous détaillons ici la façon dont nous avons obtenu les contacts, car ceci peut avoir une influence sur les résultats obtenus. Premièrement, concernant les familles propriétaires, qui furent la catégorie la plus facile à mobiliser, le bouche à oreille, à l'initiative de la table de concertation, nous a permis d'avoir des parents qui ne se connaissaient pas. Sur cinq parents ayant confirmé leur venue, quatre femmes se présentèrent au rendez-vous. Une des femmes fait partie de la table de concertation 0-5 ans.

Ensuite, dans le groupe les familles locataires, tous les parents présents furent mobilisés par une intervenante sociale présente à la table de concertation. La particularité de ceux-ci est qu'ils vivent tous de l'aide sociale et sont déjà fort soutenus par des initiatives gouvernementales. La seconde singularité de ce groupe de discussion fut qu'ils se connaissent presque tous et sont tous autochtones, tout en ne vivant pas dans Wendake. Ce groupe représente donc une réalité qui n'est certainement pas celle de tous les parents locataires d'appartement.

Troisièmement, le groupe qui rassemblait les familles de militaires fut composé de cinq femmes réunies grâce à du bouche-à-oreille au sein de la communauté, par le biais d'un contact qui fit le lien avec ce milieu. Les femmes se connaissaient à peu près toutes et durent amener leurs enfants avec elles lors du focus groupe.

Le dernier groupe que nous avons interrogé fut celui des monoparentaux. Il fut compliqué de les joindre et de les réunir, et une fois les contacts pris, deux d'entre eux ne virent pas à la discussion. Cette dernière se fit donc avec trois mères monoparentales qui se connaissaient auparavant.

Pour finir, le groupe de discussion que nous voulions réaliser avec des parents vivant à Wendake échoua pour deux raisons. Premièrement, la méfiance que ces familles ont à l'égard des recherches qui les concernent, parce que trop de recherches ont eu des conséquences négatives sur leur communauté. La deuxième raison fut le court échéancier de cette recherche. Nous avons presque réussi à obtenir un rendez-vous, mais il aurait été trop tard dans notre calendrier pour intégrer les nouvelles données à

nos analyses. Cependant, il serait opportun de réaliser une enquête sur leurs besoins que l'on imagine fort différents des réalités que nous allons présenter maintenant. Toutefois, nous pouvons déjà nous faire une première idée de l'influence d'un mode de vie autochtone en regardant la manière dont les parents locataires, autochtones vivant hors du village Huron, perçoivent leurs besoins.

Ainsi, nous avons réalisé des entrevues avec quatre groupes de discussion incluant dix-sept parents. Trois hommes et quatorze femmes. Voici deux tableaux associant à des pseudonymes les caractéristiques de la situation des parents présents lors des discussions.

Le profil des répondants

Participants	Sexe	Type de logement	Propriétaire locataire	Présence d'un(e) conjoint(e)	Nombre d'enfants	Milieu de résidence
Géraldine	Féminin	Maison	Propriétaire	Oui	1	Val-Bélair
Jenny	Féminin	Maison	Propriétaire	Oui	1	Neufchatel
Aline	Féminin	Maison	Propriétaire	Oui	2	Québec
Emma	Féminin	Maison	Propriétaire	Oui	4	Loretteville
Vadim	Masculin	Duplex	Locataire	Oui	4	Neufchatel
Sophie	Féminin	Duplex	Locataire	Non	2	Québec
Jean	Masculin	Appartement	Locataire	Oui	1	Québec
Jacques	Masculin	Duplex	Locataire	Non	2	Québec
Sabine	Féminin	Jumelé	Locataire	Oui	5	Neufchatel
Anne	Féminin	Maison	Propriétaire	Oui	2	Val-Bélair
Elisabeth	Féminin	Maison	Propriétaire	Oui	4	Val-Bélair
Cindy	Féminin	PMQ	Locataire	Oui	4	Courcellette
Lynn	Féminin	Maison	Propriétaire	Oui	2	Shannon
Carole	Féminin	Maison	Locataire	Oui	3	Shannon
Léonie	Féminin	Coopérative	Locataire	Non	2	Loretteville
Julie	Féminin	Logement	Locataire	Non	2	Saule
Samantha	Féminin	Appartement	Locataire	Non	2	Loretteville

Participants	Diplôme	Diplôme du/ de la conjoint(e)	Revenu approximatif du ménage (\$/an)	Source(s) du revenu
Géraldine	Universitaire	<u>DEP</u>	100.000	Emploi père & mère
Jenny	Universitaire	Collégial	110.000	Emploi père & mère
Aline	Universitaire	Technique	50.000	<u>SAAQ</u> & Gouvernement
Emma	Universitaire	Universitaire	90.000	Emploi père & mère
Vadim	?	?	30.000	Emploi père
Sophie	En étude		?	Aide social
Jean	<u>DES & DEP</u>	Formation adulte	12.000	Aide retour étude
Jacques	<u>DEP</u>		?	Emploi
Sabine	?	?	?	Aide social
Anne	Universitaire	Universitaire	130.000	Armée & emploi mère
<u>Elisabeth</u>	Collégial	Maîtrise	Plus de 100.000	Armée & emploi mère
Cindy	Cégep	Secondaire prof.	43.000	Armée
Lynn	Universitaire	Universitaire	100.000	Armée
Carole	Universitaire	Collégial	50/ 60.000	Armée
Léonie	DES non complet		Moins de 10.000	Aide social
Julie	Préposé aux <u>bénéf.</u>		Moins de 40.000	<u>CLSC</u>
Samantha	Universitaire		17.000 + Alloc	Emploi + Alloc

Les faits saillants du tableau

- Le tableau reprend une série d'éléments qui sont susceptibles d'influencer les modes de vie des familles interrogées. Il permet une meilleure compréhension des réponses en prenant en compte le cadre situationnel de la personne interrogée et le contexte dans lequel cela s'est passé.
- La majorité des répondants étaient des femmes. Sur 17 parents, nous n'avons eu que trois pères.
- Être seul à gérer la vie de famille est un facteur déterminant dans la perception des besoins. Sur 17 parents, cinq sont monoparentaux, répartis dans le groupe des locataires et bien entendu, des monoparentaux.
- La propriété du logement, le type de logement et le lieu de résidence influencent aussi les besoins des familles, en fonction de leurs revenus. Sept parents interrogés sont propriétaires et dix sont locataires. Il est à souligner que le groupe des parents monoparentaux est constitué de locataires et le groupe des parents militaires comprend trois propriétaires et deux locataires. Les revenus annuels des ménages ont une influence certaine sur le choix du type de logement. Ceux qui ont revenus entre 100 000\$ et 50 000\$ habitent tous des maisons. Les autres parents habitent des appartements ou des HLM.
- Le nombre d'enfants varie de 1 à 5 dans notre échantillonnage.
- Les parents militaires habitent près de la base et les autres groupes sont plus dispersés sur le territoire du CLSC de la Jacques-Cartier.
- Les parents propriétaires et de milieu militaire sont les plus diplômés. Les moins diplômés n'ont pas fini l'école secondaire et sont souvent mère au foyer ou dans des emplois de service faiblement qualifiés.

Après avoir identifié les différentes régularités et irrégularités que comporte l'échantillonnage, nous allons dresser quatre portraits des différentes perceptions du besoin pour chaque groupe de discussions.

Chapitre 3 : Les résultats

Nous nous sommes intéressées aux nuances entre les besoins jugés « nécessaires » au bon fonctionnement familial et les besoins jugés « souhaitables », afin de distinguer l'ordre de priorités des répondants. Néanmoins, la distinction n'est pas si nette entre ce que les participants jugent « essentiel » ou « préférable », et les réponses ont tendance à se chevaucher. De plus, certains des besoins sont exprimés formellement, tandis que d'autres sont évoqués implicitement et demeurent sous-entendus dans les discours. Il revient aux chercheurs de prendre en compte cette dimension « cachée » de la signification. Elle relève surtout de l'analyse postérieure des chercheurs lorsqu'ils apposent leur grille de lecture sur les témoignages des parents, de façon à trouver les aspects moins explicitement présentés des besoins et des situations. Nous commencerons par nous intéresser aux perceptions des besoins des familles propriétaires, pour ensuite s'intéresser à celle des militaires, des monoparentaux et finalement des locataires.

Perception des besoins chez les familles propriétaires :

Le groupe constitué de parents propriétaires de maisons fut exclusivement constitué de femmes. Les quatre mères rencontrées ont mis en évidence différents besoins qu'elles perçoivent indispensables de satisfaire pour le bon fonctionnement d'une vie de famille. C'est ce que nous allons présenter ici.

Portrait des conditions de vie des participantes et de leurs familles

Avant d'entrer directement dans l'analyse des témoignages, voici un bref profil des femmes rencontrées. Elles vivent toutes les quatre en couple et chacune est propriétaire de sa maison. Elles ont la trentaine, elles ont fini des études supérieures et les quatre couples sont actifs sur le marché de l'emploi. Deux femmes en sont écartées pour des congés de maternité et un père est en réorientation professionnelle à la suite d'un accident de la route. Deux n'ont qu'un premier bébé, les deux autres ont respectivement deux et quatre enfants. Ces couples possèdent deux voitures, à l'exception d'un qui n'en possède qu'une par « principe idéologique », et ensuite « monétaire ». (Emma) Ces ménages gagnent entre 90 000 et 110 000 dollars par an, ces rentrées étant liées pour la

plupart à leur travail. Leurs enfants ont tous une place en garderie pour ceux qui sont en âge d'y être. Les parents participent tous à des activités telles que des sports de plein air avec ou sans leurs enfants et la plupart de leurs enfants vont à des cours de piscine. Ces parents sont proches de leur famille d'origine et peuvent toujours compter sur au moins un membre de la famille ou des amis proches en cas de besoin. Cette aide extérieure est considérée précieuse et utile. Les mères que nous avons rencontrées se sont facilement mises d'accord sur ce qu'une famille doit avoir pour vivre une vie considérée normale, au sens large du terme.

Le point de départ : autonomie financière

Pour chaque famille, c'est la structure des budgets familiaux qui va déterminer leur situation matérielle et dans l'espace urbain. En fonction de cela, les parents expriment différents besoins. Une organisation familiale se forme alors sur base de ce budget et de ces besoins qui en découlent. Cette structure financière est le fruit de différents aspects de leur situation négociés par les individus. Ces conditions mises en place de manière consciente ou inconsciente par les parents ont des répercussions sur leur train de vie. La quantité d'argent que possède un ménage va permettre à chacun de se positionner dans une appréciation comparée du bien-être familial. Toutes les familles ont des projets, et aspirent à quelque chose en lien avec sa situation sur l'échelle du bien-être de la famille. Les parents y distinguent aussi leurs forces et ce qui les pousse à continuer à avancer.

Les familles de propriétaires semblent être l'idéal à atteindre pour toutes les familles qui se disent en marge de la normale, ou en train d'y parvenir. Les mères propriétaires que nous avons rencontrées nous rapportent que leurs besoins ne sont pas d'ordre financier. Cependant, elles considèrent qu'il faut une base minimale de revenu pour bien vivre. Cette base financière est acquise pour elles et n'est pas remise en cause. Elle n'intervient donc pas dans la perception de leurs besoins. La femme qui formula ce jugement partagé par les autres est celle ayant la situation la plus précaire du groupe à la suite d'une invalidité physique de son conjoint, qui est actuellement en réorientation professionnelle. Le groupe considère donc que la famille idéale a une autonomie financière, ce qui serait le cas de la plupart des propriétaires de maison. Ce choix résidentiel impliquant un emprunt hypothécaire et des dépenses pour la maison les rend néanmoins vulnérables aux accidents de parcours. C'est toute la structure de la vie de famille basée sur un budget endetté qui est fragilisé. Les familles doivent remodeler

leurs habitudes de vie en cas de malchance. C'est là que de nouveaux types de besoins apparaissent.

Mais question générale, qu'est-ce que ça prend? Ça prend aussi de l'autonomie financière. À la base ça serait ça. C'est la première réponse qui m'est venue. Dans le fond, si la famille n'est pas autonome financièrement, tout ce qu'on nomme est accessoire. On n'a pas les moyens aussi de penser à autre chose que manger. C'est le nerf de la guerre. (Aline)

Le besoin financier en question dépasse la nécessité. Une d'elles parle de frais de rénovation, d'emprunt, d'endettement pour un confort matériel ou esthétique et non pour des besoins de première nécessité.

Nous autres, on est en rénovation, fait que un moment donné quand on n'aura plus d'argent à mettre, on va arrêter les rénos. C'est comme plate, on fait des rénos jusqu'à temps qu'on ait... l'argent qu'on a emprunté, puis après ça on arrête. On va travailler un peu, on met de l'argent de côté, puis, on va recommencer. (Jenny)

Une fois que cette autonomie financière est acquise et maintenue, une série de besoins grandissent autour de ce noyau central. Les familles que nous avons rencontrées dans ce groupe travaillent pour jouir de cette autonomie financière. Ceci engendre un besoin de concilier leur travail et la vie familiale. Leurs besoins seront donc liés à cette réalité.

Besoin de se déplacer

Premièrement, pour ce groupe de parents qui travaillent à l'extérieur de la maison, posséder une voiture est, selon elles, une nécessité. Ce le serait plus largement pour chaque adulte qui vit en dehors de la ville, ou éloigné des grands axes de transport en commun. C'est alors un besoin induit, c'est-à-dire qu'il devient indispensable dans la situation dans laquelle les familles se sont mises. Elles ont toutes acheté des maisons en banlieue et considèrent qu'il est indispensable d'avoir une voiture pour ne pas perdre de temps dans les transports en commun qui, de plus, offrent un confort médiocre, en comparaison avec la voiture. Ce confort est considéré comme une nécessité à la venue du premier enfant. Quand on parle de confort, on fait notamment référence à la rapidité des déplacements, à la sécurité des enfants, au plaisir d'être libre d'écouter sa musique, de partir quand on veut, etc. C'est le sentiment de contrôler sa vie qui est fort important à leurs yeux.

Puis, honnêtement, avec des jeunes enfants, prendre l'autobus... Je ne vois pas. Là, attendre dans un arrêt d'autobus à - 30 000, avec un petit bébé,

pour peut-être ne pas avoir de place assise dans l'autobus, ou déranger... Je sais pas, j'ai pas l'impression que... Quand t'es obligé, je comprends que tu le fais, mais sinon, si tu peux te permettre d'avoir ta voiture, le banc de ton enfant sécuritaire en arrière, d'écouter ta petite musique tranquille... Je ne vois pas pourquoi tu t'en priverais. (Emma)

Pendant un an, j'ai essayé de prendre l'autobus, mais je n'avais pas d'enfant. Puis, faut que tu aies un horaire de 8h à 4h, parce qu'avec les express. Sinon, les transferts, c'est trop long. (Jenny)

Une d'entre elles explique que son couple possède une seule voiture, mais de l'aide à la conciliation travail-famille vient en grande partie de la grand-mère qui habite juste à côté et qui peut prêter sa voiture à l'occasion. Dans ce ménage, la mère travaille aussi à la maison.

Pour tout le monde. C'est un beau défi de logistique, mais en même temps, c'était un choix, un choix financier aussi. Par contre, quand ma belle-mère est là (...) elle peut me la prêter pour faire des commissions ou aller chercher un enfant, ou tu sais, il y a une urgence, elle peut. (Emma)

Une garderie pour mes enfants

Profiter d'un milieu de garderie entre dans les préoccupations premières de ces familles dont les deux parents travaillent durant la journée. Actuellement, trouver un lieu pour confier son enfant et pouvoir se consacrer à d'autres activités, professionnels ou autres, est perçu comme un luxe auquel tout le monde n'a pas accès. L'idée de choisir un lieu de vie favorable à l'épanouissement de son bébé et pratique pour les parents n'est même pas envisagée. Quand on aborde le thème de la garderie, les discours qui reviennent le plus sont : «Parce que c'est la seule qui nous a appelés. (Rires) C'était pas un choix de garderie» (Géraldine, propriétaire). Ou encore : « Je pense qu'en 2014, ben depuis 2001, ça existe pas de choisir une garderie. T'es chanceuse d'avoir un milieu pour mettre ton enfant, milieu familial ou garderie» (Emma).

Quand Emma, mère de quatre enfants nous déclare «Bien moi, je pense qu'un milieu de garde, c'est la base» (Emma), nous pouvons affirmer que pour ce type de famille, le milieu de garde constitue un des éléments essentiels dans leur organisation familiale qui permet aux deux parents d'être sur le marché du travail. Nous verrons que dans d'autres groupes la garderie peut apporter un peu de temps libre aux parents afin qu'ils puissent faire d'autres activités. Cependant, dans le discours tenu par les mères propriétaires, c'est plus le travail qui pourrait permettre d'autres activités. Tout se tient : pour avoir de l'argent, il faut un travail ; et pour avoir un travail, il faut une garderie pour ses enfants.

Et pour déposer ses enfants à la garderie sans empiéter sur le temps de travail, il faut vite se déplacer, ce qui demande un moyen de transport rapide et flexible : la voiture. Tous ces besoins repris par ces mères sont donc reliés entre eux, comme interdépendants. Ces besoins sont caractéristiques d'un certain mode de vie dont la conception nous permet de comprendre, par la suite, quels sont les projets de ces familles.

Activités extérieures

En troisième position, selon ces mères, ce sont les activités qui sont au centre des préoccupations. Deux types de services sont identifiés comme importants. D'un côté, les infrastructures mises à disposition comme une bibliothèque, une piscine, un terrain de jeu... de l'autre, ce sont les activités pour les parents, qui les aideraient avec leurs enfants. Les mères de famille soulignent qu'il y a beaucoup d'aide pendant la grossesse. De la naissance jusqu'à l'âge adulte de leurs enfants, il y a une dégradation de l'aide, qu'elle soit psychologique, sociale ou économique. Ces femmes aimeraient continuer de pouvoir être guidées si elles en expriment la demande.

Je pense que ça serait un centre communautaire pour les activités, une piscine, une bibliothèque. Pour avoir accès à des activités la fin de semaine, la danse, le yoga, les dessins, ce que tu veux, un centre communautaire, c'est agréable. Puis, une ou deux épiceries qui ont de l'allure. (Emma)

La seule aide qu'elles peuvent avoir une fois rentrées à la maison, selon elles, vient de leur famille, de leurs relations, et dépend donc de leur réseau social. Malgré des réseaux sociaux plus développés que la moyenne des participants à l'enquête, ces mères demandent des activités ludiques organisées par des centres.

Mais on n'a pas de cours postnataux, comme tu disais, tu arrives à la maison avec ton bébé. Et là, tu fais quoi? Ils te donnent 2-3 pamphlets, mais on ne sait pas quoi faire avec le bébé. On ne sait pas quelles ressources, on ne sait pas quelles activités. On est comme laissée dans le néant vraiment total. (Géraldine)

Une femme souligne que pendant la grossesse on donne plein de recommandations, mais à ce moment de la vie, le futur parent n'est pas attentif aux problèmes qui arriveront plus tard. Elle pense que ce qu'il manque, ce sont des outils auxquels on pourrait se référer quand on est dans le questionnement, la difficulté avec son enfant.

Par exemple : des cours, des aides, des échanges concrets avec des spécialistes ou des personnes qui vivent la même situation.

Moi c'est plus l'après. Moi ... peut-être que je suis différente un peu des autres, mais... me faire dire d'avance ce que je vais avoir de besoin, j'ai de la misère avec ça. (Jenny)

Tu sais « Avez-vous quelqu'un? » parce que tu sais, le « post-partum », puis toutes ces choses là, ça se vit mieux quand tu as quelqu'un qui vit la même chose que toi. Pas nécessairement le conjoint, parce qu'il ne comprend pas toujours pourquoi tu pleures. (Emma)

Les soins de santé

Les soins de santé furent beaucoup discutés. Avoir accès aux soins de santé pour ces familles consiste idéalement à avoir un médecin de famille pour chacun de ses membres et ne pas devoir faire la file aux urgences dès le moindre problème. Avec des enfants, une négligence dans le suivi médical (vaccins, etc.) est vite arrivée s'il n'y a pas un suivi sur le long terme. Lorsqu'elles disent avoir un médecin de famille, elles se plaignent de sa non-disponibilité, surtout quand il s'agit de petites inquiétudes concernant leurs enfants.

Puis, ça allait à octobre 2014. Donc, y'a toujours pas de rendez-vous d'un an d'attente. Je ne sais pas quand on pourra l'avoir. Donc le médecin de famille de mon fils est zéro, elle n'est vraiment pas disponible. Donc, j'ai l'impression que je ne suis pas bien suivie. Donc, du côté santé, médecine familiale, c'est... à part mon conjoint, tout est un peu tout croche. (Géraldine)

Il y a deux volets de soins que les mères interrogées considèrent comme des besoins à combler : le volet médical et le volet psychologique. Le volet médical, c'est le fait de pouvoir rencontrer un médecin ou une infirmière qui va pouvoir traiter leurs enfants dans de brefs délais. Aline nous exprime ce qu'elle considérerait normal :

C'est ça, moi, dans le fond, je pense que ça serait un besoin : pouvoir appeler quelque part quand ton enfant est malade, de dire : « Bon, peux-tu venir aujourd'hui? - Vers 3 heures de l'après-midi venez. Il va y avoir quelqu'un pour vous prendre. » Ça serait dont bien le fun. (Aline)

Le volet du besoin de services psychologiques fait référence aux craintes des jeunes parents qui ne savent pas comment s'y prendre. Comme le dit Emma, « Il y a le côté vraiment médical, mais il y a aussi le côté des angoisses des nouveaux parents. Quand t'as un petit enfant et qu'il pleure » (Emma, propriétaire). Pour l'instant, Géraldine propose une alternative pour ne pas se sentir démunie quand ton enfant est malade : Internet. Elle n'est pas la seule, toutes les mères présentes déclarent que leurs familles se

raccrochent aux nouvelles technologies (Internet, les forums, Facebook) pour régler leurs problèmes ou partager leurs inquiétudes avec d'autres personnes.

De mon côté, moi, en fait, c'est que je me compare beaucoup... Je suis sur Facebook avec un groupe de mamans qui ont eu leur bébé en Mars. Les bébés sont tous nés en même temps. Je me compare beaucoup avec eux, les suivis qu'ils ont, ... (Géraldine)

Malgré cela, ça n'a pas l'air suffisant. La toile est tellement vaste qu'il est difficile de trouver l'information et de faire le tri dans la quantité des choses proposées.

Communication : informations sur les services

Cela nous a amenées à parler de la communication en ligne qui est une nouvelle solution pour les familles, et surtout pour les mères qui sont en congé de maternité. Elle leur permet de trouver des informations pratiques sur des services, mais aussi du réconfort sur certains forums. Cependant, ces nouvelles technologies n'ont pas que du positif. On peut croire en une solution miracle, mais elles renforcent un peu plus l'isolement que ces mères vivent au quotidien face à leur écran. Plusieurs d'entre elles voudraient sortir de chez elles, faire des activités, voir du monde, mais ne savent pas comment s'y prendre. Comment continuer à bouger avec un nouveau-né ? La demande de services et de contacts avec l'extérieur est différente en fonction du cycle de vie dans lequel elles se trouvent. Les mères en congé de maternité ne sont pas à la recherche des mêmes choses que les mères de plusieurs jeunes enfants.

Ce qui est plate, c'est qu'en congé de maternité, tu te rends compte de ce qui existe à la fin de ton congé, ...Moi au début, je me suis inscrite à des choses, parce que c'est vrai que t'es toute seule. Même si tu connais du monde...Mais là, faut que tu sortes de chez toi un moment donné... Je pense que...j'appelle ça des sessions. À chaque session, je m'inscrivais pour essayer de sortir de chez nous. Essayer de me faire une routine, pas juste à l'intérieur de la maison. Voir d'autres personnes qui, qui parlent. (rires) Parce que la maternité, moi, je ne trouve pas ça tout le temps évident. ...Je l'aime au coton ma petite, mais ...c'est le fun voir des personnes qui nous répondent puis... puis ben, Facebook c'est bien, mais tu sais... moi j'aime bien le... ben, c'est parce que les groupes, faut que tu saches qu'ils existent. (Jenny)

Ces femmes connaissent l'existence des activités, des programmes d'aide, de divertissement, etc. Mais comment être au courant de ce qui se passe ? Elles trouvent l'information mal relayée. Cela engendre de la non-participation aux activités et en corollaire, l'annulation de celles-ci. Elles présentent plusieurs options qui leur semblent être les meilleures techniques pour entrer en contact avec les parents. Cela passe des

groupes Facebook, à un livret comme celui qu'on reçoit à la naissance, mais pour plus tard. Celui-ci centraliserait toutes les informations utiles. Jenny explique clairement sa difficulté à trouver de l'information : «Tu cherches ça. Savoir comment tu fais pour savoir que ces groupes-là existent ? Parce que sinon, tu sais, à la fin de son congé de maternité, la maman le découvre, puis elle fait comme : bon ben, j'aurais pu faire ça, ça, ça de gratuit là » (Jenny).

Il y a donc une envie de faire des activités, de sortir de chez soi, d'utiliser des services qui sont déjà organisés, mais c'est la communication de ces activités qui pose problème.

Un besoin transcendant : le répit dans des temps pour soi

Enfin, le répit fut l'élément qui transcenda la discussion. Peu importe le sujet abordé, l'important c'est d'arriver à concilier sa vie de travailleur et sa vie de famille pour avoir du temps pour soi.

Si juste une fois dans la semaine, je pouvais le faire...Aller faire son épicerie une fois toute seule, c'est une vacance...Tu sais, ton loisir de la semaine c'est de te sentir toute seule, avec ton panier d'épicerie, puis de faire ton épicerie. Faire toutes les rangées relaxe...ça c'est le plaisir de la semaine. Ouin! Faut savoir l'apprécier (Aline)

La relation de couple vient en second : elle doit exister sans être envahie par les préoccupations familiales. L'arrivée d'un enfant change considérablement la vie de couple. Ceci n'est pas un secret, mais ces femmes déclarent ne pas en souffrir du tout. Elles privilégient davantage les temps seules plutôt qu'en couple. Ce besoin de liberté s'accroît lorsque les enfants grandissent, déclarent celles qui en ont l'expérience.

Géraldine, mère de d'un bébé déclare : «On ne sent pas que notre couple est négligé, ... Quand le garçon est couché, vers 7h du soir, ben on a encore le temps de se parler, de se voir,... ». Cette réalité est représentative d'un mode de vie relié à une certaine période de la vie. La vie des parents évolue en fonction du nombre d'enfants qu'ils ont et en fonction de l'âge de ceux-ci. Les parents ne vont pas réagir de la même manière s'ils n'ont qu'un premier enfant ou s'ils en ont déjà trois. Dans le premier cas, ils seront plus protecteurs et feront tout pour rester proche de leur enfant. Le couple vient alors clairement après l'enfant, qui est au centre de toutes les attentions. Aline explique : « On a continué à faire des activités de couple... Mais de là à dire que c'était vital... pour moi :

non » (Aline). Dans le second cas, les parents s'assouplissent, ils sont en quête de liberté, de temps libre retrouvé pour eux. C'est une autre étape dans la vie des parents.

Ça doit bien avoir l'air fun. Lui, ça, il ne comprend pas. C'est un peu difficile là-dessus l'acceptation de...Mais par contre, mes enfants jusqu'à temps qu'ils aient 1 an et même les premiers 18 mois, jamais j'avais des pensées comme ça, puis jamais j'aurais osé faire ça. J'avais trop besoin d'être avec eux. De toute façon, cela n'existait pas...J'avais...Ma place était avec mes enfants, puis... c'était dur de sortir de chez nous. (Emma)

C'est à partir de cette étape que le couple va subir quelques tensions afin de partager le temps libre. Emma nous dit : «Mais on dirait que lui a besoin de la meute, tu sais, l'homme. Lui il ne comprend pas des fois que j'aimerais aller passer une fin de semaine de filles à l'extérieur...» Elle eu l'approbation des autres mères sur ce fait.

Elles vont même plus loin dans leurs discours en soulignant les différences fortes entre leur responsabilité, et celle de leur mari. Elles étaient toutes plus ou moins d'accord sur l'inégalité qui planait autour des tâches familiales. Leurs besoins de s'évader impliquent plus de choses, selon elles, que quand leurs maris partent prendre du temps pour eux.

C'est moi qui faut, tu sais...Puis ça vraiment...Je pense...Regarde. Toi tu dis que tu le laissais pas faire, puis tout ça, comme la gestion familiale. Moi je ne pense pas, puis il m'a jamais dit ça. Moi au contraire, j'ai tout le temps été « fais-le, fais-le, fais le.. » puis moi j'ai pas ma manière à faire les choses pantoute. Tu sais, moi c'est quasiment butché tu sais, fait que « fais-le comme toi tu veux pourvu que ça soit fait » puis tout ça...Fait que c'est comme, c'est comme lui...quand moi je dis « ok. Sortir de chez nous. Bye bye, je reviens demain à 4h », tu sais...Fais ça là, c'est parce que ça l'a pris toute la préparation de...de la semaine avant! Tu sais, c'est moi qui s'est occupée de contacter quelqu'un pour venir ta-ta-ta, puis ta-ta-ta, puis après ça c'est moi qui a préparé toutes les affaires pour que ça soit prêt, tu sais...c'est nananananana, fait que...lui il peut...c'est ça, ça c'est un sujet de conversation pas mal ces temps-ci...C'est ça, faire comprendre que toi tu peux dire à 15 minutes d'avis, « je m'en vais cet après-midi à la pêche...Ciao bye ». Mais moi, s'il fallait que je fasse ça...je passerais pour la, pour la...hey...la, la mère indigne, carrément. C'est ça. C'est vraiment là que...nous autres... Moi où je vis beaucoup...l'inégalité c'est là-dedans. (Aline)

Ceci dit, comme l'explique Aline, toutes les mères ne sont pas prêtes à laisser leur mari faire comme ils l'entendent. Il y a une sorte de contradiction dans le discours des mères qui sont partagées entre «je veux du temps pour moi et que mon mari gère la maison» et en même temps, «je veux que tout soit fait comme moi je l'entends».

De plus, nous tenons à souligner que le discours concernant l'égalité entre homme et femme dans le ménage est à double tranchant. Le discours superficiel donne une image

d'une famille qui se répartit les tâches également. Mais quand, plus tard dans la conversation, nous en venons à parler de tâches bien précises, elles sont dans un tout autre discours. Celui-ci démontre un clivage fort entre les tâches accomplies par les femmes et par les hommes. Les femmes s'occupant le plus souvent des tâches à l'intérieur de la maison, par exemple : faire le ménage, le lavage. Alors que les hommes accomplissent plus facilement des tâches à l'extérieur. Par exemple sortir les poubelles, s'occuper du jardin. Une différence continue donc à persister malgré les efforts plus prononcés pour masquer ces différences qui mènent à des inégalités dans une société qui prône une égalité entre les personnes de sexes différents.

Isolement

La recherche de répit et de temps pour soi ne veut pas forcément dire que ces parents veulent rester seuls. C'est d'ailleurs un des points de la discussion qui suscita beaucoup d'intérêt et en particulier chez les mères qui étaient en congés de maternité et/ou qui avaient des petits bébés : le besoin de sortir de sa solitude. Pouvoir partager avec d'autres dans la même situation devient important, surtout d'un point de vue psychologique. L'isolement de ces familles et en particulier de ces femmes devient une problématique malgré un entourage très présent. Cela s'est fort ressenti dans l'échange entre les deux mères en congé de maternité.

Jenny dit aux autres mères : «Puis, puis...on essaie de trouver des solutions, tu sais c'est comme, c'est plus l'entraide. Puis un moment donné, tu participes, ça t'arrive pas, puis tout d'un coup, crime ça t'arrive, puis t'as le vécu de quelqu'un d'autre, tu peux t'identifier à ça. Ça c'est important. Je pense».
Géraldine lui répond : «Ça aide à briser l'isolement je trouve».
Et Jenny renchérit en disant : «ouais. Je pense que le gros en maternité là, l'isolement. Ça c'est comme une problématique».

Les réseaux sociaux du web camouflent cet isolement, les individus ont le sentiment d'être moins seul, mais ce sentiment est de courte durée. Les individus se rendent vite compte que les relations à distance ne sont pas les mêmes, ce ne sont pas de vraies relations. L'échange reste fort primaire. De plus, ces échanges virtuels ne demandent pas aux parents de sortir de chez eux ; un sentiment d'enfermement tant physique que psychologique se crée.

Ça c'est quelque chose... qui est quand même assez récent, dans la maternité. Tu peux avoir quelqu'un au bout de la ligne...à l'écran, mais cela ne veut pas dire que tu sors de chez toi. Cela ne veut pas dire que tu « parles » à quelqu'un, qu'il te parle, t'écrit. (Emma)

Il faut signaler que cet isolement n'est pas vécu par tout le monde. Il est pertinent de s'intéresser à la perception de la notion d'isolement. Celui-ci est porteur de significations différentes pour les familles. Pour certaines, être isolée, c'est rester chez elles toute la journée avec leur bébé sans voir personne, comme l'expliquaient les deux femmes en congé de maternité. Pour d'autres, c'est le fait de ne pas avoir le temps de voir ses amis la semaine. C'est alors en lien direct avec la notion de répit. Elles veulent du temps; cela dépend donc des perceptions de chacun, une des mères nous explique que malgré un réseau d'amis étendu, en congé de maternité, ne voir personne lui était indispensable.

Moi j'ai toujours été amie avec mes collègues de travail dans tous les emplois que j'ai eu. J'ai toujours commencé à être amie avec, puis à voir le monde, à l'extérieur. Je ne me suis jamais sentie...on parlait d'isolement tantôt. Moi je n'ai jamais ressenti ça. Je n'ai jamais senti être isolée en congé de maternité. J'ai même eu des retraits préventifs. En plus du congé de maternité, cela fait quasiment deux ans dans le fond... sans travailler. Mais j'ai jamais souffert de...d'isolement, j'ai...j'ai jamais passé une journée au complet chez nous de toute façon. J'ai...j'ai tout le temps de quoi à faire. Je suis trop fine (rires) Je ne sais pas qu'est-ce que je fais. Il faudrait que je m'arrête puis je... je note parce que, moi je ne comprends pas. (rires) Je ne vois pas mes amies la semaine, mais je ne me sens pas isolée. Je sais pas qu'est-ce que je fais. (rires) Je veux avoir la paix, peut-être je l'ai puis je suis contente. (rires) (Aline)

Les termes employés sont donc porteurs d'un sens qui varie selon les individus. Pour certaines, le terme isolé est perçu comme péjoratif, par conséquent, elle ne se définirait pas comme telle. Pour d'autres, c'est un appel à l'aide de souligner qu'il faut mettre des choses en place afin d'aider ces mères à sortir de cette situation. Emma nous dit d'ailleurs «Fait que c'est pour ça que l' « isolement » c'est un peu comme la « culpabilité »... ce sont des mots :...ça dépend comment on les définit» (Emma, propriétaire).

Résumé

Une demande de répit fait donc l'objet de tous les désirs pour ces parents, mais s'inscrit à la fois dans une complexité de mécanismes familiaux qui ne sont pas facilement modulables. Nous pouvons conclure que les préoccupations de ces mères touchent des points très précis de la vie quotidienne : avoir une garderie, une voiture, un médecin, un centre avec des activités basées sur leur structure financière considérée comme acquise par la plupart de ces femmes. Ça n'entre donc pas en compte dans l'énumération des besoins nécessaires et normaux. Les préoccupations sont alors détournées sur des sujets tels que, «Comment avoir du temps libre seule?». Elles attendent des groupes de

soutien, une infrastructure solide à laquelle elles peuvent se référer en cas d'isolement, d'inquiétudes ou de problème plus sérieux. Nous ajoutons que les perceptions des besoins qu'ont ces femmes sont influencées par leur propre mode de vie, leurs relations sociales.

Perception des besoins selon les familles militaires

Le groupe de discussion formé de mères militaires, dont le mari travaille pour les Forces canadiennes, a principalement été sollicité par l'entremise des réseaux sociaux, à travers le groupe Facebook des épouses militaires de la base de Valcartier. Une intervenante du Centre de la Famille Valcartier nous a mis en contact avec l'une des répondantes, qui a par la suite transmis l'information sur le groupe afin de rejoindre d'autres parents prêts à participer au projet de recherche. Trois mères anglophones n'étaient pas originaires de la province de Québec et seulement l'une d'elles était bilingue. C'est pourquoi l'entrevue s'est essentiellement déroulée en Anglais, les deux autres mères francophones se considérant assez à l'aise avec la maîtrise de cette langue seconde.

Le revenu des ménages des mères interrogées se situe entre 40 000 et 60 000\$ pour deux d'entre elles et dépasse les 100 000\$ pour les 3 autres. Les deux premières sont locataires de maison et habitent sur la base militaire à Shannon, tandis que les autres sont propriétaires et vivent à Val-Bélair ou sur la base. L'âge des répondantes varie entre 28 et 33 ans, à l'exception de Lynn, âgée de 54 ans, qui a une fille et un fils de 32 et 23 ans. Le profil de cette répondante ne cadre pas avec notre objet de recherche, c'est-à-dire les familles ayant des enfants de 0-5 ans, mais sa présence à l'entrevue fut d'un apport non-négligeable, car elle apportait une vision spécifique, rétrospective, de l'expérience parentale militaire. De plus, comme elle côtoie plusieurs jeunes mères de la base en faisant du bénévolat auprès d'elles, Lynn a voulu représenter les besoins de ces mères en entrevue. Bien qu'il s'agisse de sa compréhension subjective de leur réalité, ses propos nous ont tout de même permis d'élargir notre vue d'ensemble du mode de vie des familles militaires, et c'est pourquoi nous avons décidé de l'inclure dans notre analyse.

Carole a trois enfants, deux filles de 18 mois et 3 ans, et un garçon de 5 ans. Elle est « maman à la maison » et habite sur la base militaire.

Cindy a quatre enfants, deux filles de 4 ans, et deux garçons de 10 mois et 5 ans. Elle aussi n'a pas de travail extérieur rémunéré et reste dans un logement familial militaire (PMQ) sur la base.

Élisabeth a quatre enfants, trois filles de 2, 7 et 10 ans et un garçon de 4 ans. Elle travaille principalement à la maison, possède des immeubles locatifs et habite Val-Bélair.

Anne a deux enfants, une fille de 11 mois et un garçon de 4 ans. Elle est présentement en congés de maternité et habite Val-Bélair.

Toutes les répondantes font partie d'une famille de type biparentale, les enfants de chacune des familles proviennent du même couple, et il s'agit d'un couple marié dans l'ensemble des cas. Étant donné le type de travail des pères, qui doivent souvent être partis à l'extérieur pour des entraînements ou missions et ce, pendant des durées de temps allant jusqu'à plusieurs mois, les mères se retrouvent habituellement seules à accomplir toutes les tâches ménagères et tout ce qui a trait aux soins des enfants. Lorsque le mari est présent, il s'occupe principalement des besognes ponctuelles à l'extérieur de la maison, tandis que les mères prennent en charge les tâches intérieures et répétitives (ménage, cuisine, etc.) Une division assez nette des rôles socio-domestiques est facilement repérable dans les propos relatifs à l'organisation familiale des répondantes, bien qu'aucune d'elles n'ait montré des signes de contrariété face à cette situation. Elles perçoivent la division des tâches comme le résultat d'un choix de couple ou personnel, ou comme une répartition du travail qui va de soi, l'une d'elles ayant même soulevé l'idée que les femmes auraient soi-disant plus d'aptitudes pour le soin des jeunes enfants. L'absence fréquente du mari à la maison est évoquée comme raison expliquant ce qui pourrait autrement être perçu comme un manque de volonté de la part de ce dernier. Elles tendent à expliquer le niveau d'implication inférieur de leur mari à la maison par les contraintes spatio-temporelles reliées à l'emploi militaire; le mari aide « quand il a le temps » ou « quand il est là. » Afin d'alléger leurs tâches, Carole et Cindy utilisent fréquemment la garderie située au Centre de la Famille Valcartier.

Mes filles vont au «jardin» deux demies-journées par semaine et mon bébé y va occasionnellement. J'en ai besoin, je l'appelle. Et, je fais tout, la cuisine, le lavage, même si mon mari est à la maison (rire). C'est un «deal» qu'on a. Il travaille et je travaille à la maison par moi-même. C'est correct comme ça.
(Cindy 3)

Anne, quant à elle, a recours à l'aide ménagère d'une femme qu'elle paie à cet effet, une dépense qu'elle juge nécessaire étant donné qu'elle est seule à la maison et qu'elle doit travailler à l'extérieur lorsqu'elle n'est pas en congé de maternité : « Ça a diminué le niveau de frustration [...] spécialement lorsque je travaillais temps-plein, et qu'il était parti, beaucoup. J'avais besoin de cette aide de plus » (Anne 8). Élisabeth dit ne jamais utiliser de service de gardiennage, car elle se conçoit comme étant la « meilleure personne » pour éduquer ses enfants. Comme son mode de revenu provient de la propriété d'immeubles, elle affirme avoir les moyens de passer beaucoup de temps avec ses enfants.

Toutes les répondantes affirment participer à des activités, s'entraîner, faire du hockey ou du ski par exemple, tout comme leurs enfants qui, pour la plupart, sont inscrits à des cours de sport tel que la natation, le taekwondo ou le patinage artistique.

Outre l'absence fréquente du partenaire, la répétition des déménagements due aux nombreuses mutations d'une base à l'autre du pays fait partie intégrante du mode de vie militaire. Le plus long séjour fixe mentionné dans l'entretien a duré quatre ans. Les familles doivent constamment s'adapter à leur nouvel environnement, rebâtir progressivement leur réseau social, trouver les ressources matérielles et les services disponibles, une nouvelle maison, et un nouvel emploi dans le cas minoritaire des mères qui ne sont pas au foyer. Aucune des répondantes n'a mentionné avoir rencontré des difficultés financières liées à l'acquisition d'une nouvelle maison, ni de problèmes d'intégration au marché du travail. Il est possible néanmoins de faire l'hypothèse que le déménagement peut motiver les mères à rester au foyer car elles n'ont pas de travail déjà garanti à leur arrivée comme leur mari. Cette expérience du déménagement ne semble pas être vécue comme une épreuve négative pour l'ensemble des mères interrogées, mais plutôt comme une « aventure », une opportunité de découvertes bénéfiques à l'épanouissement de soi, et à celui des enfants.

C'est difficile d'être à 10 heures de toute ma famille, mais c'est intéressant parce que je dois m'exposer à mon nouvel environnement et trouver des choses à faire avec les enfants pour les garder occupés... je dois aller explorer à chaque nouvel endroit où nous allons... c'est bon pour nous. J'aime ça. (Carole)

Ma famille est toujours loin, alors je m'habitue à m'occuper seule de mes enfants, par moi-même. Mais j'aime ça. À chaque déménagement, c'est difficile

[...] je crois que c'est bon pour les enfants parce qu'ils apprennent à être plus extravertis... Tu développes tellement de capacités, je crois qu'une vie de civil ne pourrait pas permettre à mes enfants d'avoir. (Élisabeth)

Ce n'est pas long de se faire des amies, parce que nous avons toutes ça en commun, l'histoire. Nous connaissons toutes le feeling d'être seule à la maison avec les enfants malades et ne pas savoir qui appeler... nous échangeons nos numéros et devenons amies très rapidement, c'est une des bénéfices des mutations. (Anne)

Lynn souligne que la vision positive vis-à-vis de l'expérience du déménagement adoptée par chacune des répondantes n'est pas partagée par l'ensemble des femmes de militaires. À son avis, cette approche de la mutation comme une « aventure » est une nécessité pour les mères si elles veulent être en mesure d'apprécier leur vie qui, autrement, peut devenir absolument pénible. Cette nécessité est source d'une fierté d'être autonomes, courageuses et enrichies d'expériences chez les répondantes, dans un contexte où leur mode de vie les mène à être éloigné des membres de leur famille.

Besoin financier

L'expérience de la mutation ne semble pas causer de problèmes financiers majeurs, l'armée semble fournir un bon soutien au niveau des déplacements et du logement. Elle offre aussi un support financier à travers le programme « respite » lorsque le mari est parti pour plus de 31 jours consécutifs, en offrant notamment jusqu'à 72 heures gratuites de garderie, un service que Cindy a déjà utilisé. Seulement, cette aide est disponible sous certains critères et les mères doivent consulter d'abord un travailleur social ce qui, comme le mentionne Lynn et Anne, est un obstacle de taille pour un bon nombre de femmes : « Il y a le « respite » où l'armée paie pour différentes choses, si ton mari est parti. S'il est parti, tu as le « respite » gratuit mais tu dois passer par l'intervenante sociale, ce qui est une énorme barrière pour beaucoup d'épouses » (Anne 30). Lynn mentionne aussi que l'armée offre du support financier dans les cas de faillite, facilement accessible si on le demande, mais l'idée d'avoir à « quémander » de l'aide vient souvent bloquer plusieurs mères, ce geste étant vécu comme une honte, une défaillance personnelle allant à l'encontre de la force de caractère valorisée par le groupe d'appartenance militaire. Il semble donc y avoir plus de support financier sur la base militaire qu'ailleurs en banlieue, mais une certain code moral partagé par les familles militaires, qui favorise la responsabilisation personnelle, et qui parfois pèse lourd sur les épaules, retient beaucoup de familles d'aller chercher cette aide disponible.

En tant qu'épouses militaires, nous avons tellement de services. C'est bizarre de le dire, je suis si chanceuse d'être une femme militaire.

- Mais tu dois demander et certaines ne veulent pas [...] Elles sont gênées ou embarrassées.

-Plusieurs ne veulent pas. (Élisabeth, Cindy et Lynn)

Posséder une base financière solide est perçue par les mères comme une condition primordiale au bien-être familial qui, selon elles, passe d'abord par la satisfaction des besoins de se loger et se nourrir, puis par la possibilité d'épanouissement personnel à travers les loisirs ou le travail, et d'épanouissement familial. Carole mentionne l'accès au supermarché et à une station d'essence comme des éléments essentiels au fonctionnement d'une famille, ce qui implique implicitement la possession d'une voiture pour répondre aux besoins fondamentaux. Ce noyau vital de besoin est comblé chez le groupe des mères militaires qui n'ont jamais mentionné s'être senties contraintes dans leurs dépenses, à l'exception de Cindy, qui mentionne devoir gérer strictement son budget, du fait que leur ménage ne dispose que d'un seul revenu. Elle souligne que de ne pas travailler tient d'une décision commune entre elle et son mari, et qu'ils disposent néanmoins d'une qualité de vie amplement décente : « Nous avons un réfrigérateur plein. Nous avons une auto. Mes enfants vont au taekwondo, ils vont partout, tous nos enfants... Ils vont à la garderie, et nous allons au restaurant, mais je dois compter chaque dollar! » (Cindy) La fondation financière dont elles disposent leur permet aussi d'inscrire leurs enfants à différentes activités et de s'offrir des vacances. Il y a une nuance entre les ménages, selon qu'ils soient à un ou deux revenus; une différence d'échelle quant aux possibilités de choix des dépenses. Les mères interrogées se conçoivent comme étant privilégiées par rapport à leur idée d'une famille moyenne.

Qui suis-je pour répondre cette question? Je ne me soucie pas de l'argent. J'ai une grosse maison. J'ai une auto que je peux remplir. Je peux payer les comptes. Je peux aller à l'épicerie et ne pas me soucier de ce que je dois acheter. J'ai l'argent...Je suis propriétaire, j'ai des logements que je peux louer. Et je vois des gens qui n'ont pas assez d'argent pour payer leur loyer, pas assez pour remplir le frigo, qui ont des dépendances [...] Je crois qu'une famille devrait avoir assez d'argent pour remplir le frigo, ne pas se soucier du loyer, de la facture d'hydro après 2 mois, pouvoir inscrire leurs enfants à des sports ou activités... Je crois que c'est la base. [...] Je suis une femme chanceuse. J'ai tout. Nous voyageons beaucoup. Quand tu as l'argent pour amener les enfants à Walt Disney World à chaque année [...] Je sais que ce ne sont pas les mêmes besoins pour tout le monde (Élisabeth)

Bien que la majorité des femmes militaires rencontrées sont sans emploi, que ce soit dû à l'expérience des déménagements et à l'absence du mari, les répondantes expriment se trouver dans une situation monétaire confortable qui leur permettent de satisfaire les

besoins jugés essentiels pour le bon fonctionnement familial, d'abord la nourriture, le loyer, et même la santé, mentionnée à quelques reprises dans l'entretien. Elles sont généralement en mesure de payer pour les activités sportives de leurs enfants, de s'acheter une nouvelle maison lors des déménagements, de pourvoir aux dépenses liées à la garderie, et l'une d'elles s'offre même le service d'une aide ménagère, toutes des dépenses qui permettent en retour d'alléger l'emploi du temps. Elles font aussi référence à l'automobile, qui leur sert de moyen pour satisfaire ces besoins nécessaires, qui tendent à s'élargir vers l'idée de l'épanouissement personnel et familial recherché à travers la participation à des activités ou à la construction d'un réseau social. L'argent reste donc au centre de leurs représentations des besoins, comme la base du bien-être familial.

Besoins d'activités

Les mères qui habitent sur la base ne sont pas toutes au courant des activités disponibles à l'extérieur, et ont plutôt tendance à utiliser les services du Centre de la Famille Valcartier. Elles apprécient aussi l'existence de parcs et de modules de jeu à proximité de la base et accessibles en auto.

Pour les jeunes enfants, c'est fantastique! Parce qu'il y a des programmes ici (le Centre) et pour moi, c'est à distance de marche...Il y a des parcs partout...un terrain immense, excellent. [...] même chose à Saint-Gabriel, il y a une autre patinoire avec un beau parc [...] où conduire, un endroit pour passer une demi-journée, et je suis garantie une heure de silence. (Carole)

Lors de l'entrevue, les mères qui vivent à Val-Bélair ont fait une distinction entre les services offerts sur la base et ceux du secteur de la Haute Saint-Charles, en évoquant le manque d'activités pour les enfants et les parents vivant hors de la base : « Si je restais à Limoilou, je pourrais avoir tellement de choses... Il y a des activités à l'année à la bibliothèque là-bas. Mais ici, on a rien. Il y a deux périodes d'« heure du conte », « that's it that's all » » (Élisabeth). Élisabeth souligne à maintes reprises que du « côté civil », il y a très peu pour les mères et leurs enfants et qu'il devrait y avoir un endroit comme le Centre de la Famille offrant des programmes parents-enfants. Elle fait référence à l'« Ontario Early Years Center » situé à Kingston, semblable au Centre Valcartier, mais dont les services sont aussi accessibles aux « civils », pour suggérer qu'il serait bénéfique pour les jeunes familles du secteur d'avoir accès à un tel endroit avec des professionnels, ce qui est gage de sécurité à ses yeux. Anne souligne que plusieurs

familles militaires, qui habitent notamment à Saint-Émile ou Sainte-Catherine, conduisent pour profiter des services offerts au Centre de la Famille Valcartier. Elle apprécie les services bilingues offerts à la petite enfance par le Jeffrey Hale, qui offre plusieurs activités, plus qu'à Chauveau, où il n'y aurait que des groupes d'allaitement. Elle trouve cela imitatif, mais se désole de la distance à parcourir. Le besoin d'activité en banlieue est donc lié aux inconvénients en matière de transport.

C'est vraiment dur de trouver des programmes gratuits pour les 0-5 ans sans devoir voyager beaucoup. Il y a plusieurs choses au centre-ville, mais en banlieue, il n'y a pas grand chose... Pendant l'été, un peu plus, mais ce sont des parcs. Dans les banlieues, comme à Val-Bélair, ils sont très dispersés, alors ça prend 10-15 minutes à marcher [...] et la poussette, et il n'y a pas de trottoirs.
(Anne)

Cependant, ce désir pour un nombre accru d'activités ne signifie pas pour autant que les mères interrogées n'utilisent pas les services offerts, car toutes disent avoir inscrit leurs enfants à diverses activités sportives, qui peuvent leur prendre jusqu'à plus d'une dizaine d'heures par semaine. Élisabeth confie allouer beaucoup de temps à cet effet et se considère très active dans sa communauté, l'implication étant une caractéristique de son style de vie qu'elle valorise. Bien qu'elle souhaiterait voir une amélioration des services offerts dans le secteur de banlieue où elle habite, plusieurs activités parsèment néanmoins son emploi du temps. Il n'y a donc pas un manque vécu en tant que tel, sa situation lui permettant de contourner certains obstacles d'accessibilité monétaires et géographiques, mais un désir pour l'accroissement de la diversité des loisirs disponibles afin d'élargir l'éventail de choix. Elle dit ne pas être satisfaite des services du secteur, notamment ceux de «la Maison de la Famille», à la différence des mères interrogées dans les autres focus-groupes (propriétaires, monoparentales), car elle trouve l'endroit sale. Outre la question de l'accessibilité aux activités, il y a aussi chez elle un souci pour la qualité des services et l'hygiène des lieux.

Cette répondante exprime son mécontentement face aux activités disponibles en banlieue où elle habite car, pour elle, développer des liens interpersonnels en dehors de la base militaire est très important. Carole mentionne aussi ce même besoin. Celle-ci aimerait pouvoir participer à des programmes parents-enfants pour passer du temps familial de qualité, mais aussi pouvoir bâtir un réseau social en dehors de la base militaire, à travers les occasions de rencontres entre jeunes parents, surtout avec des parents « civils ». En effet, elle considère que les mères militaires, souvent seules, sont

trop occupées pour l'aider avec ses propres enfants, mais que l'un des deux parents civils peut être plus facilement disponible en cas d'urgence.

J'aimerais ça avoir un autre réseau qu'ici, parce que quand mon mari est parti, tous les autres maris sont partis. Mais ça serait le fun d'avoir des civils qui peuvent... qui sont 2 parents. Quand t'as l'urgence, un des deux peut venir. Mais quand tu appelles ton amie militaire, elle ne peut pas venir à 9h30 t'aider parce que ton fils s'est coupé la lèvre, [...] parce qu'elle en a 2 petits bouts [...] toute seule. Si on avait une façon d'avoir ce réseau-là ailleurs, puis qu'on puisse toutes s'intégrer à la communauté, ça serait plus facile. (Anne)

Dans le cas d'Anne, le besoin d'activités parents-enfants est étroitement lié au désir de tisser des relations sociales sur lesquelles elle pourrait s'appuyer en cas d'urgence au lieu d'avoir à affronter seule les situations plus difficiles. La demande d'activités est donc le corollaire d'un besoin de répit personnel, un besoin conçu comme touchant l'ensemble des mères militaires, car celles-ci partagent une situation commune définie par l'absence fréquente du mari. Ce manque de répit implicitement évoqué serait donc le facteur explicatif d'un autre besoin, celui de développer un réseau humain de proximité.

Besoin de transport

Tout comme pour les activités, l'accessibilité aux services de santé peut aussi être une source de frustration. L'une des répondantes affirme être contrariée du fait que le seul endroit disponible pour les soins médicaux des jeunes mères et leurs enfants, pour les rendez-vous prénataux ou les vaccins par exemple, soit l'hôpital Chauveau, car celui-ci n'est pas à proximité de tous les quartiers et municipalités du territoire couvert par le CSSS de Québec-Nord, comme Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier ou Shannon. Elle mentionne que la localisation de l'hôpital implique l'usage de la voiture et peut ainsi représenter une contrainte pour certaines familles. Elle ajoute que les soins fournis à Chauveau sont aussi moins adaptés aux jeunes familles que ceux offerts par le CSSS de la Vieille-Capitale, ce qui force les familles des banlieues à se déplacer au centre-ville :

Les CLSC comme dans la Vieille-Capitale ou Limoilou ont des cliniques médicales et ce genre de trucs, mais Chauveau n'a pas ça. C'est comme une espèce de satellite, c'est très petit, et ils focalisent tout leur attention sur les soins à domicile, donc sur les personnes âgées, et ils oublient qu'il y a un boom familial... C'est parce que ce n'est pas le même CSSS que la Vieille-Capitale. Les services qu'ils ont pour les soins de santé, pour les familles... Celui au centre-ville est beaucoup mieux que ce qu'ils ont au CSSS Québec-Nord, ce qui est frustrant. [...] Alors ça prend une auto, et ça prend l'éternité pour aller de Val-Bélair à Québec en bus. Avec de jeunes enfants, et l'autobus...C'est difficile. (Anne)

Besoin de Garderie

La garderie du Centre de la Famille Valcartier semble être utilisée et très appréciée chez la plupart des mères militaires qui, souvent, doivent s'occuper seules de plus d'un enfant. L'une des mères affirme par contre préférer prendre en charge elle-même ses enfants, son travail lui permettant d'être disponible à la maison. Les autres mères à la maison utilisent le service en moyenne 2 à 3 fois par semaine. En plus d'être facile d'accès pour celles qui habitent directement sur la base, bien qu'elle soit aussi utilisée par les familles militaires des alentours, il est relativement aisé d'y trouver des places disponibles si les parents planifient et appellent dans les quelques jours qui précèdent. Cependant, une des mères fait remarquer que les frais de garde de 27\$ par jour sont élevés, de sorte que ce ne sont pas toutes les familles qui peuvent se le permettre. Mais cet aspect du service ne semblait pas contraignant pour les répondantes. De plus, lorsque le mari est absent pour une période déterminée, l'armée prend en considération le besoin de répit des mères et tente de compenser par leur programme d'aide financière, le « restpite ». Par contre, Anne fait remarquer qu'en dehors de la base, il est plus difficile de trouver des endroits où faire garder ses enfants. Elle aimerait qu'il y ait des « haltes-garderie » où il ne serait pas nécessaire de s'inscrire longtemps d'avance.

Si c'est reconnu, approuvé par le gouvernement... une garderie, un « drop-in center », avec des gens qui ont été engagés [...] Le concept est que si tu es toujours en train de l'utiliser, une fois, deux fois semaines, juste comme ici (la garderie du Centre) - Je connais Julie, je connais Hélène... Elles ne deviennent pas des étrangers. Parce que je n'ai pas le luxe de pouvoir appeler ma mère, et je peux appeler des amis, mais ils ont aussi des petits. (Anne)

Outre une façon d'assouvir une demande en répit, la « halte-garderie » est aussi conçue comme un moyen de rencontre entre parents qui aide à satisfaire un besoin de construction de liens communautaires.

En plus de fournir un service de garde en semaine du matin au soir, le Centre est l'endroit où les familles militaires peuvent se rendre pour recevoir les informations concernant plusieurs autres services et programmes offerts par l'armée ou par différents organismes communautaires. Facebook est aussi utilisé pour transmettre l'information, par le Centre et par les mères. Ce sont les responsables du Centre qui ont notamment informé Carole de l'existence d'une banque de gardiennes sur la base, la « jeune coop Valcar-Co », ce qui lui permet de se libérer un moment pour son couple. Même s'il ne s'agit pas de professionnels, cette aide est quand même appréciée. C'est

aussi au Centre qu'Anne a entendu parler de l'organisme « Les relevailles » surtout composé de femmes âgées qui viennent donner un coup de main volontairement avec le bébé ou les tâches domestiques directement à la maison sur la base d'une contribution volontaire. Elle aimerait que le service soit offert pour une plus longue période qu'il l'est actuellement, soit après l'âge de 6 mois. Cette répondante trouve qu'il manque de services pour les mères qui restent à la maison, et interprète cette situation en soulignant l'existence d'un incitatif politique pour le travail « actif ».

Je ne sais pas si c'est culturel, mais le gouvernement du Québec met tellement d'argent dans les CPE, puis on s'entend, ce que le gouvernement du Québec fait avec les CPE, c'est fan-tas-tique [...] Mais il n'y a pas beaucoup pour les mamans qui restent à la maison. De 0 à 12 mois oui, mais après le 12 mois, il y a la règle de la société... La maman doit repartir travailler (Anne)

Le besoin en garderie semble donc assez bien satisfait, du moins en ce qui concerne les familles militaires habitant à proximité des services offerts par le Centre de la Famille Valcartier. L'accessibilité aux mêmes types de services s'avère néanmoins plus problématique pour les familles vivant en dehors de la base. L'aide conditionnelle de l'armée à travers leur programme de répit offre la possibilité aux familles militaires, si elles osent la demander, de recevoir un soutien monétaire leur offrant jusqu'à quatre jours consécutifs de garderie gratuitement.

Soins de santé

Il n'existe pas de système particulier pour les familles militaire en matière de soins de santé. Celles-ci doivent passer par le même système institutionnel que les autres familles québécoises, et doivent faire face aux problèmes de manque de disponibilité des médecins de famille.

Il n'y a pas de cliniques d'urgence. Il y a l'hôpital Chauveau pour les choses non-urgentes, mais l'attente est très très longue. Les urgences sont très longues. Et ils ont une clinique « sans rendez-vous », mais avec rendez-vous. Tu dois appeler à 9h la nuit d'avant. C'est très difficile parce qu'à 9h10, ils n'ont plus de places [...] Les docteurs de familles, si tu es chanceux d'en avoir un, quand tu appelles la Clinique, ils disent : « Non, c'est un cas de médecin de famille ». Ça prend 2-3 mois pour avoir ton rendez-vous avec le médecin de famille, donc c'est vraiment frustrant pour les familles qui arrivent d'ailleurs, même les familles d'ici. (Anne)

Les familles militaires rencontrent toutefois des obstacles spécifiques à leur mode de vie. En effet, comme elles sont amenées à déménager fréquemment d'une base

canadienne à l'autre, et la durée de leur séjour peut être très brève (habituellement quelques années tout au plus, parfois quelques mois). Il arrive qu'elles ne parviennent jamais à s'affranchir du temps d'attente pour avoir un médecin de famille, car elles retournent au bas de la liste à leur arrivée : « Avec les mutations, tu arrives juste à la fin de la liste, et je pense que ce n'est pas normal que parce que mon mari sert, qu'on déménage, je n'ai pas de médecin de famille » (Élisabeth). L'existence de la clinique médicale localisée sur la base peut faciliter l'accès géographique aux services de santé pour certains parents militaires, mais elle ne décoinçonne pas pour autant l'engorgement administratif du système public. Carole souligne le manque de disponibilité des médecins de la base, qui ne sont pas en mesure de prendre de nouveaux patients, et l'impasse dans laquelle certains parents militaires se retrouvent.

Même en allant sur la base, tu es quand même renvoyée. Elle a trop de patients. Une des mes amies, quand elle est arrivée il y a deux ans, elle a essayé de rencontrer un médecin, même s'ils habitaient à Val-Bélair, parce qu'elle était enceinte de 7 mois et ne pouvait pas avoir de médecin. Elle ne pouvait avoir d'obstétricien-gynécologue sans la prescription d'un médecin de famille, donc elle n'avait pas de médecin pour la suivre durant sa grossesse[...] Il n'y a pas de docteur, pas d'aide pour les docteurs[...] Il y a des familles militaires qui attendent et attendent... Je ne serais pas surprise s'il y avait des familles qui ont été mutées ici pour trois ans et sont reparties sans jamais avoir vu de médecin. (Carole)

Trois répondantes ont aussi mentionné qu'elles aimeraient avoir accès à des médicaments en tout temps, à l'instar des pharmacies ontariennes ouvertes 24 heures sur 24.

J'ai besoin d'aller chercher des médicaments des fois, je ne peux pas. Je dois attendre le jour suivant, ce qui est 8 heures plus malade pour les enfants [...] - C'est vrai ce qu'elle dit. Ici, on n'a pas de pharmacies 24h/24, donc des fois tu es pas mal... Mon mari servait en Afghanistan l'année passée, et j'étais seule avec 4 enfants. (Carole, Élisabeth)

Besoins de francisation et de services en anglais

Les problèmes de communication que rencontrent plusieurs militaires anglophones lors de leur séjour sur la base de Valcartier est une difficulté typique. Lynn affirme que c'est à cause de la barrière de la langue qu'elle ne peut pas travailler à temps-plein en dehors de la maison. Elle dit avoir grandement apprécié le cours de Français offert par le programme « Emploi Québec », qui permet aussi de recevoir des dédommagements monétaires, mais aurait aimé qu'il dure plus d'un an.

Cette base n'est pas bilingue. Je me bas présentement avec le gouvernement fédéral pour rendre cette base et celle d'Edmonton bilingues, et la raison est, qu'en tant que femme francophone, anglophone, aller sur une base où tu ne peux pas communiquer, c'est totalement injuste pour cette femme, parce qu'elle ne peut même pas aller dans sa propre communauté et leur parler.
(Lynn)

Carole signale certaines difficultés du système de santé à dispenser des soins en Anglais, et Lynn trouve anormal de devoir être accompagnée, pour besoin de traduction, lors d'examens médicaux, ce qui brime son intimité. Elle émet toutefois une nuance entre les services gouvernementaux provinciaux et ceux offerts sur la base. Elle dit comprendre que le Québec ne soit pas bilingue, mais juge cet état de fait inacceptable en ce qui concerne la base militaire. Ces deux répondantes soulignent que la barrière de la langue est un obstacle dans l'exercice du travail militaire, ce qui soulève des questions de sécurité, mais aussi de dignité.

- J'ai une amie, elle est dans la réserve, et son mari a été muté ici, alors elle est venue avec lui...Et son unité lui a pratiquement dit que si elle n'apprenait pas à parler français, elle était inutile....et elle est ici depuis un peu plus de deux semaines [...] Elle a dit... «Je ne vais plus être dans la réserve. Je ne veux plus être traitée comme ça avec ceux avec qui je travaille», pas les personnes «pour qui» je travaille, mais «avec qui» je travaille [...]
- Mon neveu... Ils ne l'envoient pas suivre un cours de français. Il est anglophone et il est ingénieur. Il fait exploser des ponts. Je ne comprends pas comment ils peuvent s'attendre à ce qu'il travaille de façon sécuritaire s'il ne comprend pas les commandes [...] (Carole, Lynn)

Le besoin en ressources linguistiques est spécifique à la situation de la communauté militaire du secteur étant donné que plusieurs ne maîtrisent pas le français, ce qui peut avoir des répercussions négatives sur le bien-être des familles, pouvant nuire au travail (militaire ou autre), et par conséquent jouer sur le revenu familial, ainsi que restreindre l'accessibilité aux services de santé. La langue peut aussi être un facteur de division sociale sur la base, car certains parents anglophones, comme c'est le cas pour Carole qui dit s'identifier à la « communauté anglophone », préfèrent fréquenter d'autres militaires avec qui ils partagent un langage commun, facilitant ainsi le sentiment d'appartenance. La langue est le principal vecteur d'intégration sociale.

Le répit

Le mode de vie des familles militaires suppose la mobilité des conjoints qui servent dans l'armée, ce qui signifie pour les mères interrogées de vivre une situation dans laquelle

elles se retrouvent souvent seules à s'occuper des tâches domestiques et parfois, à devoir concilier celles-ci avec un travail à l'extérieur. Contrairement au groupe de mères monoparentales, les militaires disposent d'une sécurité financière (revenu, soutien de l'armée, accessibilité des services, voiture, activités). Si le besoin de répit n'est pas si présent dans les propos des répondantes, c'est parce que les mères militaires bénéficient d'une structure monétaire relativement solide. C'est aussi dû à l'injonction d'autonomie intériorisée qui freine la volonté d'expression d'une demande de répit.

Ce besoin rarement abordé est parfois présent de manière implicite. Le besoin de répit ne se reflète pas dans la volonté de se libérer d'une situation matérielle éreintante qui gruge la marge d'autonomie personnelle, mais correspond à la recherche d'un temps de qualité supérieur, avec ses enfants, soi-même, au désir d'amélioration des services de loisirs. L'idée du répit est aussi sous-jacente au désir d'une des répondantes d'avoir accès à une banque de gardiennes pour libérer des moments pour son couple. Cependant, lorsque les répondantes parlent de leurs besoins d'accessibilité aux médicaments et des difficultés de trouver de l'aide professionnelle dans les moments où les enfants tombent malades, une certaine panique ou un découragement est exprimé, laissant entrevoir qu'elles se sentent parfois submergées par l'obligation de devoir s'occuper seules des enfants, sans oublier que le nombre d'enfants par répondante est relativement élevé (trois à quatre enfants).

Les mères militaires ne peuvent pas toujours compter sur leur réseau familial qui est habituellement éloigné, une situation qui peut impliquer une solitude chez certaines, et un besoin de répit, car la gestion des tâches peut devenir étouffante. Avoir quatre enfants et un mari souvent absent (en moyenne 9 mois par année (Lynn)), rend la présence des mères à la maison nécessaire (trois répondantes sur quatre). Cependant, la tendance générale chez les mères interviewées était d'entrevoir positivement les nombreux déplacements familiaux et la vie de mère seule à la maison, comme une possibilité de découvertes et comme un choix. Il semble que lorsque les contraintes imposées sur soi sont interprétées comme étant le résultat d'un choix personnel, la signification accordée à une même situation peut prendre une toute autre teinte, avec le sentiment d'être libre de faire ce qui doit être fait.

Cependant, l'absence du mari peut aussi être vécue plus difficilement, notamment lorsque la mère doit concilier un travail hors de la maison avec les responsabilités

familiales. C'est la cas d'Anne qui exprime s'être sentie parfois très seule dans les moments difficiles, exténuée, notamment lorsque les enfants sont malades, sans proche sur qui compter. C'est elle qui a le plus explicitement évoqué le besoin de répit.

C'est là, tu te sens très isolée, parce que tu n'as pas ce partenaire pour se réveiller avec les enfants et t'aider. Tu vas à l'urgence, et tu es comme...une morte vivante, et les enfants sont morts vivants [...] Quand tout va bien, tout va bien, mais quand certaines choses commencent à mal tourner... Et tu as cette maman exténuée qui commence à prendre des mauvaises décisions, et les enfants deviennent de plus en plus malades, et si tu n'as pas cette personne (Anne)

Cette répondante souligne sa retenue à demander de l'aide aux autres mères militaires car elle sait qu'elles aussi sont débordées par les tâches familiales. Elle exprime donc implicitement l'idée d'un manque de répit généralisé chez les mères militaires. Elle nous a confié en privé s'être sentie très dépourvue et avoir nécessité ce support humain plus ou moins absent, en faisant part notamment de moments où elle était tellement débordée qu'il lui manquait du temps pour prendre des douches et ce, pour quelques jours consécutifs. La fierté militaire de ne pas perdre la face devant ses pairs, de demeurer fort dans la solitude, de rester autonome et de ne pas vouloir demander de l'aide semble s'estomper lorsque les besoins se font plus pressants, La conciliation travail-famille peut être très contraignante pour une mère seule à la maison, comme Anne, qui exprime plus ouvertement manquer parfois de répit, et s'être retrouvée dans des situations très pesantes. La honte reliée à un manque d'autonomie semble donc pouvoir être altérée dans certaines situations où les besoins se font plus urgents. La distance avec les proches et le travail rémunéré sont les facteurs sous-jacents au manque de répit et au sentiment de solitude évoqués par Anne lors de l'entretien.

Les perceptions de besoins des familles monoparentales

Le groupe des familles monoparentales est formé de trois mères, ayant entre la mi-vingtaine et la mi-trentaine, qui ont soit été approchées directement par un des membres de la Table pour participer à l'enquête, soit suggérées par un autre parent de leur entourage et nous ont remis leur contact téléphonique. La méthode du bouche à oreille explique pourquoi nous retrouvons deux amies de longue date dans notre échantillon, Samantha et Léonie, dont la dernière s'avère aussi être l'amie de l'ex-conjoint de Julie. Le revenu après impôt de ces mères varie entre moins de 10 000\$ et 20

000\$, plus les allocations familiales. Deux sont locataires d'appartement, et l'autre habite dans une coopérative.

Léonie a deux enfants, un garçon et une fille, de 2 et 4 ans, et n'a que très peu de contacts avec le père. Elle s'occupe donc principalement à elle seule des tâches ménagères et du soin des enfants. Elle n'a pas de travail rémunéré.

Samantha a deux filles, de 5 ans et 6 ans, dont le père a l'interdiction juridique de visite. Elle travaille à Québec, quatre jours par semaine, et s'occupe de reconduire ses enfants pour la garderie et l'école en suivant un horaire chargé et bien délimité, qui intègre aussi la prise en charge des tâches domestiques ainsi que l'étude liée à son nouvel emploi.

Donc moi, une journée type pour moi, sur semaine, c'est que je me lève à six heures moins quart, je...vais préparer les vêtements de tout le monde, après ça je lève les enfants, je leur fait à déjeuner, et le tout pour qu'on arrive à mettre Stella dans l'autobus scolaire à 7h30. [...] Ensuite, je rentre de mon travail à 16h30, je réaffronte le trafic, je vais chercher Jeanne à la garderie, je remonte chercher Stella en haut à l'école [...] je rentre chez moi aux alentours de 17h30-18h45, puis là c'est le branle-bas de combat pour le souper. Ensuite les bains, ensuite les lavages tout ça, puis...j'ai un emploi qui est merveilleux pour ça, ça permet la conciliation travail-famille. Je ne travaille pas le vendredi après-midi, donc c'est là que je fais les courses. [...] La fin de semaine, le samedi avant-midi...moi puis les deux filles ont met toutes la main à la pâte pour « clearer » le ménage plus vite, puis après ça on s'organise pour aller jouer dehors. Le samedi matin, on va au cours de ballet, on fait du ménage, on va jouer dehors, puis après ça le dimanche on essaie d'aller patiner ou nager. Puis, on prépare les devoirs pour la semaine d'école qui s'en viennent, puis si j'ai pas eu le temps de commander, parce que je me commande des repas qui sont livrés par une entreprise à tous les dimanches soirs chez nous pour essayer de m'éviter d'avoir à cuisiner. [...] À tous les soirs, mes soirées sont occupées à faire des lunches pour le lendemain [...] faire de l'étude pour mon travail, parce que je viens de commencer. (Samantha)

Julie a deux filles, de 2 et 6 ans, dont le père est présent; leur rupture est récente. Elle est « maman à la maison » et s'occupe des enfants durant la semaine tandis que le père en a la garde les fins de semaine.

Besoins financiers

Être dans une situation monoparentale influe considérablement sur la situation financière des familles. Elles doivent réguler leurs dépenses en se basant sur un salaire unique ou, comme c'est le cas pour deux des mères interviewées, dépendre d'allocations et de programme d'aide gouvernementaux dans un contexte sociétal où le coût de la vie

« normale » tend désormais à requérir l'apport de deux salaires. Si le téléphone et Internet sont considérés comme des commodités qui vont de soi pour la plupart des ménages, d'autres doivent s'en passer par souci d'économie, comme l'explique Julie lorsqu'elle mentionne ses difficultés d'accès à l'information concernant les services offerts par les organisations communautaires du secteur : « Il y en a beaucoup qui n'ont pas Internet. Faut penser que ce n'est pas tout le monde qui a un ordinateur aujourd'hui. Ce n'est pas tout le monde qui a les moyens » (Léonie).

Même en habitant la banlieue et en étant plus éloignées des agglomérats de services, la voiture ne semble pas être conçue comme un élément essentiel chez les mères interrogées, qui priorisent d'autres types de dépenses, à l'exception de Samantha qui utilise la sienne pour effectuer le trajet quotidien entre la maison, la garderie, l'école et le travail. Bien que le « répit » et les « activités » soient les premières réponses ressorties lorsque nous avons demandé aux mères quels étaient les besoins indispensables pour le bien-être d'une famille, il faut toutefois prendre en compte que l'accès aux activités et le répit sont étroitement liés à la capacité financière des foyers. Par exemple, posséder une voiture réduit grandement le temps de déplacement requis pour se mouvoir d'un point d'activité à l'autre, dispersés dans le secteur des banlieues étudiées, qui plus est, mal desservi par le transport en commun, et peut ainsi augmenter le temps alloué au répit personnel. Cependant, la voiture, et même le transport en commun, nécessite des dépenses que ne peuvent pas se permettre toutes les mères interrogées, comme le mentionne Julie : « Le transport, c'est un gros problème parce que plusieurs mères, pères, ou peu importe, n'ont pas d'auto....tu sais, on n'a pas tout le temps des sous pour l'autobus » (Julie). Bien que Samantha se déplace en voiture pour le travail, le trafic imposé ajouté aux obligations parentales, on ne peut pas affirmer que son train de vie soit plus reposant que pour les deux autres mamans-à-la-maison.

Les monoparentales qui ont des enfants comme moi qui vont à l'école, puis qu'après ça, c'est la semaine de relâche, puis que je viens de commencer un nouvel emploi... je la mets où ma fille? Il y a des camps, à 30\$ par jour, que j'ai trouvé. C'est le moins cher que j'ai trouvé. (Samantha)

Le répit des parents lorsque les enfants se font garder n'est pas chose acquise pour ces mères monoparentales qui toutes trouvent les services de garde trop dispendieux, sans compter les problèmes d'accès aux CPE en forte demande.

Selon Julie, c'est le côté financier qui représente la nécessité de premier ordre pour les jeunes familles. Elle fait part des complications particulières qui découlent de la séparation, évènement du parcours de vie habituellement marqué par la perte d'une des sources de revenu familial et d'une croissance des besoins pour deux ménages plutôt qu'un. Le sentiment, parfois pesant, de manquer de ressources monétaires est partagé par l'ensemble des répondantes et est exprimé à divers moments de l'entretien. Elles font toutes mention des conséquences monétaires qui suivent le moment de la rupture : «Puis je suis tombée...j'étais enceinte avec mon bébé, pas d'argent» (Léonie). « Puis le côté, je dirais financier, mais plus le côté...Quand tu te sépares, pour faire une histoire courte, on se sépare, puis, t'as le loyer sur le bras. On s'entend, on a tout un loyer » (Julie). « Moi manger mes bas, combien de temps? Je suis descendu à 95 livres » (Samantha).

Comme moi, j'ai été 10 ans avec lui, puis pendant 10 ans, j'ai été comme 7 ans mère-au-foyer, tu sais, vraiment mère-au-foyer. Je m'occupais juste d'être chez nous, faire mes petites affaires [...] il nous faisait vivre, s'occupait des finances, tu sais, quand je suis arrivée toute seule, j'ai trouvé ça dur. [...] Moi je suis tombée du plus au moins. (Julie)

Deux mères ont mentionné leur problème d'endettement lors de l'entrevue. Cette réponse de Samantha illustre bien la sensation d'étouffement causée par l'impossibilité d'équilibrer ses revenus (travail et allocations) pour qu'ils suffisent aux dépenses engendrées par les besoins jugés essentiels à son fonctionnement quotidien, notamment le loyer, le téléphone et la voiture.

Je suis dans le trouble avec la garderie puis avec le service de garde... Une fois que j'ai payé mon logement, mon électricité, puis le téléphone, puis mon gaz pour me rendre à l'ouvrage, puis l'épicerie, il ne m'en reste plus. Je dois à peu près 700\$ à la garderie, puis ils m'appellent tous les jours, puis ils m'écoeurent avec ça. Puis quand même je lui dis « J'en ai pas d'argent. ». Je n'en fabrique pas, j'en imprime pas. [...] Finalement je me retrouve que la PUGE m'a été coupée, ça me coûte la même affaire qu'avant pour la faire surveiller...à la garderie au moins, bon, les dîners sont fournis [...] en bout de ligne, elle se fait surveiller pour 7\$ par diner puis j'ai pas les moyens de le payer. J'arrive juste pas [...] Étant monoparentale avec 100% des frais de garde des enfants, un père introuvable, qui aide fichtrement à rien, d'avoir la prestation universelle qui est coupée au moment où est-ce qu'ils rentrent à l'école, puis qu'on a des frais de plus... On est pris à la gorge, puis en plus ils nous arrivent avec une facture de 85\$ de plus pour les sorties, puis une autre facture pour le matériel reproductible, puis une autre, puis une autre, puis une autre... on se retrouve submergées, puis on se fait couper des allocations... (Samantha)

Les mères interrogées ont toutes vécues des moments où elles se sont senties « prises à la gorge », les contraignant à couper leurs dépenses au niveau des besoins les plus

fondamentaux, notamment la nourriture. Tant que les besoins demeurent satisfaits quotidiennement, ils tendent à glisser dans le registre de l'inconscient, car leur satisfaction fait partie de l'« ordre des choses ». C'est au moment où ces besoins essentiels deviennent difficilement comblés qu'ils apparaissent explicitement à la conscience comme prioritaires. Sinon, ils tendent à demeurer dans l'ordre du quotidien, de l'acquis, de l'invisible. Les besoins en matière de logement, de nourriture et d'habillement, qui n'avaient pas été mentionnés spontanément au début de l'entretien, sont ensuite affirmés implicitement lorsque les discussions se sont approfondies autour de la thématique des difficultés financières.

On est déménagé là-bas, c'était nouveau, c'était récent. On a fait une sous-location dans le fond. Le logement est à mon nom. [...] Puis moi, quand je suis arrivée là-bas, on n'était pas séparés. On était nous deux. On avait deux revenus, c'était correct. On était capable de payer. Quand j'ai mis l'autre à la porte, je me suis retrouvée toute seule. J'avais juste les allocations parce que j'étais maman-à-la-maison, puis c'était l'autre qui me faisait vivre. Je n'avais pas d'aide sociale. J'ai été 3 mois...à « rusher », prendre du retard. [...] J'ai tout coupé, je te dis, tout coupé. [...] Puis là, j'essayais de trouver de l'aide, j'ai appelé des ressources [...] J'ai dit : « Écoutez, soit que je donne mon argent pour payer le loyer, [...] puis je ne me nourris plus, je n'ai j'ai plus de bouffe, je n'ai plus rien ». Là, j'étais comme assommée [...] Ils m'ont donné de la bouffe, tout ça. C'était pas pire, mais il y a des choses que les organismes ne donneront pas, puis que tu as besoin, c'est essentiel : du papier de toilette, du lait, pain... Ils m'ont donné beaucoup de cannages, mais les organismes ne me donneront pas tout, tout, tout le « nécessaire » [...] Je me suis ramassée qu'il a fallu que j'en enlève beaucoup sur le loyer. Je me ramassais avec une grosse dette sur le loyer. (Julie)

Le loyer et la nourriture sont donc conçus implicitement comme des éléments essentiels à la vie familiale qui vont normalement de soi, mais qui peuvent devenir problématiques lorsque les ressources monétaires diminuent après une rupture. L'exemple de Julie montre comment sa nouvelle situation monoparentale, en lien avec son travail domestique non-rémunéré, l'a amené à faire l'expérience de la privation, parfois vécue de façon catastrophique, due à l'insatisfaction des besoins nécessaires. Les privations dans ces postes de dépenses ne sont pas volontaires, ni anticipées avant de s'imposer.

Les trois mères ont toutes mentionné avoir eu recours aux services d'organismes communautaires ou institutionnels, comme *Partage Chrétien*, à un moment ou l'autre de leur parcours pour leur venir en aide. L'une d'elles a mentionné la difficulté d'obtenir de l'information au niveau des ressources communautaires du secteur. L'aide financière provient aussi du milieu institutionnel, comme c'est le cas d'une des mères qui nous a

dit avoir participé au programme SIPPE. Toutes les trois ont aussi évoqué le sentiment de culpabilité ou de honte lié à leur situation de précarité économique, conçue comme un signe d'infériorité personnelle ou comme un manquement à leur rôle parental par rapport à la norme sociale.

Je peux vous dire qu'on a passé quatre jours, moi puis les enfants, tu sais le matin tu te lèves, tu trouves ça plus... Tu pleures... Tu te dis : « ca fait tellement [...] ils pourraient te donner du lait, ils pourraient te donner le pain ». Tu pleures.

- Il y en a eu des matins comme ça, puis même des soirées comme ça aussi, où est-ce que là, on est obligé de dire : « Regarde, à soir, on va aller emprunter du pain à la belle-mère puis on va manger... une couple de toasts.

- C'est ça. Une couple de toasts au beurre de peanuts...C'est gênant. Tu te sens mal en tant que parent.

- Bien c'est parce que, les enfants, ils ne méritent pas de... de souffrir de la faim.

- C'est ça. Ils ne méritent pas de ça, par rapport à la séparation.

- C'est ça. La faim ça fait mal. (Julie et Samantha)

Le sentiment de honte qu'engendre la défavorisation économique peut parfois aussi être évacué en cours de parcours, lorsque le parent cesse de concevoir sa situation dans les termes de la responsabilité individuelle.

Il y a du monde qui sont gênés aussi d'aller cogner aux portes, aller chercher de l'aide. J'ai été gênée jusqu'au jour où est-ce que je me suis dit : Ben dans le fond, j'ai faim. De la nourriture, je ne peux pas aller m'en chercher dehors parce qu'il y en a pas, parce qu'on a décidé qu'on vivait dans une société comme ça. S'il y a des places où je peux aller en chercher, bien je vais y aller. À un moment donné, j'ai le droit de manger. Puis je mérite de manger dans le fond. Il y a une mentalité à changer. (Léonie)

Le parcours de Léonie l'a amené à concevoir les buts et objectifs promus par la société comme irréalisables compte tenu des obstacles aux ressources nécessaires pour les atteindre dans une situation comme la sienne. Au lieu de se sentir responsable de sa précarité économique en adoptant le discours tenu par l'idéologie (néo)libérale qui tourne autour de l'idée que le bonheur dépend de la volonté individuelle, elle n'accepte pas le stigmatisme du « pauvre ». Elle a un désir de transformation sociale. Elle affirme avoir transformé sa « honte » en « droit », d'avoir remplacé la culpabilité par une revendication de justice sociale et même en de dignité (« je mérite »).

Les mères ont laissé savoir qu'elles allaient dans les friperies pour acheter les vêtements de leurs enfants à coûts plus modiques, par obligation plutôt que par choix. Deux des répondantes ont néanmoins souligné avoir ressenti de la pression de la part de l'institution scolaire, qui leur a laissé savoir que les vêtements portés par leur enfant

étaient inadéquats pour l'hiver. Leurs anecdotes montrent comment il peut être difficile de concilier les nécessités économiques et le respect des conventions qui peut influencer le niveau d'intégration dans un groupe de pairs.

- Il a fallu que je lui trouve un bas de suit. Je n'avais pas les moyens de lui en acheter un neuf. J'ai fait le tour des friperies, je n'en ai pas trouvé à sa taille. J'en ai trouvé un qui été un peu trop grand. L'école me fait une plainte que son bas de suite est trop grand... C'est un enfant, elle va grandir... « Comprenez-vous? L'argent, je ne l'ai pas ». J'en invente pas.... « Ah bien ça lui en prend un autre. Ah bien regarde donc! Eux-autres ils ne l'aiment pas son modèle, bien on va aller lui en acheter un autre ». Ça ne marche pas de même.

- Moi aussi l'école ont fait ça, mais avec les bottes à ma fille. Ils ont fait une plainte deux fois, puis finalement ça a viré qu'après deux coups de téléphone, après deux lettres qui m'ont envoyées chez nous en disant : « Écoutez, les bottes de votre fille sont trop grandes. [...] C'est les seules bottes que j'ai trouvées, justement dans une friperie comme elle. J'avais pas trouvé mieux...Oui il y a peut-être ça de jeu, mais elle n'avait pas le choix de faire avec [...]

- Par rapport à ça, oui on est défavorisées, parce qu'il y a comme des « standards » dans l'environnement qui nous entoure, mais qu'on n'est pas capable de remplir nous autres. Ce n'est pas nécessairement facile à ce niveau-là... Oui, il y a une pression sociale. Une pression des pairs aussi. (Julie, Samantha)

Les mères monoparentales interrogées ont mentionnées à plusieurs reprises des problèmes rencontrés dû au manque de ressources monétaires, notamment en lien avec le coût du transport de leurs enfants à des activités et des activités elles-mêmes, les frais de garde, les dépenses régulières touchant le loyer, l'habillement et la nourriture, et à l'endettement. Le sentiment d'être incapable de reprendre le dessus et d'étouffement se mêle parfois à un sentiment de gêne liée à une situation de défavorisation. Ce besoin en support financier semble donc être le manque déterminant plusieurs autres besoins.

Besoin d'activités

Les mères ont dirigé une bonne partie de la discussion autour de la question de la pertinence et la quantité d'activités offertes dans leur milieu ainsi que leur degré d'accessibilité en rapport aux dépenses et transport. Après le répit, il s'agit du deuxième besoin le plus ciblé directement dans les discours des répondantes. Les activités offertes sont souvent jugées trop chères, trop éloignées, non-adaptées aux jeunes familles ou simplement inexistantes : « Il n'y a pas de parcs 0-5 ans dans la Haute-Saint-Charles, en passant » (Léonie). Les heures d'ouverture causent aussi problème lorsqu'il s'agit de concilier travail et loisir.

J'ai un autre truc qui me tanne. Mes enfants adorent la natation, mais par exemple, à Loretteville, la piscine au coin de la rue Racine est tout le temps ouverte à tous les jours pour les personnes âgées. Les bains libres pour les jeunes enfants avec leurs parents c'est le mercredi, de 12h30 à 13h30. C'est tout. (Samantha)

Une des mères affirme trouver trop chères les activités se déroulant dans les gymnases de la Ville de Québec et souligne son incompréhension vis-à-vis de la légitimité des frais actuels; les taxes municipales devraient, selon elle, suffire à lui permettre de jouer au badminton sur un terrain avec sa propre raquette pour moins de 25\$/h par exemple. Toutes les mères interrogées connaissent « Accès Loisir », programme visant à accroître l'accessibilité aux activités culturelles et aux loisirs (gratuits) pour les personnes dans une situation de faible revenu. Cependant, l'accessibilité économique ne peut contrer les problèmes de déplacement vers les lieux d'activité en question, un problème soulevé par l'ensemble des répondantes. La voiture devient nécessaire, mais elle n'est pas une donnée constante chez les familles monoparentales.

Oui, une activité gratuite. C'est le fun. Sauf que le transport... Les inscriptions, c'était à Loretteville, mais l'activité se déroulait à Val-Bélair. [...] Sérieusement, ce n'est pas « faisable » avec deux enfants. Ma plus vieille, elle est capable de marcher. Ma plus jeune, en carrosse, l'hiver, avec le carrosse dans le banc de neige... On prend l'autobus, puis l'autobus... C'est pas un cadeau. [...] Tu sais les services sont offerts, mais tout à moitié. C'est beau le programme, c'est gratuit, mais si la mère n'est pas capable de se rendre, parce qu'elle n'a pas de lift, ou... l'autobus, c'est inaccessible. (Julie)

C'est pourquoi lorsque les mères discutent de la mise en place d'une salle où les enfants pourraient se dégourdir, le critère sur lequel elles insistent est celui de la proximité du lieu : « Bien de quoi de central. Admettons qu'ils prennent quelque chose pas loin, où la rue Racine. Des autobus, il y en a à tous les 15 minutes » (Léonie 18). L'une d'elle a aussi mentionné le fait que les activités à prix modiques intéressantes sont localisées au centre-ville. Les répondantes ont néanmoins trouvé différents moyens pour participer à certaines activités, en ayant recours à des services institutionnels ou au covoiturage avec des proches. Deux des mères se tiennent en effet très occupées, par des activités artisanales, l'entraînement ou l'implication communautaire par exemple, et leurs enfants aussi, qui vont patiner, nager ou danser.

Le transport c'est important, parce que, le CLSC où est-ce je vais, je sais que c'est merveilleux. Ils m'ont offert une activité. Je fais partie de l'activité, puis c'est pas pire, j'ai le transport fourni. Ils viennent me chercher, viennent me porter, il y a un mini-bus. On fait le tour des Saules, on va chercher les mamans puis les papas avec les mini-bus. C'est l'fun. Ça coûte des sous, l'organisme ils ont des sous pour ça, c'est super. [...] Toutes les mamans du quartier, on va toutes les chercher. À 8 heure chez vous, 8h05 l'autre maman, 8h10... On se rend toutes à la même place. Puis on revient en autobus. (Julie)

Un vendredi sur deux, j'ai les enfants de Léonie chez moi pour dormir, puis après ça, je voyage la fille de Léonie au cours de ballet le samedi matin avec mes enfants... Ça se gère plutôt bien quand même. (Samantha)

Afin que les parents eux-mêmes puissent participer à des activités et se libérer de leurs tâches quotidiennes, ils doivent avoir accès à un service de garde, ou avoir des personnes sur lesquelles compter. Léonie est celle qui a le plus explicitement exprimé vouloir se dégager des moments bien à elle, mais elle a souligné que cette possibilité de loisir n'était pas garantie.

Le dimanche matin, j'ai des cours de danse avec mon fils. C'est parents-enfants. Le samedi, ma fille fait du ballet, mais c'est à l'autre centre communautaire. Mais sinon, moi le lundi soir, je fais du training fessier au centre communautaire [...] Avant, leur père ne travaillait pas le lundi, mais là il vient juste de changer d'horaire, donc exceptionnellement, j'ai réussi à demander à ma mère. Puis là, comme elle ne les voit pas souvent, elle m'a peut-être dit que peut-être... On verra. C'est une heure le cours. On s'entend que ce n'est pas la mer à boire! Je pars une heure et demie! [...] Sinon, j'ai une gardienne moi. Je paye 5\$ de l'heure. Ça fait cher quand tu sors. Si elle vient une heure, ce n'est pas si pire 5 \$. Deux heures...ah là, ça commence à monter! Tu veux sortir une soirée, c'est parce que... J'ai 27 ans. J'ai encore le droit de sortir je pense. C'est encore le temps (rire). (Léonie)

Cette demande en matière de loisir relatée en entrevue peut s'expliquer par deux raisons. La première est le désir de développer une proximité affective avec les enfants en passant des moments de qualité avec eux. L'autre concerne plutôt la volonté d'épanouissement personnel qui va de pair avec le temps passé uniquement avec soi-même, lorsque les enfants vont à leur cours hebdomadaire de danse ou de natation par exemple, ou bien lorsque la mère va elle-même à son cours de yoga pendant que les enfants se font garder. Exprimé parfois en termes familiaux, parfois en termes individualistes, il est donc possible de lier le besoin d'activités à deux autres facteurs sous-jacents, soit un besoin de répit personnel, ou un besoin de développement des liens familiaux.

Afin de pallier ce manque en activités adaptées aux 0-5 ans et à leurs parents, la solution la plus fréquemment évoquée comme souhaitable lors de l'entrevue concerne la mise en place d'un endroit centralisé (à Loretteville), facilement accessible et ouvert en tout

temps, c'est-à-dire de jour pour les parents qui sont à la maison, mais aussi de soir et de fin de semaine pour ceux qui travaillent à l'extérieur. Léonie trouve qu'il y a une carence de ressources communautaires en ce qui a trait aux services et ateliers offerts pour les jeunes enfants et leurs parents. Elle souligne que des organismes tels que « le Jardin de la Famille » situé aux Saules, ou « La Maison Ouverte » à Charlesbourg, manquent dans le secteur de Loretteville. Les mères interrogées aimeraient pouvoir se rendre à un centre de loisir, ou un grand gymnase où il serait possible pour les enfants et les parents de se réunir, un espace intérieur qui servirait à dégourdir les jeunes, mais qui est aussi conçu par les répondantes comme un espace de rencontre avec d'autres parents : « [...] dans un endroit où les enfants pourraient aller bouger, pendant que les parents peuvent jaser, échanger les problématiques, des trucs » (Samantha)

- Je trouve qu'il manque de quelque chose. Il manque quelque chose pour accrocher les familles ici aussi. Ce n'est pas assez famille.
- Par exemple, on n'a pas de maison des jeunes.
- Non. On sait que la population est vieillissante...
- On n'a pas un gymnase où on peut se réunir avec nos enfants qui ont besoin de bouger, nous qui sommes en appartement, quand il ne fait pas beau pendant une longue période. Les enfants ont besoin de bouger. On n'a pas de gymnase où l'on peut se réunir, puis que les enfants lâchent leur fou un peu. Ça n'existe pas. (Léonie, Samantha)

Ce n'est pas nécessaire non plus que ça soit gratuit, au pire... Peut-être que les familles justement, qui n'ont pas les moyens, bien peut-être que ça prendrait une carte spéciale pour elles. Comme on donne avec « Accès Loisir » des places, bien ça pourrait être pareil à la limite. Les gens pourraient peut-être se mettre membres, membres au gym... (Léonie)

Le besoin en matière de loisir se résume en un problème d'accessibilité, lié à la question du transport et au manque de ressources financières. Au quotidien, les mères tentent de remédier à ces manques par divers moyens, comme c'est le cas pour Léonie et Samantha, dont le lien d'amitié prend parfois la forme d'un covoiturage qui leur permet de faire participer leurs enfants aux mêmes cours de danse. Cette coopération permet de remédier partiellement aux problèmes de transport et d'accès aux garderies. En prenant à tour de rôle la garde des enfants une fois par semaine, elles se partagent des temps de répit personnel ainsi libérés. Cette nécessité de répit permet d'expliquer le besoin d'activités pour les enfants qui, lorsque comblé, permet d'offrir un moment au parent pour se départir de ses responsabilités familiales. L'accès au loisir est aussi convoité par les parents dans le but de passer des moments de qualité en famille. L'intérêt démontré en entrevue envers l'idée d'aménager un grand gymnase, ou une aire disponible dans laquelle les

enfants pourraient venir bouger à l'année longue, est rattaché implicitement au désir de rencontres entre parents, à l'envie de construction des liens communautaires.

Besoin de transport

Chez les familles monoparentales qui doivent concilier quotidiennement le travail à l'extérieur de la maison et les tâches familiales, la planification du temps devient prioritaire, surtout lorsque le contexte banlieusard rend l'affrontement du trafic inévitable, comme c'est le cas pour Samantha qui travaille au centre-ville. Les deux mères interrogées sans emploi rémunéré et sans voiture dépendent du soutien de leurs proches pour effectuer leurs déplacements, mais cette assistance demeure circonstancielle. Par exemple, Samantha transporte régulièrement Léonie, et l'ex-conjoint de Julie lui offre parfois de les conduire elle et leurs filles. Ces deux mères doivent souvent utiliser le système de transport en commun, ou bien limiter leur parcours afin qu'il puisse se faire à pied. Léonie aimerait qu'il y ait un système de transport adapté semblable à celui offert pour les handicapés et les autistes qui viendrait chercher ses enfants directement à la maison pour les apporter ensuite à la garderie ou à l'école.

- Comme le transport adapté que je parlais tantôt. Moi j'aimerais peut-être ça que ma fille puisse en avoir un. Ça ne me tente pas de payer le taxi aller-retour, puis en plus de ça, sérieusement, je ne suis même pas sûre que j'ai le droit de la laisser partir toute seule de même! [...] c'est parce que je n'ai pas cet argent là un moment donné.

- Le transport, c'est un gros problème parce que plusieurs mères, pères, ou peu importe, n'ont pas d'auto. On n'a pas tout le temps des sous pour l'autobus [...] on n'a pas toujours du monde pour dire : « peux-tu aller porter, chercher ma fille ? ». Cette semaine-là, la personne ne peut pas, bien tu es dans le caca. (Léonie, Julie)

- Ma fille est inscrite dans une pré-maternelle, puis là son père vient de changer d'horaire de travail; il ne peut plus aller la reconduire, puis je ne peux pas plus y aller, parce que j'ai 40 minutes à attendre entre deux autobus avec mon fils. Ça ne marche pas. Puis il faut que j'attende trois heures là-bas, à attendre qu'elle finisse son cours parce qu'on ne sait pas quoi faire...

- C'était moi avant. Je la voyageais un mercredi sur deux parce que j'avais mon mercredi après-midi, mais j'ai un autre emploi, donc là...

-Donc moi, quand quelqu'un change de job, je perds des affaires. (Léonie, Samantha)

Besoin de garderie

Pouvoir faire garder ses enfants va de pair avec la possibilité d'avoir des moments de répit personnel, le répit étant le besoin le plus souvent et clairement cité en entrevue par les mères monoparentales. Le répit devient nécessaire lorsque l'on doit jongler constamment entre travail, tâches domestiques, soins des enfants, école et garderie, afin de consolider sa liste de responsabilités dans un horaire réglé au quart de tour. Il est aussi important lorsque l'on doit s'occuper des enfants à la journée longue sans avoir recours à une aide extérieure : « Du répit? Non. C'est ça, c'est quasiment impossible. Il n'y en a pas. Ça n'existe pas. Si ton enfant ne va pas à la garderie le jour, t'es fait! » (Léonie). Samantha souligne le problème pour les parents qui travaillent à trouver un endroit où mettre leurs enfants lors des congés estivaux et semaines de relâche et qui, comme elle, ne disposent que d'un seul salaire.

Le manque de répit devient pesant quand les frais de garde représentent une dépense insoutenable. Lorsque les enfants commencent à aller à l'école (pré-maternelle), le parent n'est pas toujours en mesure de faire les allers-retours aux heures de repas, alors les coûts de garde viennent s'ajouter à la facture.

- Il y a des garderies créditées à 7\$ ok, où ce que t'as le droit d'avoir de l'aide du gouvernement. Si tu n'es pas capable de payer, tu as de l'aide. Ok. Mais, service de garde, activités pour l'école, on n'a aucune aide financière. Comme moi au début de l'année, je n'avais pas d'argent puis l'école commençait. Ils m'ont demandé les frais d'école, si je voulais l'inscrire au service de garde. J'aurais aimé ça parce que moi avec la petite pitoune, je savais que l'hiver c'était difficile de chercher Tania, de revenir, sur l'heure du dîner. Tu sais, matin, midi, soir, comme tout le temps...C'était six fois aller à l'école aller-retour, moi avec la petite, l'habiller, la déshabiller tout le temps. C'était tannant. Bien je n'ai pas les moyens d'aller payer le service de garde complet. S'il y avait un organisme qui pourrait fournir la moitié, tu sais au moins un petit peu, puis je fournis la balance, pour les activités, plus les frais scolaires, sur l'heure du dîner, tout ça, le service de garde, ça serait déjà un gros plus pour certains parents, je suis pas mal sûre que ça dégorgerait...

- Oui parce que moi je suis dans le trouble avec la garderie puis avec le service de garde.

- Tu sais on s'endette. (Julie, Samantha)

Samantha soutient que pour répondre au besoin en garderie, l'idéal serait l'existence d'un endroit sécuritaire, avec du personnel formé et gratuit. Léonie fait référence à un système de répit mis en place par des organismes communautaires du secteur, mais se désole de son fonctionnement aléatoire; lorsque la garderie en question se trouvait avec une place disponible, elle appelait le parent pour lui laisser savoir, celui-ci devant aussitôt réagir et aller porter son enfant la journée même, ce qui ne laisse pas beaucoup

de marge de manœuvre pour la prévision et la planification de son horaire. Léonie et Samantha ont aussi émis l'idée qu'il serait intéressant de pouvoir avoir accès à une garderie où il serait possible d'inscrire ses enfants à temps-partiel, ou qui fonctionne sur appel.

Elles ont aussi fait appel aux services des « relevailles », un organisme composé de bénévoles qui a pour objectif de faciliter l'adaptation des mères à leur nouveau rôle parental en offrant un soutien dans les tâches ménagères et les soins des enfants, en se rendant directement à la maison des parents sur la base d'une contribution volontaire. Bien qu'elles aient apprécié ce service, elles déplorent le fait qu'il ne soit admissible que pour la période 0-6 mois du développement de l'enfant. Une d'elles souligne aussi que la moyenne d'âge élevée des bénévoles limitait le type d'aide qu'elle pouvait recevoir, suggérant qu'il était peut-être moins adapté aux jeunes enfants qui bougent plus qu'aux petits bébés.

Le critère de confiance est très important pour les mères interrogées lorsqu'il s'agit de gardiennage. Elles préfèrent des professionnels ou des gens qui ont reçu une formation, mais ne connaissent pas toutes les opportunités existantes.

- Je suis une fille de Saguenay, avec toute une famille de Saguenay, puis je n'ai pas beaucoup confiance en ma belle-mère. Ça prendrait, par exemple, une banque de gardiennes qu'on peut appeler, qui sont fiables, qui ont été interviewées. Moi je ne connais pas grand monde dans le coin qui peut...
- Mais ça, si tu veux ça, t'appelles au CJE ici, sur la rue Racine, puis eux ils ont ça à toutes les années, une banque de noms [...] puis ils les engagent entre parenthèses si tu veux. Puis eux-autres leur ont fait passé des entrevues. C'est sûr qu'ils ont leur cours de RCR [...]
- Encore une fois c'est de l'information qui ne se rend pas... à ceux qui en ont besoin. (Samantha, Léonie)

Samantha a relevé à plusieurs reprises au cours de l'entretien le problème de la circulation de l'information quant aux différents services communautaires du secteur, et ajoute que les parents « qui en ont besoin » ont davantage de difficulté à aller chercher cette information, parfois parce qu'ils ne possèdent pas les moyens de communication par lequel est véhiculée cette information. Les répondantes ont alors suggérés l'idée de centraliser l'information en un lieu de Loretteville, en érigeant un panneau bien visible sur lequel se trouverait les détails concernant les divers services offerts pour les familles, que ce soit au niveau du gardiennage, des salles de sport ou des activités, de sorte qu'elles sachent où aller chercher l'information.

Lorsque les ressources financières manquent, le moyen restant pour soulager temporairement les parents est d'avoir recours à leur réseau. Lorsque les liens entretenus avec les amis et la famille sont relativement solides et que les proches sont disponibles, les obstacles engendrés par le manque de ressources financières peuvent être grandement allégés. Par exemple, Julie est la seule des répondantes à avoir gardé un bon contact avec le père des enfants, qui les prend pour la fin de semaine, ce qui lui donne ses deux journées de « repos » hebdomadaires. Elle affirme aussi pouvoir compter sur sa belle-famille qui habite dans le secteur. La famille de Samantha est quant à elle éloignée, de plus que le père est interdit de visite, mais elle peut tout de même compter sur sa bonne amie Léonie, ou sa voisine, pour les urgences. Léonie, n'a pas de réseau social développé, elle ne parle pratiquement plus à sa famille et n'a pas beaucoup d'amis : « Aujourd'hui, j'ai l'impression qu'on ne peut plus compter justement sur les familles, sur les gens plus proches. Peut-être que certains oui, parce que moi... » (Léonie). Cependant, elle est très impliquée au niveau communautaire, ce qui lui donne accès à de l'information concernant différentes formes de soutien (familial, pour personnes à faible revenu, etc.) Elle peut aussi compter sur Samantha pour garder ses filles un jour au deux semaines grâce à l'entente coopérative entre les deux amies qui implique le partage du temps de gardiennage de tous les enfants, et par conséquent, du temps de répit ainsi alloué. Cependant, le soutien des proches n'est jamais garanti; le réseau n'est pas toujours stable ou solide, et les imprévus comme les conflits d'horaires sont à considérer.

Soins de santé

La discussion autour du thème des services publics (système de transport, santé, garderies, etc.) ne s'est pratiquement pas arrêtée sur la question des soins de santé, ce qui peut paraître relativement surprenant étant donné que le problème de l'accès aux médecins de famille. Cependant, il nous paraissait important de relater le cas particulier de l'une des mères, prise avec la gestion d'un drame familial d'abus infantiles. Elle affirme avoir besoin de support psychologique pour ses filles, en premier lieu, bien qu'elle aussi ait ressenti ce besoin à un certain moment pour pallier à sa détresse psychologique face à l'absence de soutien individuel et familial professionnel qu'elle déplore. Trouver ce type de support est, selon elle, « d'une complication terrible ». Cette mère a cherché de l'aide dans les CLSC, mais elle considère que les ressources

nécessaires n'y sont pas disponibles. Elle a parlé à des travailleuses sociales, à la DPJ, et a aussi fait pression au niveau des policiers et de la CAVAC pour recevoir du soutien, mais la CAVAC dit avoir les mains liées tant que la culpabilité du père ne sera pas formellement reconnue. C'est un soutien professionnel adapté qu'elle recherche, c'est-à-dire, selon elle, celui d'un psychologue, qu'elle n'a pas réussi à trouver au sein du réseau d'organismes communautaires, tels que « la Maison de la famille ». Il est possible d'avancer que l'offre psychologique du secteur privé lui est inabordable étant donné sa situation financière, ce qui la contraint à aller chercher l'aide au niveau des services publics, inhibant ainsi tous ses efforts. Pour soulager son découragement et ses craintes quant à l'avenir de la santé psychologique de ses filles, elle a reçu le support moral de sa famille, très présente, mais à distance, via le téléphone, ainsi que celui de sa bonne amie et de sa patronne. C'est par rapport au support fourni par le milieu institutionnel de la santé qu'elle se sent laissée à elle-même. En plus de l'aide d'un psychologue, elle apprécierait grandement pouvoir être mise en relation avec des gens qui ont vécu la même expérience et qui pourraient la conseiller dans cette épreuve.

Le Répit

Le répit apparaît encore en entrevue comme le besoin prédominant pour assurer un bon fonctionnement familial. Il s'agit du besoin qui a été évoqué le plus spontanément, son importance semblant faire l'unanimité auprès des mères monoparentales interrogées, qui ressentent ce manque comme un fait pratiquement insurmontable : « Du répit, non, c'est quasiment impossible. Il n'y en a pas. Ça n'existe pas » (Léonie 6). Les difficultés en matière de transport, d'activités et de garderie sont toutes reliées à cette nécessité de répit, qui est en sorte le besoin qui traverse toutes les sphères de l'existence. Mentionner le problème de la dispersion des activités en banlieue, mal desservie par le transport en commun, c'est faire implicitement allusion à la perte de temps qui en résulte, et qui est renforcée, pour deux des mères, par l'impossibilité monétaire de se déplacer en voiture. Les répondantes désireraient optimiser en ayant accès à un centre d'activité centralisé. Ce désir d'accessibilité aux loisirs sous-tend une volonté de répit personnel, car ils permettent de tenir les enfants occupés et de remplir son temps autrement, ou de passer des moments de qualité avec eux, ainsi qu'avec soi-même. Le besoin d'activités signifie chez les parents de pouvoir profiter d'un moment choisi, et non imposé, en se libérant provisoirement des tâches quotidiennes. Une période d'activité inscrit une rupture dans

le quotidien, marque le passage d'un temps contraignant à un temps contrôlé, synonyme de liberté, une liberté circonstancielle.

Leur désir d'épanouissement personnel, que l'on retrouve aussi dans les autres groupes, se superpose au besoin de repos plus fondamental qu'entraîne leur situation financière fragile. Si le besoin de répit est tant présent dans le discours des mères monoparentales, c'est que leur fondation monétaire est plutôt poreuse. En effet, si leur budget ne permet pas de satisfaire pleinement les besoins essentiels en matière de nourriture et de logement, il peut encore moins assouvir les difficultés liées au transport ou à la garderie. Les mères doivent alors apprendre à jongler entre les différentes ressources mises à leur disposition; elles ont l'impression de devoir courir entre le travail et la recherche d'organismes communautaires, d'être « prises à la gorge », prisonnières d'une situation stressante où les sources de revenu ne permettent pas de combler l'écart avec les dépenses nécessaires.

Les manques ressentis chez les répondantes en matière de transport, garderie, d'activités, tous dépendent d'une fondation monétaire fragile et se regroupent sous la notion de répit qui parsème le discours des répondantes. Le poids de la situation monétaire contraignante peut être amoindri par la modulation des normes sociales rattachées au modèle de l'idéal familial qui font pression chez les répondantes. Celles-ci peuvent prendre distance vis-à-vis de la normale sociale, s'identifier à un autre modèle normatif et réévaluer ainsi leurs besoins, aspirations et situation. Mais outre l'identification réflexive, la structure du réseau social est un élément primordial dans la manière de contrer les obstacles liés à la défavorisation économique. Par exemple, l'amitié entre Léonie et Samantha permet à chacune de profiter d'un moment de répit un vendredi sur deux, lorsque l'autre prend en charge tous leurs enfants. Julie bénéficie d'un contact privilégié avec son ex-conjoint et sa belle-famille, qui lui rend fréquemment service pour du gardiennage ou les déplacements en voiture. Les liens positifs tissés dans le voisinage font aussi office d'aide occasionnelle. Les mères interrogées ne sont donc pas totalement seules, leur réseau servant de coussin pour les aider à amortir les chocs provoqués par les lacunes financières, et ainsi trouver un peu plus de temps de repos.

Perception des besoins selon des locataires de HLM

Nous relatons les éléments principaux énoncés lors du focus groupes constitué de locataires. Les sujets abordés concernent leur perception de la nécessité et de la normalité des besoins qu'une famille devrait pouvoir satisfaire.

Portrait des répondants

Les propos résumés ressortent d'une discussion avec cinq locataires. Il s'agit de deux femmes et de trois hommes qui vivent dans des HLM, dans des appartements jumelés à prix modique. Ceux-ci vivent dans le même quartier, à l'exception de l'un d'eux. La plupart des locataires se connaissent. Une assistante sociale de quartier assure leur suivi. Ils vivent en situation professionnelle précaire : deux sont encore ou retourné aux études, un vient de se faire licencier, un autre travaille la nuit et une locataire est mère au foyer et son mari est conducteur de taxi (quand il trouve de l'emploi). Ils vivent pour la plupart de l'aide sociale avec un revenu de 10 000 à 30 000 dollars. Le travailleur de nuit et l'étudiante sont monoparentaux avec deux enfants à charge. Ils sont tous indiens, mais ne vivent pas dans Wendake. Ils ont de un à cinq enfants qui ont entre deux et onze ans.

Les parents réunis étaient plus ou moins d'accord sur les besoins qu'ils considéraient prioritaires pour une famille avec de jeunes enfants (vivant dans des situations similaires).

Besoins financiers

Les situations financière de nos participants ont chacune leurs particularités. Le point commun est qu'ils reçoivent tous de l'aide financière du gouvernement sous divers formes : des activités pour les enfants, des services gratuits ou à prix modique, un encadrement, une aide pour le logement, etc. C'est d'ailleurs par le biais de leurs intervenantes sociales que nous les avons contactés. Cette dépendance financière est inscrite dans un contexte familial qui les a menés à cette situation.

Nous avons deux types de composition de budget dans ce groupe de parents. Ceux qui vivent d'un seul revenu, c'est à dire les 2 parents seuls : la famille dont la mère est au

foyer et la famille où le père vient d'être licencié. Et ceux qui vivent sans revenu d'emploi, à savoir la mère monoparentale aux études et le couple aux études.

De plus, le revenu que perçoit un des ménages est irrégulier. Généralement, les revenus perçus ne sont pas élevés. Cette situation financière fait que chacun perçoit de l'aide. Ils doivent réguler leurs dépenses sur des salaires uniques et sur les aides extérieures. Cela les place dans des situations instables économiquement.

Leur situation financière n'est cependant pas figée : ils ont tous pour objectif de finir leur études, de trouver un travail stable. Sabine parle même de se remettre au travail quand ses enfants auront grandi. Ils ont tous comme idéal la famille nucléaire, posséder une maison, avoir des enfants et un bon salaire afin d'être autonome financièrement. Cet idéal auquel ils aspirent n'est pas énoncé comme tel quand ils parlent de leur projet futur car cet objectif n'est pas facilement atteignable.

L'aspect financier les handicape dans différentes démarches pour tendre vers cet «idéal». Ils sont rattrapés par le quotidien et doivent négocier avec les ressources disponibles. Ceci demande une organisation familiale difficile à gérer qui leur fait oublier ou reporter leurs projets. Sabine explique : «Moi, mon projet serait d'avoir mon permis. Peut-être l'année prochaine, parce que ma cinquième va aller à l'école l'année prochaine» (Sabine).

Cependant, ces parents font probablement partie des parents les mieux encadrés de la région. Ils ne veulent pas dire que rien est à améliorer : ils ne se plaignent pas de leurs faibles revenus. Ils sont plutôt reconnaissants des services qui leur sont proposés. Cette situation est d'autant plus acceptable que ces parents la perçoivent comme transitoire.

Le besoin perçu comme prioritaire pour évoluer -et que chacun considère comme indispensable- est de trouver un travail, de finir ses études afin de pouvoir avoir le contrôle de la situation. Ces parents vivent dans une instabilité situationnelle qu'ils essaient de stabiliser au mieux en améliorant leur situation par un travail, un permis de conduire, etc. Ils sont en quête de ce qu'ils pensent être la normalité pour une famille.

Pour moi, ce serait trouver un job du lundi au vendredi, parce que mes heures sont très stables. Il faut choisir le bon métier pour voir plus souvent mes

enfants. Ressources oui, quitte à avoir un orienteur pour me dire quoi faire.
(Vadim)

Moi pour ma part, je commencerai un cours en comptabilité au mois d'avril.
Donc moi, ce serait continuer mes études puis trouver une stabilité avec mes
enfants (Sophie)

Les besoins qui vont suivre découlent de cet aspect financier qui oriente leur mode de vie.

Une structure pour ma famille

Ces familles de locataires soulignent que la structure familiale est ce qu'il y a de plus important pour eux. Ils perçoivent cette notion comme le pilier central pour atteindre une stabilité dans leur vie familiale et atteindre leur idéal. Nous comprenons aux vues des autres groupes, que ce besoin de structure familiale est d'autant plus présent chez eux car l'instabilité financière leur fait faire de réelles « montagnes russes », et induit une perte de repères. La routine est établie moins clairement, que chez certaines familles de propriétaires. La situation financière et donc de travail étant variable, il est difficile d'atteindre une constante. Cette instabilité est alors perçue par les enfants et ceux-ci deviennent ingérables, comme l'expliquent Sophie et Sabine. Ces parents sont conscients que l'instabilité quotidienne a une influence sur leurs enfants. Ils connaissent donc la solution au problème. Malgré la volonté de faire au mieux, ils expriment cependant leur difficulté à atteindre cette stabilité.

Ben oui. C'est pas toujours évident d'avoir cinq enfants, ou deux ou un. Cela reste le même objectif : qu'on soit bien, qu'on soit bien avec notre enfant. Parce que moi -je vous dirais - quand je rentre chez nous je sais à qui je vais avoir à faire. Ce n'est pas qu'ils sont incontrôlables, mais si ce n'est pas l'un, c'est l'autre, et si ce n'est pas l'autre, c'est l'autre. Je trouve ça plate. D'avoir une structure je pense que cela aide. (Sabine)

Pour moi c'est aussi ça qui est le plus important. Si tu laisses aller ton enfant, il va faire n'importe quoi, il ne sera pas quand s'arrêter et ne sera pas où sont les limites. Je ne suis pas mal d'accord avec ce qui a été dit. (Jean)

Développons ici ce qu'ils entendent par «une structure familiale». Premièrement, cela implique une répétition constante des différentes activités et actions de la journée : l'heure du dîner, l'heure du bain, l'heure de se coucher etc. Cela fait référence à différentes règles de vie pour l'ordre de la maison, le ménage, les courses, le lavage qui doivent s'intégrer dans la routine familiale. Ces tâches doivent se planifier dans la semaine afin de ne pas toujours avoir l'impression d'être débordé.

De plus, l'éducation par les parents doit instaurer la discipline. Les parents expliquent qu'ils sont démunis quand leur enfants ne veulent pas s'habiller le matin, qu'ils ne veulent pas ranger, ou aller se coucher. Toutes ces habitudes du quotidien non acquises engendrent un sentiment d'insécurité chez les enfants, et de débordement et de manque de contrôle chez les parents.

Jacques explique qu'il n'hésite pas à demander de l'aide extérieure afin de mieux gérer son quotidien. Il souligne qu'une meilleure gestion est un gage de gain de temps et donc de répit pour les parents. Ce cercle vertueux doit être enclenché, explique Jacques. « Une fois que nous avons du répit, les enfants le ressentent. Ils se sentent plus en sécurité et se mettent à mieux nous écouter et nous avons alors moins de mal à les gérer ». Tous les parents présents approuvaient : c'est la base pour être heureux, pour s'épanouir dans sa famille, pour soi et pour ses enfants.

Besoin de se déplacer

Les transports ne semblent pas être une préoccupation. A cette question, deux ont le projet de passer leur permis sans que ce ne soit indispensable et les autres ont des voitures. Ils considèrent la voiture un moyen de transport pratique sans pour autant la mettre dans la grille des premières nécessités. Si les moyens financiers viennent à manquer, la voiture est considérée comme accessoire de luxe et ne sera pas retenue comme essentielle. Le système de bus ne sera cependant pas privilégié. Il est considéré comme « mal fait ». Ces parents vont plutôt utiliser leur réseau d'amis, les moyens informels comme l'explique Sophie qui utilise le bus qu'en dernière nécessité.

Moi, dernièrement, je viens d'avoir mon permis le 20 décembre et je viens d'avoir une voiture la semaine passée. Donc le système d'autobus : je prenais. Mais je demandais plus comme des systèmes de taxi à mes voisins. Parce que ma fille n'avait pas accès à l'autobus et puis il fallait que j'aille porter mon fils à la garderie c'est que... (Sophie)

Cependant, quand le réseau social ne permet pas un déplacement facile, les parents prennent le bus. Jean explique que sa femme prend le bus tous les matins avec sa fille pour la déposer à la garderie le temps qu'il ait les ressources suffisantes pour posséder une voiture. « Moi, je suis en train de faire mon permis et j'attends d'acheter une voiture,

justement. Sinon pour l'instant c'est pas mal le bus» (Jean). Il ne voit pas cela comme un problème, mais la voiture permettrait une amélioration de son mode de vie.

Besoin de gardiennage

Le gardiennage a aussi été mentionné, mais il fut moins l'objet de débats que pour les mères propriétaires. Une différence à signaler : les locataires sont contents d'avoir une garderie pour leurs enfants. Ils ne se préoccupent pas de ne pas avoir pu choisir la garderie. Les deux éléments qui se sont dégagés concernant la garderie portent d'une part sur la confiance et d'autre part sur le manque de gardiennage.

La confiance est au centre de leurs préoccupations. Elle est difficile à acquérir : elle est pourtant indispensable pour faire garder ses enfants et de façon plus large, dans la vie en générale. Les parents sont souvent partagés entre s'offrir un peu de répit et faire confiance à un tiers auquel confier leurs enfants. Un climat d'insécurité transparait dans leurs discours. Cette insécurité est d'abord financière. Elle se décline ensuite dans les rapports avec les autres. Elle a un impact sur leur confiance en eux-mêmes. Ceci se répercute sur l'organisation et la discipline qu'ils arrivent difficilement à tenir. Sabine explique qu'il faut que ses enfants partent de la maison pour qu'elle puisse un peu souffler, mais cela ne la rassure pas pour autant.

La semaine prochaine ils vont voir les Remparts, j'ai juste un peu peur pour mon petit bébé, si il doit aller aux toilettes, ... mais il faut avoir confiance.
(Sabine)

Jacques exprime cette même inquiétude qu'il élargit même à l'ensemble de son entourage. Ce n'est donc pas exclusivement une question de garderie. «Il me faudra quelque chose de confiance. Comme là, j'ai une gardienne c'est ma nièce, j'ai confiance absolue. Mais ça pourrait arriver quand même» (Jacques).

On comprend que le fait d'être indien a une influence sur leur construction identitaire. Cela se répercute dans leur perception du monde qui les entoure. Ces familles sont méfiantes vis-à-vis des institutions dont elles dépendent. Sabine l'explique : «Il faudrait que j'ai confiance en la personne. Tout dépend des amis, des indiens dans le quartier là. Oui à part ça, je n'ai pas vraiment confiance là» (Sabine).

La seconde remarque ressortie du discours sur le gardiennage est qu'il en manque. En plus de l'école et des garderies, il en faudrait en fin de semaine pour avoir le temps de remettre de l'ordre, prendre du temps pour se retrouver en couple comme l'explique Vadim. «Il manquerait peut-être plus de gardiennage, plus de contacts. Mais surtout plus de gardiennage pour que moi et ma femme, on passe plus de temps ensemble. C'est ça qu'il manque le plus ... du gardiennage» (Vadim).

Des activités extérieures

Ensuite viennent des éléments de l'ordre des services, qui touchent les activités. Vu le peu de moyens, ces familles profitent des activités gratuites pour partager des moments ensemble ou seulement pour les enfants. Ils soulignent que ces activités sont fort présentes en été. En hiver, par contre, ils se retrouvent avec leurs enfants pleins d'énergie à tourner en rond dans la maison. Sabine témoigne une certaine souffrance à cet égard : «L'hiver il n'y a plus rien comme activité. C'est plus l'été, il y a plus de choses à faire, des promenades en forêt, des bicyclettes, ...». Sophie, quant à elle, fait comprendre que les activités en hiver sont onéreuses. Ce n'est donc pas un manque d'activités mais un manque d'activités peu coûteuses et accessibles de manière ponctuelle en fin de semaine.

Pendant l'hiver, tu ne peux rien faire. Donc aller au cinéma, ou quoi, ou pendant une semaine, tu peux aller avec tes enfants. Je n'ai pas nécessairement la possibilité de le faire parce que pour l'instant, je suis aux études. Cela fait que ma fille finit à 3h15 donc une semaine où qu'il y a des activités. Après, on en parle plus : parce que l'été, il y en a, mais il y a rien l'hiver. (Sophie)

Vadim, avec des enfants plus âgés, souligne l'importance d'activités pour les enfants déjà scolarisés : des activités pour les fins de semaine quand il n'y a pas d'école. «Ça manque de trucs pour les jeunes. Il faudrait des centres comme ici, où on organise des activités toutes les fins de semaine pour les enfants» (Vadim).

Un besoin- aussi abordé par les propriétaires- consiste à pouvoir bénéficier du soutien lorsque les enfants grandissent. Le livret d'aide reçu à la naissance est considéré par chacun comme une aide précieuse. Ils regrettent qu'un livret explicatif n'existe pas pour les aider quand les enfants ont cinq ans et plus.

Oh ce n'est pas pire, tu sais quand on a notre bébé, on reçoit toujours un petit livre avec qu'est ce qu'il faut faire si il est malade, ... Mais après 5 ans, on n'a plus rien, on ne sait pas quoi faire de 5 ans à 10 ans. (Sophie)

Un autre enjeu est la demande de répit qui apparaît constamment dans le discours de nos participants : cette fatigue permanente du quotidien influe aussi sur les activités. Ces parents sont fort suivis par des aides sociales. Les activités ne sont pas leurs préoccupations premières, sauf si elles permettent de se reposer. Certains ne vont pas aux activités parce qu'ils n'ont plus le courage après une journée consacrée à la routine quotidienne. Quand on a demandé aux parents si leurs enfants faisaient des activités après l'école, comme les enfants des mères propriétaires qui allaient à la piscine, Sophie nous répond :

Ben pas nécessairement, pas pour moi. Comme je vous dis, je suis exténuée quand j'arrive à la maison, puis c'est le souper, ... Avec peut-être plus de temps oui, peut-être j'en ferais. Mais c'est ça là. Mais les fins de semaines, tu vois, là je me consacre au ménage. Parce que la semaine, je n'ai pas nécessairement le temps. Quand on dort à 7h30 nous autres donc on se couche mais peut-être que oui, avoir plus de temps peut-être que j'en ferais. Mais là j'ai comme pas le choix d'aller avec les priorités. (Sophie)

Jacques rajoute des éléments susceptibles de faire comprendre qu'il faut des activités organisées en accord avec leur réalité quotidienne et en tenant donc compte de cet épuisement. Cela peut expliquer le faible taux de participation à certaines activités. Sabine explique qu'elle avait reçu des places pour aller voir un spectacle avec ses enfants. Elle était tellement occupée à «courir après le temps» qu'elle a oublié le spectacle. A nouveau, si elle avait eu une meilleure structuration, elle aurait moins ressenti cette pression de la vie quotidienne et aurait pu participer aux activités.

Je pense qu'on est tous plein de bonne volonté pour faire des activités. Mais c'est juste l'énergie qui n'est pas là! C'est pour ça le répit parce que je sais qu'il y en a qui sont vraiment bons : faire un parc, des activités, des choses Vraiment hot ! Mais il faut trouver quelque chose qui donne de l'énergie aux parents, ça va se refléter. Si tu n'y vas pas déjà au parc ce n'est pas parce qu'il est là, que tu vas y aller plus. Mais s'il y a de l'argent à investir dans un répit alors... (Jacques).

Pour certains parents, il est possible de faire des activités avec leurs enfants à condition qu'ils aient une forte volonté à agir. Les parents en couple et qui ont le plus de stabilité arrivent mieux à gérer le temps et à faire des activités. Comme l'explique les deux pères, Jean et Vadim.

Ma fille, on l'amène à la piscine, à la bibliothèque, justement parce qu'elle a un petit peu de retard sur le langage. Moi je trouve que ça l'aide justement. Les activités extérieures, on s'en va glisser quand on n'est pas épuisé. (Jean)

Il y a plus la piscine, la bibliothèque. Y en a une ici à Chauveau. Des promenades en voiture... On trouve quand même le temps de faire des choses. Très important, très à cœur. (Vadim)

Finalement, pour ce groupe de parents, le répit est la notion la plus rattachée au fait de faire des activités. Pour eux, faire des activités c'est le bonus que l'on prend si toutes les tâches obligatoires de la vie quotidienne sont faites. Ceci implique de l'énergie. Elle dépend de notre mode de vie. Se battre toute la journée pour étudier ou trouver un travail, ne pas avoir de voiture parce qu'on n'a pas de permis, ou pas l'argent qu'il en coûte rend le train de vie plus ardu que si l'on rentre du travail en voiture.

Les soins de santé

Les soins de santé ont fait l'objet de peu de discussions et intéressa peu ce groupe. Les soins de santé posent peu de problèmes à ces parents, probablement parce qu'ils sont aidés et suivis par des aides extérieures. Les problèmes financiers engendrent une proximité entre eux et les services d'aide institutionnelle. L'assistante sociale qui les aide pour leurs logements est aussi une personne de référence pour trouver les bonnes ressources et connaître les aides médicales proposées. Ils ont tous au moins un médecin de référence. Ils n'expriment aucune difficulté quant à la disponibilité des médecins, à l'accès aux soins, etc. Les parents propriétaires semblaient être plus en demande quant à des services de meilleure qualité. Nous supposons que cette exigence quant aux services proposés est liée au niveau de richesse des individus. Les personnes plus riches exigent une offre de services de meilleure qualité. Les personnes moins aisées se contentent du service offert. La phrase résumant la discussion sur les soins de santé est exprimée par Sabine : «Moi, j'ai un médecin de famille pour mes 5 petits aussi et pour eux c'est tout le temps. Donc on n'a pas de problème» (Sabine). Tous les parents présents ont ce même discours, clair et concis.

La communication

Nous avons souhaité connaître la meilleure technique de communication pour proposer des activités gratuites ou non aux participants. On constate en effet que les parents apprennent souvent trop tard l'offre d'activités. Ils se résignent en expliquant qu'ils essayeront de s'inscrire aux activités proposées à la session suivante, mais le problème

perdre. C'est souvent sur un coup de chance qu'ils rencontrent quelqu'un qui les informe. Ceci souligne l'importance d'un bon réseau social pour être au courant. C'est souvent difficile, car ces parents n'ont pas le temps de voir leur amis. Ils sont dans l'accomplissement de leurs tâches quotidiennes et se reposent quand c'est possible.

Les participants n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur le meilleur moyen de communication. Ils pensent qu'il faudrait un moyen permettant de toucher le plus de monde possible sans que cela ne nécessite trop d'effort, ni un réseau social trop important. Pour certains, les réseaux sociaux tel que Facebook sont les moyens les plus rapides pour diffuser de l'information : tout le monde y a accès. Les parents faisant cette proposition possèdent des cellulaires intelligents et sont connectés en permanence. Sophie souligne par contre qu'elle n'a pas le temps de rester sur Face book. Ses journées sont trop courtes pour tout concilier. Pour elle, la solution serait un livret dans la boîte aux lettres. Jacques ajoute que le document doit attirer son attention : si cela ressemble à une publicité, cela finit à la poubelle. Il explique : «Ben moi personnellement je le jette à la poubelle. À moins que ce soit un gros truc avec un beau titre, avec un beau package, qui soit intéressant et qui ne te donne pas envie de dormir» (Jacques).

Besoin transcendant : le répit

Comme pour les parents propriétaires de maison, ils demandent aussi du répit. Cette demande n'est pas formulée de la même manière.

Ici, le répit signifie ralentir le train de vie quotidien : il devrait permettre de souffler pour mieux repartir. Essayer de se procurer un moment de bien-être pour pouvoir l'insuffler aux enfants. Quand on demande ce qui manque le plus, tous répondent approximativement la même chose :

Je trouve que tu peux mettre l'argent dans n'importe quoi : dans les enfants, dans quoi que ce soit. Cela revient tout le temps au même. Si c'est pour donner un répit aux parents, je pense que ça c'est le meilleur choix -peu importe la façon. Si tu peux apporter du répit aux parents, cela va se refléter dans leur famille. (Jacques)

Jacques continue son raisonnement et fait remarquer que toutes les activités organisées par le centre communautaire sont très importantes, mais touchent un certain type de familles, qui est en forme, s'organise bien et donc peut profiter des activités.

Lui, souhaiterait des activités qui ne le stressent pas, qui lui permettent de prendre leur temps. Les parents ont beaucoup parlé de répit durant ce focus groupe. Il était au centre des préoccupations. Nous pouvons le comprendre de deux manières : le répit en allant déposer tes enfants quelque part en toute sécurité et où ceux-ci vont s'amuser et un répit qui offre aux parents du temps pour lui, ou en couple. La deuxième manière permettrait d'alléger le quotidien, avec une proposition de services d'aide.

Le répit comprend aussi le fait de pouvoir faire des activités avec ses enfants en fin de semaine, sans que cela n'ait un trop gros impact économique. Jacques nous expliquait : «Je trouve ça full hot d'avoir un parc, mais pour moi, des parcs il y en a partout. Moi je suis bloqué sur les répits ! Peux-tu avoir les deux : un parc plus les répits ? » (Jacques).

La présence du conjoint est importante : c'est un pilier sur lequel on peut s'appuyer et se reposer quand on est à bout. L'étudiante célibataire soutient qu'elle a besoin d'aide pour arriver à concilier études et enfants tout en gardant un équilibre. L'idée d'être pris par la routine les entraîne dans un engrenage qui fait parfois perdre le contrôle. Certains se sentent dépassés et démunis au quotidien. D'autres vont trouver du soutien dans les institutions, chez des spécialistes quand l'entourage familial est absent. Certains s'entraident et arrivent à gérer grâce à leur vie de couple. Jean décrit ici la répartition des tâches pour les alléger.

Justement on essaye d'alterner ce qu'on n'aime pas trop faire pour qu'on ne se retrouve pas plate... ça arrive des fois qu'on est écoeuré de faire tout le temps la même affaire : on essaye donc de tourner. C'est comme la vaisselle, ce n'est pas tout le temps le fun donc des fois on la néglige un peu. Mais bon ! On essaye de s'entraider : un lave et l'autre essuie et ainsi de suite. (Jean)

Sabine explique qu'elle est responsable de toute la famille. Elle doit gérer ses cinq enfants et son foyer, une charge considérable même pour une femme au foyer. Son conjoint n'intervient pas, car il considère que ce n'est pas son travail. Il finit par l'aider quand elle est à bout. Elle l'explique ici : «Et au niveau des tâches ménagères, des fois quand il me voit fatiguée, on dirait qu'il commence à bouger. Il plie le linge, il fait la vaisselle, il lave, il donne le bain des enfants, etc.» (Sabine).

Sabine n'est pas aidée contrairement à Sophie, qui est monoparentale, mais qui ne compte pas continuer à s'enfoncer dans un système routinier de non-contrôle. Elle

n'hésite pas à aller chercher de l'aide chez des spécialistes. Elle nous raconte : «En ce moment, je suis en train de faire des démarches avec une éducatrice spécialisée pour qu'on fasse un plan d'une routine du matin : ma fille va avoir bientôt 7 ans, je ne peux pas encore l'habiller» (Sophie).

Se retrouver seul un moment dans la semaine peut redonner des forces. Cela peut participer au bonheur et à celui de toute la famille. Certains parents ont déjà compris ce processus et se sentent bien. Pour les autres, c'est un objectif à atteindre. Comme Sabine qui nous fait savoir qu'elle y pense de plus en plus : «Ah j'aimerais ça, parce que je ne prends jamais de temps de penser juste à moi» (Sabine).

Et ce que je trouve encore plus important, c'est aussi notre bonheur à nous. C'est que j'ai fait beaucoup de thérapies : si tu ne te donnes pas du temps, que tu ne te donnes pas quelque chose de bien, tu vas donner la même chose à tes enfants. La première affaire alors, c'est que dans tout ce bordel là, tu dois trouver du temps pour faire quelque chose pour toi. Parce que tout le stress que tu ressens, il est palpable et on va le donner aux enfants... (Jacques)

Résumé

Finalement, ces familles déjà très aidées par divers organismes, ne se considèrent pas les plus défavorisées car ils ont de l'aide. Elles considèrent avoir des pré-requis pour vivre, mais tentent d'améliorer leur quotidien. Premièrement, elles cherchent une stabilité financière et familiale structurée. Elles souhaitent ensuite trouver du temps pour profiter de la vie plutôt que de la subir.

Les organismes pourraient les soulager en proposant des activités qui prennent en compte la dynamique de leurs modes de vie.

Il faudra réfléchir aux moyens les plus adaptés pour rejoindre ces familles. Si les parents présents sont fort suivis par des assistantes sociales, ils se rendent compte de leur privilège et soulignent l'importance d'aller chercher des parents qui ne sont pas en lien avec le système d'aide.

Ce focus groupe a été particulièrement apprécié par le fait simplement que chacun a pu laisser ses enfants pendant deux heures, s'échapper de sa routine et confronter des opinions, partager des informations utiles et s'encourager entre parents qui vivent les

mêmes réalités. Se rendre compte qu'on n'est pas le seul dans une situation est un réel soulagement. Cela permet de trouver des solutions en groupes auxquelles on n'aurait pas pensé seul.

Chapitre 4 : Les configurations sociales des familles. La structure relationnelle sous-jacente aux besoins

Les besoins exprimés par les familles dépassent le spectre des difficultés d'ordre strictement matériel. Ils ne se limitent pas qu'aux lacunes institutionnelles et monétaires, mais touchent aussi la notion de temps, *qui ne semble jamais à portée de main* : le répit. Outre la gestion du budget, du temps, et l'accessibilité aux services institutionnels, le bien-être des familles comporte aussi une dimension interpersonnelle notoire. Se sentir aimé, accompli, stimulé sont des exemples des besoins interpersonnels d'ordre affectif dont l'insatisfaction peut se traduire en solitude. Le réseau de relations humaines que possède la famille est alors essentiel au bon fonctionnement de ses membres. Cependant, ce réseau n'est pas seulement à la base des besoins d'ordre psychologique, il est aussi le palier fondamental qui régit tous les autres besoins. En effet, disposer d'un réseau de proches accessible et composé de membres de la famille, d'amis ou de connaissances sur lesquels compter permet d'éviter certaines dérives familiales qui seraient autrement causées par une situation de défaillance économique; la défavorisation comporte plusieurs facettes. Une même structure monétaire peut avoir des conséquences néfastes pour un parent seul éloigné de sa famille, tandis qu'elle peut être suffisante pour un autre parent qui bénéficie fréquemment d'un support familial. Par exemple, compter sur un ami pour la garde des enfants libère du temps qui peut être récupéré ailleurs, notamment dans le temps de transport, d'activités, de travail, et investi dans la construction de projets. Le support humain permet aussi de couper sur les dépenses en services communautaires et institutionnels.

Il faut appréhender les besoins des familles en tenant compte de leurs rapports d'influence mutuelle, comme faisant partie d'un tout, c'est-à-dire découlant d'une configuration de relations humaines particulière, contingente, et mouvante dans laquelle la famille est intégrée et qui lui permet de donner sens à sa situation. *La famille n'est jamais isolée; elle est prise dans des rapports institutionnels et interpersonnels.* Autrement dit, elle fait partie d'une configuration sociale, toujours dynamique, plus ou moins étendue et serrée, qui peut lui servir de support psychologique ainsi que matériel. Cette configuration relationnelle parsemée de différents acteurs (famille, voisinage, amis) guide et délimite les possibilités d'actions de la famille qui se répercutent subjectivement à travers des sensations de manque ou de bien-être, bref dans des besoins.

Les configurations sociales diffèrent pour chacun des groupes ayant leur mode de vie spécifique. Nous offrirons une vue d'ensemble de chaque configuration afin d'illustrer comment elle s'articule dans le quotidien des familles.

Les réseaux sociaux des familles propriétaires

Les propriétaires n'ont pas à se plaindre de leur réseau social. Celui-ci se décline en plusieurs sources de relations. Les parents interrogés sont tous en couple. Le conjoint reste le pilier de base. Même si l'entente n'est pas toujours au beau fixe, il reste la première personne de confiance et sur laquelle s'appuyer en cas de besoin.

La famille vient en seconde position. Les quatre mères propriétaires semblaient toutes considérer leur famille comme d'une grande aide. Pour du gardiennage, pour un prêt de voiture, ou pour des petits dépannages, la famille offre les services gratuitement. Sur les quatre, deux ont des parents qui habitent dans le voisinage immédiat et ceux-ci sont d'une réelle aide. La famille représente aussi un soutien psychologique et une source de reconnaissance inconditionnelle. Peu importe l'état de fatigue ou la gestion de la vie quotidienne, la famille, même éloignée permet d'être confiant et sert de réconfort. Les deux mères qui ont de la famille proche considèrent que c'est un gain de temps. Cela leur permet de prendre du repos... Et c'est de surcroît gratuit ! Pour celles dont la famille est peu présente, le réseau d'amis compense.

Nous comprenons qu'il y a deux types d'amis : ils n'ont pas la même fonction. Les premiers sont les amis de longue date : les familles les voient moins avec l'arrivée du premier enfant, mais ils permettent de s'échapper, de parler d'autre chose que de bébé. Les seconds sont des amis que les parents rencontrent à la naissance de leurs enfants. Ces nouveaux amis sont au même stade dans le cycle de vie. Ils sont source de réconfort et permettent de comparer les situations et de relativiser le quotidien. Ensuite viennent les relations qui touchent les relations de travail. Elles permettent de garder une identité en tant qu'individu et ne pas être juste un parent. Ces relations permettent aux parents qui travaillent de ne pas être isolés et de maintenir une dynamique extérieure à la famille. Cela peut expliquer que certaines mères qui ont l'habitude de vivre à l'extérieur de leur foyer, comme Géraldine, vivent le congé de maternité comme un isolement.

Nous leur avons demandé s'ils avaient des contacts avec les voisins. La réponse fut clairement négative. Les propriétaires de maison ne vivent pas dans leur quartier, mais

dans leur maison. Quand ils sortent de chez eux, ils le font en voiture. La cohésion entre les voisins ne leur est pas indispensable, contrairement aux mères monoparentales qui vont s'appuyer sur cette ressource pour se dépanner.

Le réseau social de la famille proprement dite est un ultime recours qui influe aussi sur la structure des besoins.

Un réseau social étendu est souvent synonyme d'une grande aide pour les familles. Il représente un répit décliné de plusieurs manières. Les mères rencontrées semblent être bien entourées et disposent de ressources sociales suffisantes pour ne pas être dépendantes de voisins, ou d'aide extérieure.

Les réseaux sociaux des familles militaires

Étant donné les transferts qu'impliquent le travail de militaire, toutes les mères interrogées, à l'exception de Cindy, sont séparées de leur famille, localisée parfois à l'autre bout du pays. Leur réseau d'amis est pour certaines considéré comme une deuxième famille, choisie et solidaire, composée majoritairement d'autres parents militaires. Le rapport de solidarité entre militaires a souvent été évoqué par les mères lors de l'entrevue, qui ont souligné avoir reçu de l'aide, dans les tâches extérieures par exemple. Certaines affirment que, comme toutes les mères vivent relativement la même situation, caractérisée par l'absence fréquente du mari, elles sont mieux disposées se soutenir entre elles. La communauté militaire est, en ce sens, un collectif fortement intégré auquel les membres se sentent rattachés par un certain devoir moral. Les mères sentent l'obligation d'aider les autres mères dans le besoin, car elles font toutes partie du même groupe, et portent en elles l'idée qu'entre militaires on se tient. Il faut toutefois relativiser le niveau de cohésion sociale, certaines affirmant ne pas connaître leurs voisins, ce qui peut être dû au fait des nombreux déménagements. L'intégration de la communauté militaire, en plus des compensations monétaires offertes par l'armée, et de la proximité des services du Centre Valcartier, permet d'éviter les cas de précarité économique, et dans une certaine mesure, les cas de défavorisation psychologique.

Les mères militaires, qui élèvent leurs enfants la majeure partie du temps seules, disposent d'un réseau institutionnel et communautaire solide qui peut pallier au manque de répit et à la solitude que certaines disent ressentir lors des moments plus

difficiles. S'avouer vulnérable n'est pas tâche facile chez ces mères, qui tentent d'arborer une image de force personnelle en public, une mentalité typiquement militaire et explicitement mentionnée comme telle par certaines. Les mères interrogées ont presque toutes évoqué ressentir un malaise à demander de l'aide auprès des autres mères, en présumant leur indisponibilité. Il y a donc une contradiction normative au sein de la communauté militaire qui se reflète dans le double discours tenu par les répondantes : en même temps que l'on valorise la solidarité entre militaires, l'on désire montrer une image forte de soi-même. Ainsi, les mères s'empêchent d'aller chercher le soutien qui serait là. Les propos d'Élisabeth véhiculent l'idée de l'existence d'une communauté militaire soudée et de liens d'amitié précieux, tandis que le discours d'Anne met plutôt l'emphase sur la fugacité des rapports d'amitié entre parents militaires, trop superficiels selon elle pour réellement servir d'appui en tout temps. La mobilité des familles militaires impose un réseau relationnel éphémère, toujours à reconstruire. Comme le mentionne Anne, une fois que l'on finit par développer un lien de confiance solide avec une amie, celle-ci peut partir à tout moment. L'anecdote de Carole, qui a dû rejoindre sa belle-famille en Ontario afin de ne pas se retrouver seule lors de son accouchement, illustre un manque de relations solides de proximité et essentielles lors de situations plus difficiles. Anne est la seule à avoir dit s'être sentie parfois très isolée, bien que Lynn vienne confirmer l'existence d'un problème de solitude généralisée chez les mères militaires, une solitude qui tend à être consciemment voilée pour ne pas perdre la face. Si la communauté extérieure offre un bon support aux familles, leurs réseaux d'amitié de proximité, quant à lui, tendent à être contextuels et incertains.

Les réseaux sociaux des familles monoparentales

La configuration du noyau familial, marquée par l'absence d'un des conjoints, fait en sorte que les rapports interpersonnels entretenus à l'extérieur sont déterminants pour le bien-être des familles monoparentales. Les liens avec la famille, les amis, le voisinage, ou les différents acteurs du milieu communautaire et institutionnel prennent alors une place importante pouvant servir de support à la satisfaction des besoins, surtout lorsque les mères ne peuvent pas toujours compter sur l'aide occasionnelle d'un ex-conjoint, comme c'est le cas pour Samantha et Léonie. Cette dernière dit ne pas avoir de réseau d'amis développé, ni fréquenter les membres de sa famille, et raconte avoir vécu sa grossesse et son accouchement seule. Son réseau se situe plutôt du côté communautaire

dans lequel elle dit s'impliquer par le biais de divers organismes. Elle est ainsi plus informée sur les services disponibles que les autres mères, qui se plaignent de ne pas être mises au courant. Il est donc possible de déduire que l'information est mieux transmise via des contacts interpersonnels directs que par la poste, ou par Internet, d'autant plus que certains parents, comme Julie, n'ont pas Internet chez elle. Cette dernière a aussi suggéré qu'une travailleuse de rue dans leur secteur de banlieue pourrait être d'une aide précieuse pour renseigner les familles, ce qui corrobore l'idée que les contacts interpersonnels facilitent la transmission d'informations. Le rôle du voisinage est aussi non-négligeable. Les mères interrogées habitent soit dans une coopérative ou en appartement et disent connaître leurs voisins, de simples connaissances, mais parfois même des amis. Elles peuvent compter sur une aide occasionnelle de dépannage (ex. laisser les enfants chez le voisin pour aller au dépanneur) lors de situations imprévues.

Bien que Léonie cultive peu d'amitiés, il s'agit tout de même de liens solides de confiance, comme celui développé avec son amie Samantha qui, elle, dispose d'un support moral des membres de sa famille, mais demeure toutefois éloignée géographiquement d'eux. Le soutien mutuel que s'apportent ces deux amies a donc un impact significatif dans le déroulement de leur quotidien. Il leur permet de respirer à travers les épreuves rencontrées dans une situation de précarité économique, parfois marquée de drames familiaux qui, autrement, pourraient être vécues beaucoup plus péniblement. Comme leurs enfants sont inscrits aux mêmes activités, ce qui facilite le covoiturage et permet à Léonie de s'acquitter de l'autobus, et que ces deux mères se partagent régulièrement la garde des enfants, cette amitié, à elle seule, leur permet de dégager du temps et de satisfaire partiellement un besoin de répit, fortement souligné par les mères monoparentales.

Les réseaux sociaux des familles locataires

L'analyse des réseaux sociaux des locataires permet de comprendre les différents besoins perçus comme prioritaires. Comme pour les propriétaires, le couple reste le pilier central sur lequel ils s'appuient et avec qui ils partagent les étapes de la vie.

Le groupe comprenait deux parents monoparentaux qui ne bénéficient pas de ce soutien. Les relations avec leur famille sont plus disparates. La famille n'est pas d'une

grande aide à l'exception de celle de Jean qui garde sa fille de temps en temps, et de Jacques : il entend sa mère tous les jours au téléphone et considère cela comme un réel soutien moral.

Les autres familles habitent loin, ou n'ont pas le temps d'être présentes, car elles aussi ont un train de vie difficile à suivre. Sabine souligne qu'elle n'a plus de lien avec sa famille, car ils ne s'entendent pas. Ces parents ne comptent donc pas sur leur réseau familial pour avoir du répit, ou des services gratuits, ou encore du réconfort et du soutien psychologique.

La plupart d'entre eux n'a pas de travail stable. Il leur est donc difficile de s'extraire du milieu familial et de se définir de manière indépendante de leur famille. Ils leur est difficile de bénéficier de répit et de prendre du recul par rapport à leur situation familiale.

Les relations d'amitié sont peu entretenues : Vadim justifie ce fait par le manque de temps. Ils ont un ou deux bons amis qu'ils voient quand ils ont le temps.

Jacques souligne qu'il a plein d'amis sur Face book. Ce sont donc des contacts virtuels qu'il ne voit jamais. Les relations de voisinage sont les plus investies. Ces aides sont essentielles, car de proximité. Le quartier est constitué d'HLM. Les familles sont donc toutes, à peu de choses près, dans des situations similaires de précarité. Cela permet plus facilement d'être empathique. Sabine explique qu'elle n'a confiance qu'en ses voisins indiens : un sentiment d'appartenance fort reste présent même hors de Wendake. Les voisins sont aussi les confidents car ils connaissent les situations de ceux qui vivent à côté de chez eux. Ils s'entraident. Sophie demande par exemple à ses voisins de conduire sa fille à la garderie, car les transports en commun sont trop longs. Les liens étroits qu'ils tissent avec leur voisinage sont explicables par la proximité : ils n'ont pas besoin de voiture pour les rencontrer Ils peuvent s'échanger des services et faire des alternances pour garder les enfants.

Le dernier lien à souligner est celui des relations établies avec le réseau d'aide social, fort présent pour ce groupe. Ces relations servent de guide et de mentor pour traverser les étapes de la vie.

Finalement, on constate que nos modes de vie et nos besoins sont étroitement liés à notre réseau social. Nous nous comparons à nos fréquentations. Nous avons donc des difficultés à changer de mode de vie, car celui-ci dépend du réseau social ancré et difficilement changeable. Si les familles et les amis ne peuvent pas constituer un réel soutien et si ces parents n'ont pas de travail pour nouer d'autres relations, les parents se raccrochent aux relations de proximité qui demandent beaucoup moins d'investissement.

Norme(s) sociale(s), Sentiment de défavorisation et réseau de relations/groupes d'appartenances

La norme de l'idéal familial, c'est-à-dire le mode de vie caractérisé par la possession d'une maison unifamiliale en banlieue et le confort matériel, auquel correspond globalement le groupe des familles propriétaires, est partagée par l'ensemble des familles. Cette norme sert généralement de référence dans l'évaluation de sa propre situation familiale dont l'écart ou la concordance au modèle est vécu subjectivement par les parents qui ont soit l'impression d'être favorisés, soit défavorisés. Le degré de *défavorisation* ressentie dépend du groupe, ou plutôt des groupes, auxquels la famille se compare. Le sentiment de conformité sociale découle donc du réseau de relations dont elle dispose, des autres avec qui elle peut se comparer.

Par rapport aux gens qui m'entourent...Je travaille, donc, autour de moi, il y en a qui font de beaucoup plus gros salaires. Dans ma famille, à peu près tout le monde est à l'aise sauf moi. Tous les enfants arrivent : « hey on est allés à tel camp ». Bien moi, tel camp coûtait 1000\$, alors mes enfants n'y vont pas... C'est sûr que, oui, ils sont défavorisés [...]Il y a tellement des sports que, oui, on est défavorisés par rapport aux autres, parce qu'on n'a juste pas les moyens de les payer. (Samantha)

Aucun individu ne s'identifie qu'à un seul groupe, mais ils possèdent des appartenances multiples (famille, milieu de travail, nation, etc.), tout comme les familles ne s'identifient pas entièrement à la société globale et aux normes qu'elles véhiculent. La multiplicité des appartenances implique une coexistence des modèles normatifs, comme le montre l'exemple de Samantha, qui a honte d'« être pauvre » (en référence à la norme dominante), mais qui demande aussi justice pour son groupe de monoparentales. L'importance accordée à chacun des modèles varie d'un individu à l'autre (Léonie sent moins la pression sociale à se conformer), et le poids relatif de chaque modèle fluctue aussi selon les contextes d'interactions dans lequel se trouve l'individu.

La communauté militaire forme un groupe d'appartenance dans lequel le rôle du collectif prend beaucoup de place dans la façon dont l'individu agit, pense et ressent. L'individu est fortement intégré à la communauté, et a intériorisé les normes et les valeurs qu'elle met en circulation, dont il est aussi porteur. On peut, en ce sens, parler de «culture militaire» et d'une sorte de forme identitaire culturelle. En général, les femmes militaires ne conçoivent pas leur situation de mères souvent laissées à elles-mêmes comme un problème, mais plutôt comme l'effet d'un choix, ou de leur caractère «autonome». Les valeurs d'autonomie et de force personnelle sont communément partagées dans la culture militaire, ce qui vient teinter positivement leur situation, qui s'apparente sur quelques aspects à celles des monoparentales. Il demeure qu'elles ont beaucoup plus de moyens que ces dernières, de fierté et de satisfactions, et s'estiment même chanceuses comparativement aux familles civiles à deux revenus. C'est probablement pourquoi le besoin de répit était moins facilement repérable au sein de ce focus-groupe, parce que leur gestion du temps n'est pas orientée autour de la survie et n'est pas vécue comme portant atteinte à leur liberté individuelle, ni à leur capacité de choisir comment occuper leur temps. La signification que prend une situation dépend donc de la légitimité du système symbolique et normatif qui fournit à l'individu les repères sur lesquels s'appuyer afin de justifier sa conduite. Dans le cas des militaires, la norme de référence est rattachée plus au mode de vie et à l'identité militaires qu'à la norme sociale plus large, qui demeure tout de même leur point de comparaison. La terminologie des mères interrogées rend évidente cette dichotomie identitaire entre la communauté militaire et le reste de la société. En effet, il est fréquent d'entendre dans leur discours des oppositions de types « Nous/ Eux ». Le Nous militaire (Identité), distinct des autres familles « civiles » (Altérité), est valorisé, car il représente, pour les mères, un choix de vie assumé pour l'aventure, la découverte et la solidarité entre semblables.

Si les mères militaires se sentent avantagées sur plusieurs aspects, notamment monétaires, mais aussi au niveau de l'accessibilité aux services sur la base militaire, les mères monoparentales se sentent plutôt défavorisées sur le plan financier lorsqu'elles se comparent à la norme. Le statut particulier de « mère monoparentale » semble être significatif pour les répondantes. Il est possible d'émettre l'hypothèse de l'existence d'un groupe relativement cohérent de « mères monoparentales », reliées entre elles par des expériences partagées, auquel les répondantes s'identifient. Les pronoms personnels

utilisés dans les discours (ex. On, « nous ») sont des indices de l'existence du collectif de référence « mères monoparentales » qui diffère de la « société » :

Oui *on* est défavorisées, parce qu'il y a des « standards » dans l'environnement qui *nous* entoure, mais qu'*on* n'est pas capable de remplir *nous* autres [...] Les monoparentales qui ont des enfants comme moi qui vont à l'école [...] Aidez-*nous* les semaines de relâche. (Samantha)

Le collectif représenté des « monoparentales » offre une autre lunette symbolique à travers laquelle les mères peuvent expliquer leurs conduites et leur situation. Le sentiment d'exclusion social peut s'évanouir progressivement lorsqu'on se reconnaît en tant que membre d'un groupe où il y a partage de normes et valeurs sur la base d'une expérience commune, d'un statut commun. Le parallélisme entre les situations des mères monoparentales, lorsqu'il est intériorisé subjectivement sous la forme d'une identité statuaire, peut aider à diminuer l'importance accordée au collectif plus large et à la norme de la famille communément partagée. Les mères qui se sentent faire partie intégrante d'un groupe de semblables ne conçoivent plus leur situation comme étant anormale. En effet, au lieu de se dévaloriser en interprétant leur défavorisation comme le résultat de fautes individuelles commises, les mères monoparentales emploient un « discours de la malchance » pour décrire leur situation. Elles sont en réaction vis-à-vis cet état de fait qui leur semble s'imposer à elles de l'extérieur. Leur discours indique une tentative de détournement du stigmate rattaché à leur situation précaire, une volonté d'autonomisation. Dans une certaine mesure, l'existence du groupe d'appartenance monoparentale leur permet de réfuter l'idée qu'elles seraient responsables de leur malheur. Ces mères vivent la contradiction entre leur situation et l'idéal intériorisé d'indépendance économique et d'autonomie familiale qu'elles n'ont pas, mais vers lequel elles tendent toujours, ce qui les amène à porter des discours revendicateurs de changement, ainsi qu'à ressentir leur défavorisation comme une épreuve difficile, qui semble peser plus lourd sur elles que sur le groupe des locataires.

Le groupe des locataires forme aussi un groupe spécifique d'appartenance. Les répondants se reconnaissent autour d'une identité autochtone ou métisse, mais n'ont jamais exprimé explicitement l'idée d'une appartenance qui découlerait du partage d'une situation matérielle similaire. Comme la communauté de proximité est bien intégrée, elle offre d'autres standards de vie avec lesquels les familles peuvent comparer leur situation. Il est possible d'affirmer que ce groupe représente le collectif le plus

éloigné de la norme sociale de l' « idéal familial », le plus clos sur lui-même et celui qui est le plus encadré (HLM, assistance sociale, intervenantes à proximité des résidences). Étant donné que plusieurs familles de la communauté sont bénéficiaires de l'aide sociale, vivent des difficultés monétaires, relationnelles et familiales, se trouver dans une situation précaire fini par apparaître presque normal. Dans leur cas, si l'écart entre leur situation et la norme familiale leur apparaît moins visible, c'est peut-être parce le décalage est justement si grand et omniprésent, qu'ils arrivent à oublier qu'il pourrait être pallié. Ces participants n'ont pas évoqué se sentir particulièrement défavorisés, semble moins ressentir la stigmatisation que les mères monoparentales.

Idéologie de la parentalité (Autonomie et engagement moral) : Honte et Dignité

Les sentiments de honte, et son inverse, la fierté, ont été évoqués à quelques reprises à travers les différents entretiens. Ces sentiments sont rattachés à l'idée que les familles se font de la parentalité, c'est-à-dire à leur capacité d'être un « bon » parent altruiste et dévoué envers sa famille, qui remplit ses responsabilités en priorisant la totalité familiale sur ses intérêts personnels. L'idée d'accomplissement de ses devoirs parentaux, du dévouement envers ses enfants, engendre une certaine fierté. Lorsqu'un parent se rend compte qu'il est incapable de réaliser ses obligations parentales, renforcées d'une sanction morale, il en éprouve de la honte. Lorsque les contraintes matérielles ne permettent plus au parent de s'occuper à lui seul de ses responsabilités familiales, et qu'il s'éloigne ainsi de l'injonction sociale d'altruisme parental, il peut réagir à cette contradiction vécue en tentant de retrouver sa dignité. Il peut alors revendiquer des droits (la satisfaction de ses besoins) et accuser les injustices sociales subies, comme le montrent les propos des mères monoparentales. Lorsqu'un parent devient dépendant des ressources qui l'entourent, il voit sa dignité ainsi atteinte. La dignité parentale est liée à l'idée de la valeur inaltérable, intrinsèque au rôle de parent, de la prise en charge autonome de la famille. La dignité est donc corrélative au degré d'autonomie, tant valorisée par les militaires, mais aussi par l'ensemble des familles. La valeur d'autonomie n'est pas seulement rattachée à la figure du « militaire », mais aussi à celle du « parent ». En effet, les individus sont socialisés de sorte qu'ils conçoivent la parentalité comme étant un dépassement des plaisirs égoïstes et reliés à un ensemble de responsabilités tendues vers le bien-être familial, à laquelle ils sont capables de répondre par et pour eux-mêmes.

La situation financière fragile des mères monoparentales les éloigne de l'autonomie parentale auquel elles aspirent, et peut-être même plus fortement que la majorité des familles. Le décalage entre leur situation financière et l'idéal d'indépendance économique fait en sorte qu'elles deviennent particulièrement conscientes de ce que représente cette norme du parent altruiste. Elles réagissent à leur situation vécue comme une fatalité qui les empêche de remplir leurs devoirs parentaux, qu'elles veulent absolument accomplir. La non-conformité à la « bonne vie familiale » peut aussi être source de stress, de frustration, ou de honte, comme le montrent les anecdotes de Julie et Samantha ne pouvant fournir des vêtements d'hiver « convenables » à leurs enfants. Ces deux mères ressentent une pression sociale, désirent être un « bon parent », et leurs lacunes budgétaires se traduisent subjectivement en un sentiment de culpabilité à ne pas « joindre les deux bouts ». Les mères monoparentales sont vexées dans leurs représentations de ce qu'elles doivent être comme parents pour mener une vie familiale convenable. Elles disposent de peu de moyens et de relations pour se prouver qu'elles sont dignes d'être fières de ce qu'elles font pour leurs enfants, plutôt que responsables de leurs misères qu'elles ne « méritent pas ». Elles redoutent la stigmatisation potentielle liée à leur situation financière, ne veulent pas être étiquetées « pauvres », même aux yeux de leurs enfants. Elles doivent donc trouver des stratégies pour pallier à l'écart entre les attentes sociales projetées sur elles (et intériorisées) et leur situation monétaire en se fiant sur leur réseau.

Je veux une maison pour moi puis mes enfants. Je ne veux pas que mes enfants se sentent défavorisés du fait que je suis toute seule à les élever. Je leur demande d'ailleurs souvent : est-ce que vous pensez qu'on est pauvres? Est-ce que vous trouvez qui vous en manque par rapport aux autres? (Samantha)

Inversement, les propos du groupe constitué de mères militaires laissait transparaître un sentiment de fierté. Elles se conçoivent avantagées financièrement, mais aussi chanceuses de mener le type de vie qu'elles disent avoir choisi consciemment, et qui est synonyme de « découvertes » pour elles, ce qu'elles considèrent bénéfique pour la socialisation des enfants et qu'elles valorisent par rapport à la monotonie routinière que peuvent rencontrer les familles « civiles » qui ne voyagent pas autant qu'elles. Leur fierté provient de leur vision de l'autonomie, qu'elles attachent à la vie militaire et la vie familiale choisit, ce qui peut les retenir d'aller chercher de l'aide en cas de besoin, ne voulant pas montrer de vulnérabilité ou

de dépendance à autrui. Elles veulent assumer pleinement leurs responsabilités en se dévouant pour le collectif qui prend une place importante dans leur vie.

Aspirations et idéal de la parentalité

Lorsque la base financière de la famille est solide, comme c'est le cas avec les familles propriétaires, l'idéal d'indépendance économique n'est pas moins présent dans leur conception du bien-être familial. Les familles aisées considèrent généralement qu'elles pourraient en avoir plus. L'idéal d'indépendance économique, ainsi que l'idéal d'altruisme parental, n'ont en ce sens pas de plafond. On n'atteint jamais le parfait bien-être, car cette visée n'est pas absolue, son seuil est relatif. On peut toujours en faire plus pour sa famille, et on peut toujours améliorer son niveau de confort matériel. Les projets futurs évoqués par les propriétaires, notamment les rénovations, évoquent cette volonté de dépassement constant. Même si ce groupe correspond relativement bien à la norme de la famille idéale, leur référence à eux, ce sont les familles plus riches. Aline souhaiterait avoir un plus gros salaire, car elle aspire à gagner son indépendance économique sur une base individuelle, ce qui reste fortement lié à l'idée d'autonomie personnelle. Quant au ratio « souci de soi/ dévouement pour la famille », les mères propriétaires semblent généralement accorder une plus grande place aux intérêts personnels, et donc moins exprimer et interpréter leurs besoins dans le registre de l'altruisme parental que les mères militaires et monoparentales.

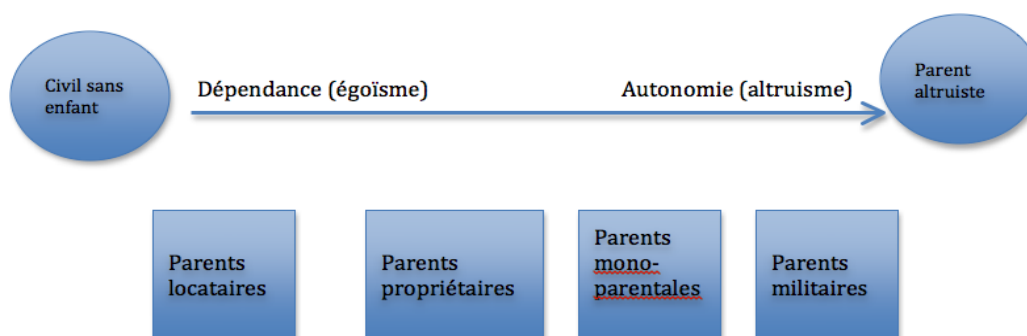
Quand le présent n'offre pas un vaste éventail de choix, certaines renoncent parfois à leurs aspirations et conçoivent leur futur comme un horizon fermé. C'est un peu ce que font la majorité des parents du groupe de locataires qui conçoivent leur avenir que dans le très court terme, qui vivent davantage « au jour le jour », et qui expriment des aspirations modestes (ex. Passer son permis de conduire). Leur situation les exclut en quelque sorte de l'idéal de l'indépendance économique et d'autonomie, peut-être plus que les mères monoparentales, qui elles, continuent d'aspirer à se sortir de leur situation imposée, comme si elles pouvaient s'imaginer plus facilement dans un mode de vie différent du leur. C'est peut-être dû en partie à leur réseau de relations qui leur offre des exemples de style de vie plus aisé, ou parce qu'elles ont connu elles-mêmes une situation différente, plus aisée, avant le moment-bascule que représente la rupture.

Si Léonie a par exemple évacué son projet de retour aux études de l'univers des possibles conçus, faute de temps, Samantha, à l'opposé, aspire à modifier sa situation. Lorsqu'elle se projette dans l'avenir, elle souhaite posséder une maison et atteindre son « idéal familial », qui correspond à la norme sociale. Il n'est donc pas possible d'induire que les obstacles financiers influent la capacité à se projeter dans l'avenir, car les deux mères monoparentales partagent une situation similaire, ressentie comme contraignante, qui se traduit subjectivement dans un besoin de répit. Une même situation financière, marquée par l'insuffisance de ressources obstruant l'atteinte des buts, peut donc être interprétée différemment par les individus dont les conduites peuvent tendre, soit vers un éloignement du modèle normatif et une diminution des aspirations (Léonie), ou vers sa poursuite (Sarah). Sans dire que Léonie n'aurait renoncé à l'idéal de parentalité qui s'impose comme norme, elle semble situer les causes de sa malchance dans la société qui l'entoure plutôt que sur elle-même. Elle mentionne avoir réalisé qu'elle n'avait pas à être honteuse de sa situation. Adopter l'idéal social dominant peut être une source de motivation, un but qui laisse entrevoir une amélioration possible, et peut donner l'impression d'avoir encore un peu de contrôle sur sa vie, mais lorsqu'on s'en éloigne, il arrive que l'on retourne le stigmate contre soi et éprouve de la honte.

Cependant, l'idéal normatif peut aussi être réapproprié et modifié par le parent, qui peut aussi produire ses propres références de pensée et d'action, et modifier son rapport au monde et à soi-même; le sentiment de culpabilité lié au fait d' « être pauvre », c'est-à-dire de s'écarter des normes du groupe de référence, peut en être ainsi réduit. C'est ce qui semble se passer dans le cas de Léonie, qui réagit face à la contradiction entre le modèle de parentalité normatif (indépendance économique/ autonomie) et sa situation matérielle. Avoir des objectifs et des normes de conduites qui coïncident mieux avec sa situation présente permet de se saisir de la culpabilité qui provient du stigmate, du décalage entre sa situation actuelle et celle à laquelle les autres s'attendent, (et à laquelle on s'attend, car on a intériorisé les normes sociales de la « bonne vie familiale »), et de la transformer en aspiration à une fierté. L'écart peut alors être conçu comme une injustice, et la honte transformée en revendication identitaire : « J'ai le droit de manger. Puis je mérite de manger dans le fond. Il y a une mentalité à changer » (Léonie). Les mères monoparentales conçoivent leur situation de précarité comme une condition qu'elles n'ont pas choisie, une fatalité à laquelle elles réagissent (ce qui vient

confirmer la stigmatisation), en montrant une volonté de réappropriation de leur dignité. En général, le discours des mères monoparentales oscille entre un sentiment de honte (qui traduit une aspiration à l'indépendance économique et à l'autonomie) et une revendication de dignité.

Les groupes de parents locataires, en assumant de « vivre au jour le jour », en valorisant cet état d'esprit adopté, à l'instar des militaires qui conçoivent leur mobilité comme un choix libre, préservent une certaine dignité. Par contre, celle-ci n'est pas liée à l'idée du parent altruiste accompli, mais plutôt à l'idée d'un bien-être personnel avec sa famille. Au lieu de ressentir l'impossibilité de prévoir à long terme comme une contrainte, ils expriment des aspirations modestes sans entrevoir l'état des choses sous un angle fataliste, ni comme une atteinte à leur capacité à répondre à leurs devoirs parentaux de façon autonome. À l'opposé des monoparentales qui vivent leur état de précarité matérielle plus difficilement (bien qu'elles ne soient pas réellement plus défavorisées), leurs besoins, leurs aspirations, et leur situation ne sont pas interprétés dans le registre de l'altruisme parental auquel ils failliraient. C'est un peu comme si le groupe de locataires était placé dans une situation de dépendance et de défavorisation économique qui les éloignent de cette conception de la parentalité marquée par l'impératif de la prise en charge autonome des responsabilités familiales. À l'autre extrême d'un continuum représenté par le schéma ci-dessous, les mères monoparentales et les mères militaires expriment davantage leur besoin de réaliser l'idéal du parent altruiste. Le milieu militaire, très intégré dans la différenciation militaire civile, apparaît rehausser l'impératif d'autonomie des mères qui y répondent plus ou moins toutes seules ; alors que le déclin économique «accidentel» des mères du groupe monoparentales ayant vécu une rupture leur rappelle quotidiennement leur besoin d'autonomie qui leur semblait acquise auparavant.



Chapitre 5 : Schématisation de l'appréciation de la qualité de vie des familles

Le spectre d'appréciation de la qualité de vie sera décomposé en trois dimensions : l'autonomie (en abscisse (x)), l'indépendance économique (en ordonnée(y)), et le répit (en hauteur (z)). L'axe de l'indépendance économique et de l'autonomie correspond aux idéaux qui traversent la conception sociale de la *parentalité*. Le répit correspond au besoin transcendantal qui est partagé par toutes les familles interviewées, tout mode de vie confondu. Il est évoqué comme une explication qui englobe les autres besoins, comme une visée qui reste partiellement inatteignable.

Le spectre d'appréciation de la qualité de vie, où l'évaluation du bien-être familial selon sa situation sera schématisée afin de traduire les expériences et le sens des expressions des besoins et des aspirations en termes de temps, d'argent, d'autonomie et de répit. L'appréciation de la qualité de vie s'exprime selon deux registres d'interprétation des besoins, des aspirations, des satisfactions et des situations. Ces deux registres dépendent de la conception de la parentalité divisée en deux axes : celui de l'autonomie, et celui de l'indépendance économique. Un parent a le devoir et se doit d'être responsable pour toute sa famille en posant librement des actions dans le but de son bon fonctionnement. Un parent doit aussi coordonner ses dépenses afin que le budget puisse pallier aux besoins familiaux. C'est ce qui est implicitement affirmé dans les représentations de la famille heureuse dans une situation normale.

L'axe de l'autonomie (familiale) correspond à la condition existentielle et morale du bien-être, à la dignité (c'est-à-dire être libre d'agir et de choisir pour sa famille). L'axe de l'indépendance économique correspond à la condition matérielle essentielle à la satisfaction des besoins exprimés en termes d'argent, et de temps.

Première dimension : l'axe de l'autonomie (registre de l'altruisme parental)

Le registre d'interprétation et d'expression des besoins en terme d'autonomie fait référence à l'idéal normatif du « parent altruiste » auquel nous avons fait référence plus haut. Sur le pôle de l'*égoïsme*, peut être située la figure-type du « civil sans enfants ». Le civil sans enfants, libre de ses gestes, prioriserait ses intérêts individuels et pourrait se dévouer totalement à lui-même. Sur le pôle opposé de l'*altruisme* se retrouve la figure du « parent altruiste ». Le parent altruiste est celui qui accomplit ses tâches familiales, ses

responsabilités *choisies librement*, avec la fierté d'être un « bon parent » dont les actions sont entièrement dédiées au bien-être du collectif familial. Les responsabilités, qui sont perçues comme le résultat d'un choix assumé, restent cohérentes avec la valeur d'autonomie, et elles ne sont pas vécues comme des contraintes imposées. Ces pôles représentent des idéals-types qui facilitent la compréhension, mais qui ne trouvent pas d'équivalent dans la réalité où personne n'est purement et absolument égoïste ou altruiste d'une manière parfaitement libre.

En effet, le discours sur la parentalité oscille entre la fierté du parent libre dans son altruisme responsable et la contrainte d'avoir des enfants, qui altère la liberté individuelle. La société contemporaine socialise les individus en leur inculquant l'impératif d'épanouissement individuel, un « souci de soi », une capacité réflexive liée à une liberté de choix, tout en instituant le primat de l'individu sur le collectif. Cette socialisation individualiste peut contrarier la socialisation au rôle de parent tourné vers l'épanouissement du collectif familial. Les parents sont parents, mais aussi des individus, et sont donc traversés par la contradiction normative entre l'idéal de liberté individuelle et celui de dévouement/abnégation parentale. Cette tension entre deux idéaux est présente chez tout parent, qu'il s'agisse d'une personne aisée et riche en liens familiaux, ou d'une personne isolée, plus ou moins mal prise avec ses petits sur le plan financier. La pauvreté, qui empêche la mise en pratique de son altruisme familial, nuit à son engagement moral et à sa dignité parentale, peut alors se traduire en honte.

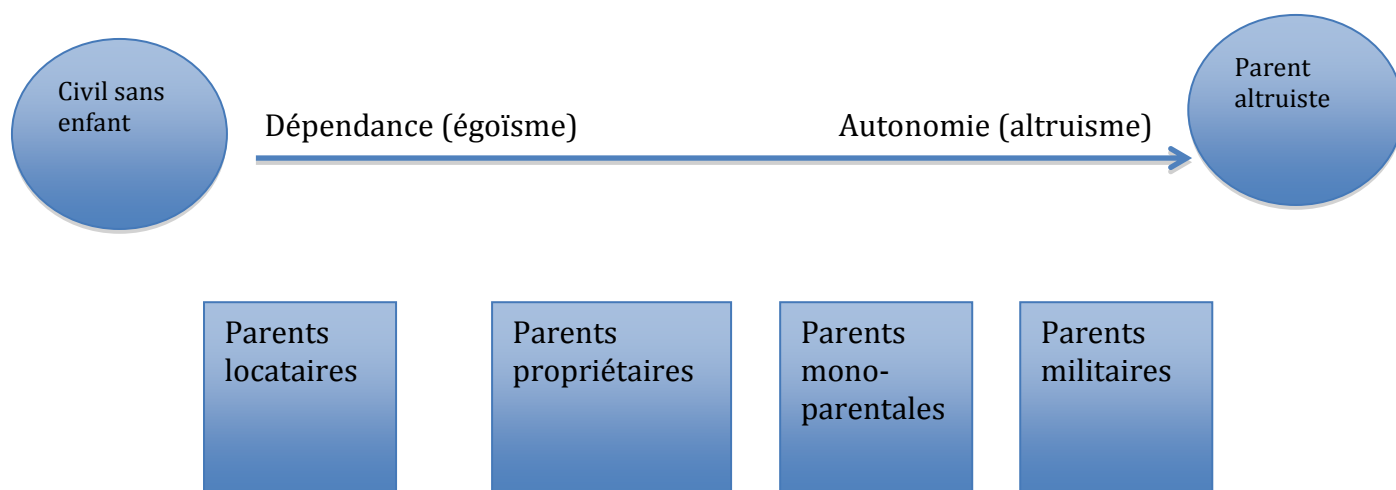
On peut dire que le discours des mères militaires et celui qui est le plus fortement ancré dans le registre de l'altruisme responsable dont on est fier, parce qu'il est valorisé comme dépendant de son degré d'autonomie. Ces mères sont fières d'être autonomes, de pouvoir choisir pour elles-mêmes leur mode de vie dans lequel la collectivité militaire prend une place importante. Elles sont fortement intégrées au collectif militaire, sentent qu'elles doivent être solidaires vis-à-vis les autres membres du collectif, de la même manière qu'elles se sentent engagées envers leurs enfants en tant que parents. Le dévouement pour le groupe (famille, armée) est donc valorisé chez les parents militaires. Des contraintes liées au mode de vie militaire, comme les nombreux déménagements, sont formulées positivement comme résultant d'un libre choix. Les mères militaires dérogent donc que très rarement de leur idéal d'autonomie, au prix de se priver volontairement de recevoir l'aide pourtant disponible. Le revers de cette autonomie est le sentiment de solitude parfois ressentie chez elles, qui s'exprime

difficilement en public et requiert un certain recul. L'idéal altruiste vient réguler leur demande de besoins, de sorte qu'elles ne font pratiquement pas mention du besoin de répit. Elles conçoivent le bien-être du collectif comme primant sur leur épanouissement individuel (qui en découle). Le groupe formé de mères militaires est celui qui se situe le plus près du pôle altruiste.

L'autonomie n'est pas une valeur exclusivement militaire, car la honte des monoparentales s'inscrit dans le même registre. En ce sens, il est possible de dire que tous les parents sont porteurs à différents degrés, de cette « culture » qui valorise le dévouement et l'autonomie par rapport aux autres « civils-sans-enfants », pouvant être représentés comme moins courageux, moins dévoués, plus égoïstes et libres des contraintes choisies dont on est fier. L'armée et la famille sont des milieux intégrés par des représentations fortes, des idéaux intériorisés (altruisme responsable). Les conduites parentales témoignent de cet idéal du dépassement de soi pour le tout dont on est membre. Les mères-militaires sont donc portées par la juxtaposition de deux courants sociaux porteurs d'idéologies altruistes qui se renforcent dans la valorisation et la stimulation de leur autonomie et de leur fierté. Elles sont souvent seules, mais disposent de plusieurs ressources personnelles et collectives, contrairement aux mères monoparentales, pour lesquelles elles manifestent spontanément de la reconnaissance.

Devant souvent gérer à elles seules les différentes tâches quotidiennes, l'impression d'être contraintes, assujetties aux responsabilités familiales, ressort du propos des monoparentales. Le manque de ressources monétaires de ces dernières, qui leur bloque l'accès à plusieurs services et engendre divers besoins, les empêche de se conforter dans leur fierté de parent responsable. Elles vivent cette situation matérielle comme une injustice qui brime leur autonomie et restreint leur capacité à remplir leurs responsabilités familiales. Elles peuvent éprouver une difficulté à échapper à la stigmatisation, qu'elles tentent parfois de se réapproprier dans la revendication de leur dignité. Leur situation financière les éloigne de leur idéal du « bon parent » et, réagissant à cette injustice, elles valorisent la capacité d'exercer leur altruisme parental, qui influe sur leur mode d'expression des besoins. Leurs discours peuvent donc être situés près du pôle altruiste du registre, entre celui des militaires et des propriétaires, les propriétaires ayant démontré un plus fort désir d'épanouissement personnel. Les groupes de parents autochtones et métis locataires de logements sociaux sont situés de l'autre côté du spectre étant donné leur situation particulière qui les démarque des autres groupes. Ce

groupe forme une communauté dont le mode de vie se caractérise par un état de dépendance, et éloigne le discours des parents du registre de l'altruisme parental, car l'autonomie qui permet d'être fier d'assumer ses responsabilités parentales leur fait en partie défaut, à un point tel qu'ils ne la revendiquent pas comme le font les mères monoparentales.

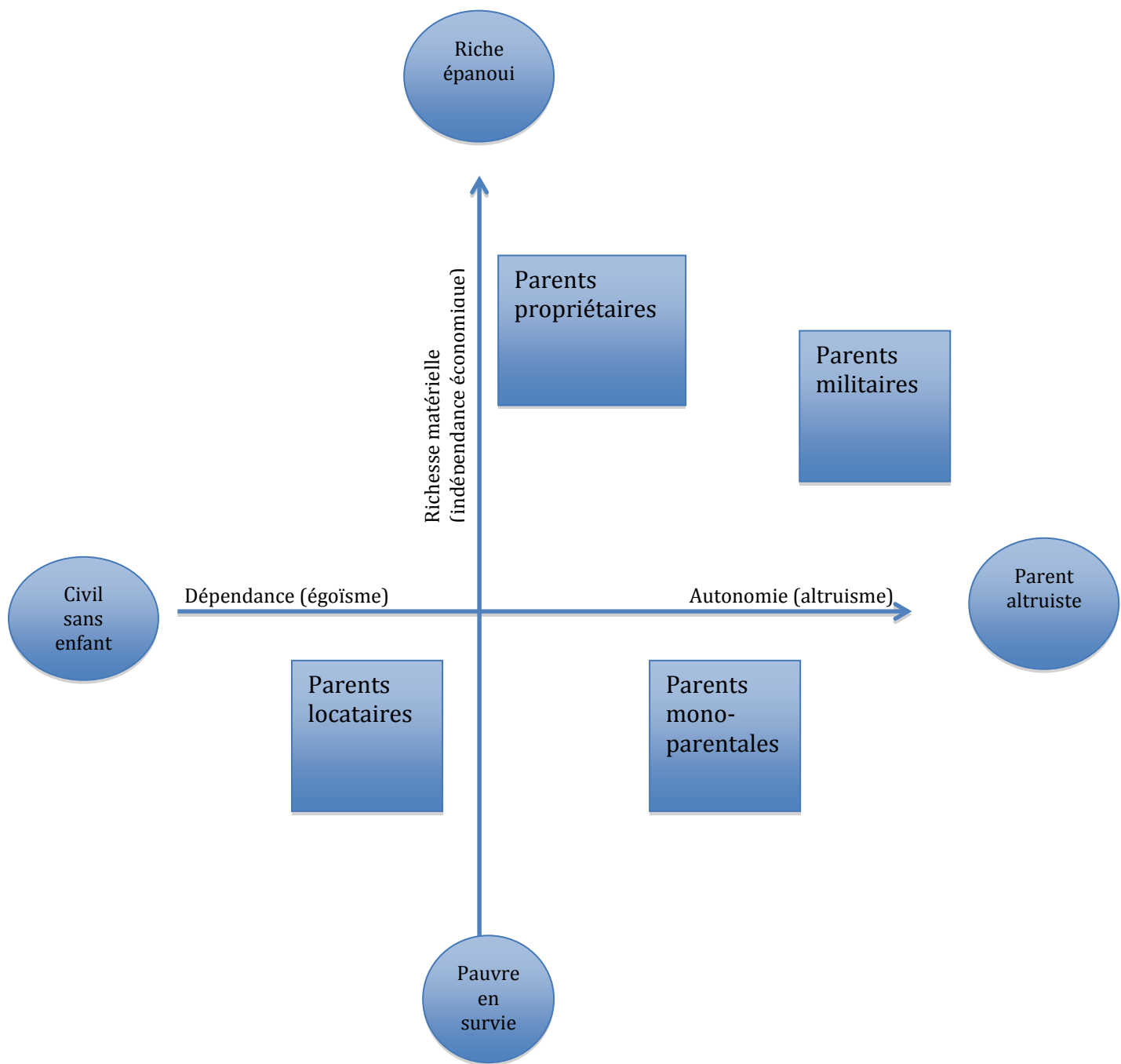


Deuxième dimension: l'axe de la richesse matérielle (registre de l'indépendance économique)

La dimension de la richesse matérielle fait référence aux conditions matérielles sous-jacentes à la satisfaction des besoins familiaux. Il s'agit tout d'abord du revenu, double pour les familles propriétaires, unique, mais élevé pour les familles militaires, plus faible pour les monoparentales et les locataires qui vivent principalement d'allocations gouvernementales (pour plus de détails, voir le tableau à la fin du chapitre 2). Ce mode d'expression et de priorisation des besoins oppose la figure type du « riche épanoui » à celle du « pauvre en survie » aux deux pôles de l'axe de la richesse matérielle. Lorsque les répondants décrivent leur situation à l'intérieur du registre de l'indépendance économique, ils interprètent leurs besoins, leurs aspirations et leurs satisfactions en termes d'argent et de temps. La bonne situation financière des propriétaires et des militaires leur permet de ne pas trop se soucier des dépenses liées à la voiture et facilite l'accès aux services de garde ainsi que leur participation, et celle de leurs enfants, à des activités. Ce niveau de confort matériel peut aussi rendre la gestion du temps plus

aisée, bien que les mères propriétaires aient mentionné leur volonté de disposer de plus de temps pour elles-mêmes qu'elles expriment sous la forme d'une aspiration de répit. Certaines ont aussi mentionné désirer augmenter leur salaire. Les mères militaires n'expriment pas cette volonté d'accroissement du revenu, et semblent être plus satisfaites de leur niveau de confort matériel, auquel l'armée participe, et qui dépend du salaire de leur mari. La structure financière fragile des parents monoparentaux et des locataires qui, parfois, ne permet même pas la satisfaction des besoins jugés fondamentaux, comme la nourriture et le loyer, engendre un ensemble d'autres besoins (liés au transport, aux activités, aux frais de garde ou à l'exclusion sociale). Elle restreint aussi leurs déplacements dans l'espace-temps (les différentes sphères d'activité, le temps libre et les projets d'avenir). Ces familles doivent donc dépendre des ressources institutionnelles et communautaires, ainsi que de leur réseau de relation, pour contrer les conséquences de leur précarité financière. Les familles propriétaires et militaires se retrouvent donc en haut de l'axe de richesse matérielle, tandis que les familles monoparentales et locataires se situent en bas.

Cependant, peu importe leur position sur l'axe de la richesse matérielle, tous les parents désirent généralement être plus riches, plus libres de s'épanouir, car la parentalité engendre des obligations coûteuses. L'idéal d'indépendance économique est en ce sens relatif, les familles ayant tendance à se comparer aux autres plus riches qu'elles, et son seuil de satisfaction peut être constamment rehaussé, car l'accumulation de richesse matérielle ne connaît pas de limite. L'aisance financière ne réduit pas nécessairement le nombre d'obligations parentales, mais elle engendre d'autres types de préoccupations. Les propriétaires, satisfaites dans leur confort matériel, expriment un besoin de répit et disent manquer de temps. Les mères monoparentales expriment aussi un besoin de répit, qui fait référence à d'autres types de satisfactions, car ce besoin de répit provient d'une structure matérielle et relationnelle distincte.



Troisième dimension de l'appréciation de la qualité de vie : le répit comme antithèse complémentaire et vitale de la parentalité ?

Le répit est un enjeu qui transcende les modes de vie. Il apparaît dans les propos de tous les groupes de discussion. Il est la trame de fond significative qui englobe tous les autres besoins, le point commun de l'interprétation des besoins et des situations qui relie les familles entre elles. L'accomplissement des obligations parentales exige une bonne gestion du temps et du budget. Le parent doit se mouvoir à travers différents champs d'activités (travail, garderie, école, maison, milieu communautaire, etc.) afin de veiller à la satisfaction des besoins familiaux tout en gérant les dépenses qui en découlent. La conciliation du budget, du temps, et des ressources humaines forme un complexe qui régule les conduites quotidiennes et qui constitue la condition même de la parentalité. Lorsque l'on doit jongler constamment entre le travail, le transport, les tâches domestiques, le soin des enfants, l'école et la garderie afin de consolider sa liste de responsabilités familiales dans un horaire réglé au quart de tour, le répit devient une priorité. Il s'agit aussi d'une catégorie de pensée qui permet de donner sens à sa situation matérielle et aux obligations parentales qui lui sont rattachées, qui peuvent parfois paraître contraignantes pour les parents. Si les conditions matérielles et la configuration sociale qui structurent et différencient les possibilités d'action et les choix varient selon les familles, le répit demeure l'aspiration la plus universelle et la plus élevée dans la hiérarchie.

Cette gestion des responsabilités, pouvant être ressentie comme une fatigue, se répercute dans l'idée de répit, qui vient donner un sens à l'existence quotidienne conditionnée par la parentalité et qui permet de rallier des besoins disparates dans une explication transversale. La fatigue est conçue comme la conséquence du temps consacré à ses obligations, aux contraintes imposées qui ne relèvent pas de choix librement posés, mais de devoirs irrévocables. L'aspiration au répit est donc la volonté de se départir pour un moment de ses responsabilités envers la famille. Elle traverse le besoin d'activité évoqué par tous les groupes, car le besoin d'activité correspond au désir de profiter d'un temps choisi, d'un temps de liberté circonstancielle, pour soi ou avec ses enfants, d'un temps qui contribue à son épanouissement personnel.

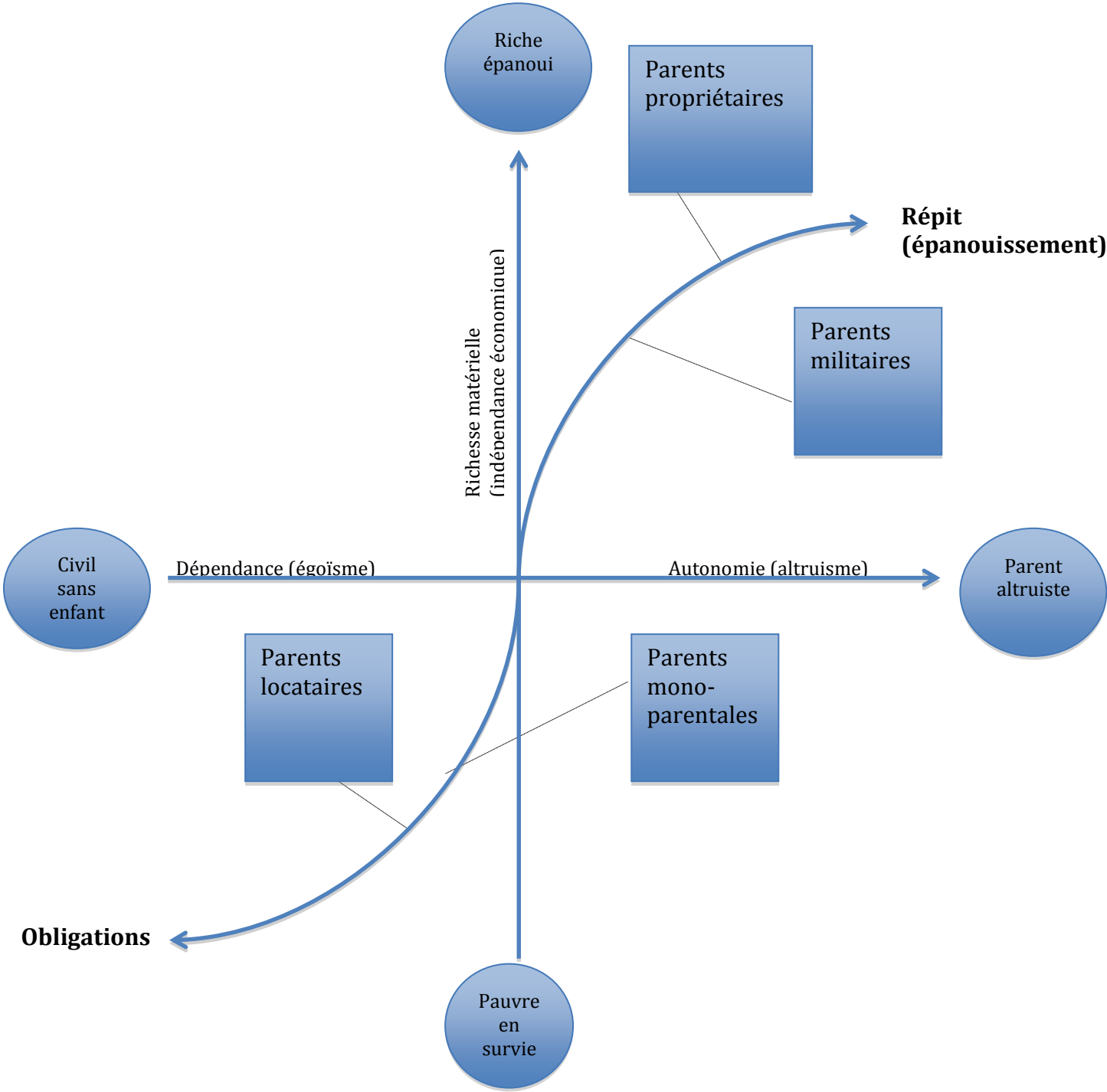
En effet, la demande de répit est analogue au désir de liberté. Les sociétés contemporaines véhiculent l'idéal normatif de l'épanouissement personnel, qui se

mesure avec de critères individualistes de confort matériel et de plaisir. Les individus sont socialisés de façon à valoriser la liberté individuelle, dont le répit est la condition de base. L'idéal de liberté peut entrer en contradiction avec l'idéal du parent altruiste qui se consacre entièrement à ses responsabilités parentales. C'est au fondement même du rôle de parent que de devoir faire passer le bien-être de la famille, du collectif, avant le développement du « souci de soi » pour lequel l'individu a aussi été socialisé. Il existe donc une tension entre l'injonction sociale à l'épanouissement personnelle et les prescriptions rattachées au rôle parental, et cette contradiction vécue est exprimée par les répondants sous la forme d'une aspiration de répit. En ce sens, tout parent ressent ce besoin de répit, qui est le corollaire de la parentalité.

Cependant, l'aspiration de répit est exprimée différemment selon le mode de vie des groupes interrogés qui implique des façons différentes de vivre la parentalité. Selon la structure matérielle et les configurations sociales, leur degré de richesse et d'autonomie, les familles font référence à des manques ou à des satisfactions distincts qui correspondent à leur position à l'intérieur du schéma (avoir des activités de meilleure qualité, être capable de se payer une gardienne). Les parents qui jouissent d'une relative richesse financière peuvent tout de même être surchargés d'obligations, surtout lorsqu'ils doivent concilier travail-famille avec leurs nombreux projets. Le répit prendra des formes hétérogènes que l'on soit dans une situation d'autonomie et de confort matériel, ou dans une situation de dépendance et de survie économique. De plus, il est intéressant de souligner que le répit n'a été que très rarement évoqué par les mères militaires. Cette tendance s'explique par l'importance que prend le collectif dans leur rapport au monde et à elles-mêmes, celles-ci étant fortement influencées par l'idéal de l'altruisme parental. Demander du répit personnel viendrait porter atteinte à leur sentiment de fierté, et serait perçu comme un manquement à leur autonomie.

En résumé, le répit c'est le fait d'être relevé pendant un moment des obligations inhérentes à sa condition de parent pour avoir la liberté de prendre soin de soi ou d'autres choses que ses enfants et sa famille. Cette liberté tant recherchée, qui est synonyme d'épanouissement existentiel, implique une liberté de mouvement (ne pas être prisonnier d'une situation) et un sentiment de sécurité (accomplir sa volonté sans risques de conséquences néfastes). Afin de se sentir libres de mouvement, et de conscience, les parents insistent sur le critère de la confiance lorsqu'ils visent à obtenir

leur répit en demandant à leurs proches ou aux professionnels de servir momentanément de substitut parental auprès des enfants (garderie).



Conclusion

L'objectif de cette étude était de dresser une liste des besoins prioritaires des familles qui ont des enfants de 0 à 5 ans sur le territoire du CLSC de la Jacques-Cartier. Nous avons voulu faire ressortir la variation des besoins selon les modes de vies des familles et l'influence que ces modes de vie ont sur la perception que les parents ont de leurs besoins.

Nous avons alors dégagé quatre grandes caractéristiques qui font varier sensiblement les modes de vie des familles et réalisé des groupes de discussions des parents convenant aux différentes catégories. Nous avons rencontré : 1) des mères en couple, propriétaires de maison ; 2) des mères, femmes de militaire vivant sur ou proche de la base militaire de Val-Cartier ; 3) des mères vivant seules avec leurs enfants à la suite d'une rupture ; et enfin 4) des parents d'origine autochtone, locataire d'appartement et vivant proche du village huron.

Cette démarche nous permet de montrer le contraste qu'il existe entre les différents besoins que des familles d'un même territoire peuvent exprimer. Cela n'aurait pu apparaître dans une étude statistique qui aurait centré ses questions et l'interprétation des réponses sur le modèle de famille majoritaire sur le territoire, c'est-à-dire la famille propriétaire d'une maison en couple ayant deux revenus d'emploi. La présente étude s'est chargée de mettre en lumière la richesse et la complexité des situations familiales à travers les témoignages des parents échangeant sur leurs perceptions de leurs modes de vie.

Il ressort de cette étude qu'un idéal de la parentalité, c'est-à-dire être propriétaire d'une maison, être en couple et avoir un travail et un revenu stable est commun à tous les parents, quel que soit leur milieu ou leur mode de vie. Il est une référence à laquelle tous aspirent. Cependant, les aspirations varient selon les modes de vie et la possibilité pour les parents de l'atteindre. Les individus aspirent à des objectifs qui leur semblent atteignables, ce qui est fort variable dépendamment des milieux et des situations parentales. Ces parents souhaitent pouvoir être fiers d'avoir des objectifs et des projets qu'ils pourront assumer. Ils s'approprient alors des états de fait, des situations qu'ils vivent au quotidien, en considérant qu'ils ont le choix de préserver ou d'améliorer leur situation.

L'idéal de la parentalité comprend plusieurs aspects qui sont communs à tous les parents. Il s'agit premièrement de l'autonomie parentale et de la fierté d'être un bon parent. Cette fierté est parfois ébranlée et mise à rude épreuve lorsque les ressources financières et sociales viennent à manquer. La honte remplace alors la fierté et s'en suit une perte de confiance en soi qui mène les parents concernés vers un sentiment de défavorisation. Ce sentiment est lié à tout un corollaire de besoins, plus pratiques, tels qu'habiller ses enfants avec des vêtements convenables et pouvoir les nourrir sainement tous les jours.

Le deuxième aspect qui influence l'appréciation que les parents ont de leur mode de vie en rapport à l'idéal de la parentalité est la richesse matérielle. Elle est source de malheur ou de bonheur dans la gestion des événements quotidiens, voire un handicap pour les parents. Bien que relative pour chaque famille, peu importe son milieu, un parent voudra toujours plus d'argent et trouvera toujours de nouveaux besoins à combler ou de nouvelles aspirations coûteuses à réaliser. Ceci étant, la richesse matérielle reste un facilitateur de vie, elle permet à ceux qui l'utilisent pour le bien du ménage d'être plus « efficaces » face aux attentes qui pèsent sur les parents. Par exemple, l'obtention d'une voiture, pour ceux qui vivent en banlieue éloignée des agglomérations de services, permet de ne pas devoir marcher et prendre le bus avec ses enfants pour aller faire des courses. Ou encore, l'accès à Internet et donc à un ordinateur est devenu presque indispensable pour accéder sans difficulté à l'information et à de nombreux services. Cependant, plusieurs parents ne peuvent se permettre d'en disposer, car d'autres besoins plus vitaux sont déjà difficiles à combler. Internet permet aussi d'accéder rapidement à plusieurs ressources qui facilitent une meilleure organisation du quotidien pouvant finalement libérer des plages horaires pour du répit.

Le répit est un besoin qui transcende toutes les familles. Il constitue le dernier point qui complète l'idéal de la parentalité épanouie. Malgré cette transcendance, le répit s'exprime différemment suivant les modes de vie. La réalisation de ce répit implique de s'extraire de sa condition de parent afin d'avoir un sentiment de liberté de mouvement et de choix qui renforce alors leur fierté d'être parents. Dans ce contexte, la parentalité devient un choix et non uniquement une contrainte. S'extraire des exigences de sa condition de parent n'est possible que si ceux-ci ont les ressources financières et sociales nécessaires pour consacrer du temps à eux ou autre chose que la famille. C'est surtout

sur ce point que les besoins liés aux différents modes de vie divergent, et ce au regard des relations sociales.

Le réseau social est un des facteurs dominants qui structure et organise le mode de vie d'une famille. Il apporte souvent une aide gratuite et un soutien moral aux parents qui sont des ressources importantes dans la réalisation de soi et dans l'atteinte de l'idéal familial. Le réseau social constitue, de surcroît, le cadre ou le bassin des personnes ressources. Il est constitué de plusieurs groupes (famille, amis, voisin, etc.) auxquels les parents appartiennent et s'apparentent. Ils représentent la normalité pour ces parents et servent de référence pour se comparer. Les parents se sentiront plus favorisés ou plus défavorisés par rapport à leurs relations sociales, qui peuvent leur donner des démonstrations de confiance à différents degrés.

Enfin, les besoins familiaux, quel que soit le mode de vie des familles présentent une certaine unité. Une aspiration commune au bien-être est actuellement la possession d'une maison, la stabilité financière et sociale et l'autonomie dans l'éducation et les soins aux enfants. Cette aspiration apparaît que subtilement dans les discours des familles les plus favorisées pour qui cette situation est déjà acquise. C'est dans le discours des familles les plus défavorisées que ces besoins se déclarent. Il serait alors intéressant de développer des projets communautaires qui aideraient les familles qui n'ont pas encore atteint cet objectif à pouvoir y aspirer indépendamment de leurs milieux, de leurs situations ou de leurs relations sociales.

Recommandations

Voici ici quelques idées plus concrètes de projets qui nous semblent intéressants à explorer aux vues de notre étude. Nous signalons que la seule lecture de ces éléments rend partielle la compréhension de ces recommandations liées aux témoignages des parents analysés dans ce rapport.

- La création d'une banque alimentaire, ou d'un lieu de distribution de nourriture gratuite ou à prix réduits, incluant les denrées comme le lait, les oeufs et des produits d'hygiène.
- La création d'un système de troc ou de don de vêtements d'enfants qui grandissent parfois plus vite que les revenus disponibles à cet effet.
- L'élaboration d'un livret regroupant des informations sur les services et les activités proposées sur le territoire.
- Un livret comme celui que reçoivent les parents à la naissance qui guiderait les parents dans les grandes étapes de la vie de famille avec des enfants de 2 à 5 ans. Il indiquerait par exemple, les périodes de vaccinations, et les différentes étapes de la petite enfance.
- La création de différentes activités à faire avec ses enfants durant l'hiver afin qu'ils puissent se défouler et se divertir, tels que le cinéma à prix réduit ou encore une salle de psychomotricité, ou les parents pourraient discuter pendant que leurs enfants jouent.
- La création de toutes sortes d'activités qui permettraient aux parents d'avoir du répit.
- La création d'un lieu de rencontre pour que les parents puissent échanger sur leur quotidien, les joies et les difficultés de la vie de famille.
- Avoir accès à une banque de données de gardiennes fiables et disponibles qui permettrait à chacun de prendre quelques heures pour s'extraire des exigences de sa condition de parent.

Annexes

Schéma d'opérationnalisation

Concepts	Dimensions	sous-dimensions	Indicateurs
Famille et mode de vie	Le couple	Division des tâches	- travail = Q B.2 - Loisirs = Q B.1 - Enfants = Q B.3/4
		Le dialogue	Q B.4 et Q C.4
		Économiquement	Q A
	Les enfants	Leurs activités	Q D.1
		Qui les gardes	Q D.1 et Q A.3
		Qui s'en occupe	Q B.1 et Q B.4
		Conciliation travail-famille	Répartition du temps
	Interaction avec le milieu	Casanier	Q C.1
		Relation avec les voisins directs	Q C.6
		Relation de quartier	Q C.1-2-3-4-5-6
		Investissement du quartier	Q C.2
		Magasinage dans le quartier	Q C.5
Besoin			
Besoin primaire	Se nourrir	Économiquement	Question A
		Temps -énergie	Question B
		Milieu d'action	Question C
		Style de vie-dynamique	Question D
	Se loger	Économiquement	Question A
		Temps -énergie	Question B
		Milieu d'action	Question C
		Style de vie-dynamique	Question D
	Se vêtir	Économiquement	Question A
		Temps -énergie	Question B
		Milieu d'action	Question C
		Style de vie-dynamique	Question D
Besoin sociaux	Relation de couple	Temps -énergie	Question B
		Milieu d'action	Question C
		Style de vie-dynamique	Question D
	Relation parent-enfant	Temps -énergie	Question B
		Milieu d'action	Question C
		Style de vie-dynamique	Question D
		Relation à la famille élargie	Temps -énergie

		Milieu d'action	Question C
		Style de vie-dynamique	Question D
	Relation aux amis	Temps -énergie	Question B
		Milieu d'action	Question C
		Style de vie-dynamique	Question D
	Relation au travail	Temps -énergie	Question B
		Milieu d'action	Question C
		Style de vie-dynamique	Question D
	Relation aides extérieurs	Économiquement	Question A
		Temps -énergie	Question B
		Milieu d'action	Question C
		Style de vie-dynamique	Question D
Besoin matériel - Infrastructure	Sécurité	Économiquement	Question A
		Temps -énergie	Question B
		Milieu d'action	Question C
		Style de vie-dynamique	Question D
	Accès	Économiquement	Question A
		Temps -énergie	Question B
		Milieu d'action	Question C
		Style de vie-dynamique	Question D
	Transport	Économiquement	Question A
		Temps -énergie	Question B
		Milieu d'action	Question C
		Style de vie-dynamique	Question D
	Garderie - école	Économiquement	Question A
		Temps -énergie	Question B
		Milieu d'action	Question C
		Style de vie-dynamique	Question D
Besoin d'aspiration	Temps libre	Économiquement	Question A
		Temps -énergie	Question B
		Milieu d'action	Question C
		Style de vie-dynamique	Question D
	Travail	Économiquement	Question A
		Temps -énergie	Question B
		Milieu d'action	Question C
		Style de vie-dynamique	Question D

	Information extérieur	Économiquement	Question A
		Temps -énergie	Question B
		Milieu d'action	Question C
		Style de vie-dynamique	Question D

Grille d'entretien

Bonjour à tous,

Merci de vous être déplacé. Avant de commencer, sachez que tout ce qui sera dit lors de cette discussion restera confidentiel. Nous enregistrons la séance pour nous faciliter l'analyse, mais les enregistrements seront supprimés dès que nous aurons fini nos recherches. Les analyses qui en ressortiront ne permettront en rien de vous identifier. À présent, nous insistons sur l'importance que nous accordons aux témoignages de chacun d'entre vous. Ils vont nous être d'une aide précieuse pour clarifier quels sont vos besoins. La théorie dans les livres est une partie importante de la recherche, mais n'est pas suffisante pour répondre aux questions que se pose la Table de concertation. Pour répondre à sa demande, nous avons besoin de témoignages qui reflètent la réalité quotidienne des familles qui ont des enfants de 0 à 5 ans et qui vivent sur le territoire du CLSC Jacques-Cartier.

Nous avons décidé d'organiser des entretiens de groupe pour faciliter les témoignages, car en vous écoutant et en vous confrontant aux autres parents vous pourrez clarifier comment ce que vous pensez et ce que vous vivez peut être semblable ou différent des autres. Il n'y a pas de bonne réponse aux questions qui seront posées parce que la discussion vise à recueillir des témoignages et des opinions. Notre but est de découvrir ensemble quels sont les besoins qui vous sont indispensables et ce vers quoi vous tendez en terme de projets, d'avenir.

Nous faisons le lien entre vous, vos envies et les organisations qui ont des moyens et qui ont comme principal but de vous apporter l'aide dont vous auriez besoin. Ils n'attendent que vos idées, bien entendu, tout en restant dans les limites du faisable.

1) Alors, pour commencer notre discussion, nous allons faire un premier tour de table où il est demandé à chacun de se présenter et de présenter un portrait de sa famille.

Certains ont déjà donné quelques éléments de réponse à la prochaine question dans leur portrait de famille.

2) Pour un second tour de table, nous aimerions que vous nous expliquiez comment est organisée la vie de votre famille ?

Qui travaille à l'extérieur de la maison ou à la maison ?

Est-ce que les enfants vont en service de garde où se font garder régulièrement ?

Qui fait quoi dans les tâches domestiques et les soins aux enfants ?

Est-ce que vous avez de l'aide ?

3) Selon vous, quels sont les besoins d'une famille en général qui sont dans l'ordre du nécessaire?

Pourquoi ceux-là ?

4) Selon vous, quels sont les besoins d'une famille en général qui devraient normalement être satisfaits ? Ce qu'il est normal de désirer et d'avoir.

Pourquoi ceux-là ?

5) Où situez-vous la situation actuelle de votre famille par rapport à cette norme de ce qu'une famille devrait avoir ?

6) Quelles sont les relations que vous entretenez avec des gens à l'extérieur à votre famille ?

Dans la famille élargie ?

Au travail ?

Avec des amis et connaissances ?

Avec votre voisinage ?

7) Est-ce que certaines de ses personnes apportent de l'aide à votre famille, d'une manière ou d'une autre ?

Pouvez-vous donner des exemples ?

Et dans l'accomplissement de vos projets ?

8) Aimerez-vous fréquenter davantage ces gens ou avoir davantage de relations ?

Si oui, qui et dans quel but ?

Si non, pourquoi pas ?

9) En ce qui concerne les infrastructures mises à votre disposition telles que les terrains de jeu, les parcs de promenades, les trottoirs, etc. Qu'est-ce qui vous est ou serait utile ?

Existe-t-elle ?

Y avez-vous accès ?

Que manque-t-il ?

10) Est-ce qu'il y a des aspects de votre vie où vous vous sentez plus défavorisés que d'autres familles de votre voisinage ?

Si oui le(s) quel(s) ?

Pouvez-vous expliquer ?

11) Est-ce qu'il y a des domaines où vous vous sentez plus favorisés que d'autres familles ?

Si oui le(s) quel(s) ?

Pouvez-vous expliquer ?

12) Votre famille a-t-elle des projets ou des objectifs pour améliorer sa situation ?

Sont-ils réalisables ?

Se sont-ils déjà réalisés ?

Si non, Pourquoi ?

Vous imposent-ils des efforts ou des privations particuliers ?

13) Qu'est-ce qui vous aiderait à les réaliser ?

14) Si la table vous demandait comment elle pourrait agir pour contribuer à l'amélioration de la situation de familles comme la vôtre, qu'est-ce qui pourrait vous apparaître prioritaire de recommander comme projet, service ou intervention ?

Formulaire de consentement



« Les besoins de familles ayant des enfants de 0 à 5 ans sur le territoire du CLSC de la Jacques-Cartier »

Présentation des chercheuses

La présente recherche est effectuée dans le cadre du cours « Laboratoire de recherche » du département de sociologie de l'Université Laval, par Louise Van Brande et Mariane Béliveau. Elle est dirigée par M Dominique Fortin et supervisée par M Olivier Bernard.

Avant d'accepter de participer à cette enquête, veuillez SVP prendre le temps de lire et comprendre les informations qui vont suivre et qui vous expliqueront le déroulement de cette recherche. Les chercheuses sont à votre disposition pour toute question que vous jugerez utile.

Nature de l'étude

Cette enquête a pour but d'identifier les différents types de famille ayant des enfants de 0 à 5 ans résidant sur le territoire du CLSC de la Jacques-Cartier pour ensuite comprendre quelle définition ces familles ont de leur situation en termes de besoins et d'aspiration. Ceci nous permettra d'identifier les besoins considérés comme prioritaires selon les familles et leur mode de vie.

Déroulement de la participation

Votre participation à cette recherche consiste en une entrevue semi-dirigée en groupe d'environ deux heures portant sur les points suivants :

- Votre profil et votre situation familiale.
- Votre avis sur ce que vous jugez nécessaire pour vivre bien.
- Vos contacts et relations hors de votre famille (amis, famille, collègues, voisins...).
- Votre avis sur les structures mises à votre disposition.
- Vos projets et conseils pour améliorer votre quotidien.

Cette entrevue sera enregistrée dans un support audio, afin de nous permettre d'avoir accès à toute information pertinente pour notre recherche. L'enregistrement sera consulté uniquement par les chercheuses.

Avantages, risques ou inconvénients possibles liés à votre participation

La participation à cette entrevue représente pour vous la possibilité de réfléchir à votre situation en terme de besoins et à nous faire part de vos suggestions pour améliorer votre quotidien et celui de votre famille.

Cette enquête ne présente pas de risque, mais a l'inconvénient de vous demander de nous accorder un certain temps de discussion, afin de comprendre au mieux vos besoins et vos aspirations et quelles sont vos priorités. Un dédommagement de 40\$ sera offert à chaque participant pour son aide à la recherche.

Participation volontaire et droit de retrait

La participation à cette recherche est libre. Dès lors, vous pourrez décider à tout moment de mettre fin à votre contribution, sans conséquences négatives ni préjudice. Si vous souhaitez ne plus participer à l'enquête, veuillez aviser les chercheuses par le biais des coordonnées mentionnées en fin de document. Toutes les informations recueillies vous concernant seront alors détruites.

Confidentialité et gestion de données

Afin d'assurer la confidentialité des informations que vous nous fournirez, aucun nom ni aucune information permettant de vous identifier ne seront mentionnés dans aucun des rapports. Les données servant à notre étude, ainsi que tous les enregistrements des entrevues seront conservés dans un ordinateur personnel, protégés par un mot de passe. Seules les chercheuses y auront accès. Par ailleurs, tous ces documents et informations seront détruits à la fin de l'étude, soit en mai 2013.

Remerciements

Nous vous remercions pour votre participation à cette recherche, qui nous est précieuse et sans laquelle nous ne pourrions réaliser cette étude.

Résultats de la recherche

Sur votre demande, nous pourrions vous faire parvenir un court résumé des résultats de cette recherche. Si vous le souhaitez, indiquez-nous l'adresse (courriel ou postale) à laquelle vous souhaitez le recevoir. Les résultats n'étant disponibles qu'à partir du mois de mai 2014, merci de nous contacter pour nous signaler tout changement d'adresse survenant d'ici à cette date.

Adresse à laquelle je souhaite recevoir un résumé des résultats de la recherche :

_____@_____

Ou _____

Signatures

Je soussigné(e) _____ consens librement à participer à la recherche intitulée « Les besoins de familles ayant des enfants de 0 à 5 ans sur le territoire du CLSC de la Jacques-Cartier. »

J'ai pris connaissance du formulaire et j'ai compris le but et la nature du projet de recherche. Je suis satisfait(e) des explications, précisions et réponses que la chercheuse m'a fournies, le cas échéant, quant à ma participation à ce projet.

Signatures du participant, de la participante _____ Date

Nous avons expliqué le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients du projet de recherche au participant. Nous avons répondu au meilleur de nos connaissances aux questions posées et avons vérifié la compréhension du participant.

Signatures des chercheuses _____ Date

Coordonnées des chercheuses

Louise Van Brande
Étudiante en sociologie
Courriel : louisevb2@hotmail.com

Mariane Béliveau
Étudiante en sociologie
Courriel : mariane.beliveau.1@ulaval.ca

Renseignements supplémentaires

Si vous avez des questions concernant la présente recherche ou sur les implications de votre participation, veuillez communiquer avec les chercheuses, dont les coordonnées sont mentionnées ci-dessus. Par ailleurs, en cas de plainte ou de critiques, nous vous invitons à contacter M Dominique Morin, à l'adresse suivante :
dominique.morin@soc.ulaval.ca

Lettre de sollicitation



Faculté des sciences sociales
Département de sociologie

Objet : Enquête sur les besoins de familles ayant des enfants de 0 à 5 ans sur le territoire du CLSC de la Jacques-Cartier.

Madame, Monsieur,

Dans le cadre du Laboratoire de recherche en sociologie de l'Université Laval, un mandat d'enquête nous a été confié par la Table de concertation 0-5 ans de La Jacques-Cartier. Celle-ci est réalisée sous la direction de M Dominique Morin et la supervision de M Olivier Bernard. Cette recherche a pour but de comprendre quelle définition les familles ont de leur situation en termes de besoins et d'aspiration, et quelles sont les priorités afin de mettre en place des plans d'action concrets pour les aider.

Dans cette optique, nous souhaitons réaliser des entrevues semi-dirigées auprès des cinq groupes suivant ; des parents autochtones vivant à Wendake, des parents militaires, des parents monoparentaux, des parents locataires d'appartements et des parents propriétaires de maisons. Nous sollicitons ainsi votre participation à une entrevue d'environ 2h, qui aura lieu près de chez vous. L'entrevue sera enregistrée dans un support audio et consultée par les chercheuses uniquement.

Veuillez être assuré(e) que tous les propos recueillis resteront confidentiels. Ainsi, aucune information pouvant permettre d'identifier les participants n'apparaîtra dans le rapport final de cette recherche. Par ailleurs, vous pourriez avoir accès aux résultats d'enquête en nous contactant.

Votre participation nous est précieuse, puisque ce sont les différentes réalités vécues par les familles qui vivent dans le CLSC de la Jacques-Cartier qui nous permettront de connaître les besoins et aspirations qui intéressent la Table de concertation 0-5 ans. Ceci donnera ainsi la possibilité à la Table de concertation de mettre en place des plans d'action concrets pour aider ces familles.

Si vous êtes intéressé(e) à participer à cette recherche, de même que si vous avez des questions la concernant, nous vous invitons à nous contacter aux coordonnées mentionnées ci-dessous.

En vous remerciant de votre collaboration,
Sincères salutations,
Louise Van Brande : louisevb2@hotmail.com
Mariane Beliveau : mariane.beliveau.1@ulaval.ca

Prospectus de participation

Participez à un groupe de discussion sur la vie des familles avec de jeunes enfants

Bonjour,

Aidez-nous à découvrir les **besoins des familles** qui ont des enfants de 0 à 5 ans et qui vivent sur le territoire du CLSC de la Jacques-Cartier.

Une étude menée par deux étudiantes en sociologie de l'**Université Laval** pour la **table de concertation 0-5 ans du CLSC de la Jacques-Cartier**.

Déroulement :

Participer à un groupe de discussion composé de 5 parents qui sont dans une situation familiale similaire. La séance durera environ 2 heures, vous devrez répondre aux questions des deux étudiantes qui dirigeront la discussion. Les questions portent sur les besoins et les projets des familles.

QUI PEUT PARTICIPER ?

- Être parent d'au moins un enfant qui a entre 0 et 5 ans.
- Habiter sur le territoire du CLSC de la Jacques-Cartier.
- Être dans une de ces situations :
 - Être autochtone et vivre à Wendake.
 - Être d'une famille dont au moins un parent est militaire et habiter sur la base militaire ou proche.
 - Être monoparental.
 - Être locataire d'un appartement.
 - Être propriétaire d'une maison.

QUAND ?

Les discussions se dérouleront à la mi-janvier.

Où ?

Près de chez vous, le lieu sera indiqué en temps utile.

COMPENSATION FINANCIERE ET AUTRES AVANTAGES DE PARTICIPER :

- 40 \$ par parent pour votre participation.
- L'occasion de proposer vos idées pour améliorer votre quotidien.
- Recevoir les résultats de l'étude.

Vous êtes intéressé(e), nous contacter :

Par courriel : louisevb2@hotmail.com

Ou par téléphone : **(418) 265-4878**

Merci à l'avance pour votre participation et dans l'attente de vos nouvelles.

Louise Van Brande et Mariane Béliveau

Etudiante en sociologie de l'Université Laval

Avec la participation de la table de concertation 0-5 ans de la CLSC de la Jacques-Cartier.

Questionnaire

Prénom du parent : _____

Composition du ménage

Place dans la famille	sexe	âge	Enfants de qui?
1)			
2)			
3)			
5)			
6)			
7)			
8)			

Type de famille (coché votre situation) :

Monoparentale ___ - Biparentale ___ - Recomposée : ____

Si vous votre famille est recomposée, qui à la garde des enfants ? : _____

LOGEMENT

Lieu d'habitation (ville) : _____

Type de logement : _____

Locataire ou propriétaire : _____

ACTIVITÉS

Parcours - formation des deux parents, s'il y a lieu :

Mère : _____

Père : _____

Activité professionnelle actuelle de chaque parent s'il y a lieu :

Mère : _____

Père : _____

Activités et temps libre :

Des parents s'il y a lieu : _____

Des enfants, s'il y a lieu : _____

Sources de revenus :

Revenu du ménage avant impôt : _____

ORGANISATION

Nombre de véhicules automobiles par ménage : _____

Votre enfant va-t-il en service de gardiennage, ou se fait-il garder ? :

Si oui, où ? : _____

Si non, Pourquoi ? : _____

Présence à Québec des grands-parents : Oui / Non

Si oui, à quelle fréquence les côtoyez-vous ? : _____

Sont-ils d'une aide quelconque dans votre vie quotidienne ? Si oui, laquelle ? (Gardes des enfants, soutien psychologie, ménage, dépannage, ...)

Présence à Québec des oncles et tantes des enfants : Oui / Non

Si oui, à quelle fréquence les côtoyez-vous ? : _____

Sont-ils d'une aide quelconque dans votre vie quotidienne ? Si oui, laquelle ? (Gardes des enfants, soutien psychologie, ménage, dépannage, ...)

Présence d'autres connaissances sur lesquelles vous pouvez compter en cas de besoin :
Oui / Non

Quelle relation entretenez-vous avec cette ou ces personne(s) ?

Si oui, à quelle fréquence les côtoyez-vous ? : _____

Bibliographie

ALPE, Yves

2005 *Lexique de sociologie*, Paris, Dalloz.

AKOUN, André et Pierre ANSART

1999 *Dictionnaire de sociologie*, Dictionnaires Le Robert/Seuil.

B.-DANDURAND Renée et Marianne KEMPENEERS

2002 *Pour une analyse comparative et contextuelle de la politique familiale au Québec*, dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. XLIII, no 1, janvier-avril 2002, pp. 49-78. Québec, Les Presses de l'Université Laval.

BIDART, Claire

2012 *Réseaux personnels et processus de socialisation*, dans *Idées économiques et sociales*, n° 169.
[http://hal.archivesouvertes.fr/docs/00/74/35/02/PDF/2012_ID_169_BIDART.pdf]. (20 novembre)

Centre de santé et services sociaux de Québec-Nord

2012 *Portrait de défavorisation du territoire du Centre de santé et de services sociaux de Québec-Nord*, Québec.
[http://www.csss.qc.ca/webfolder_download/75526a9a6caa8a575c25fca7ab497956/csss.qn.portrait_defavorisation_finale_light.pdf] (16 octobre)

DESCHENAUX Frédéric et Dominique MORIN

À paraître *Vouloir, prévoir et avoir des enfants au Québec : de l'individualisme parental aux formes d'holismes familiaux* », Dans *Avoir un enfant. Filiation, transmission et entrée dans la vie*, Québec.

À paraître *L'établissement des familles québécoises dans la propriété d'une maison Variations contemporaines autour d'une tradition éprouvée*, dans *Avoir un enfant. Filiation, transmission et entrée dans la vie*, Québec.

DESCHENAUX Frédéric, Sylvie FORTIER et Dominique MORIN

À paraître *La conciliation travail-famille : un engagement pluriel qui se conjugue à l'indicatif présent et qui s'accorde au féminin*, Québec.

DOBRE, Michelle

2002 *L'écologie au quotidien : éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire*, Paris, L'Harmattan, 352 p.

FORTIN, Andrée

1985 *Familles, réseaux et stratégies de sociabilité ?* dans : Simon Langlois et François Trudel, *La morphologie sociale en mutation au Québec*, Montréal, Les Cahiers de l'ACFAS, no 41, pp. 159-171.

1987 *Histoires de familles et de réseaux : la sociabilité au Québec d'hier à demain*, Montréal, éditions Saint-Martin.

FORSE, Michel

2008 *Définir et analyser les réseaux sociaux*, dans : *Informations sociales* 3/2008 (n° 147), p. 10-19.
[www.cairn.info/revue-informations-sociales-2008-3-page-10.htm.] (20 novembre)

FORTIN, Andrée, Carole DESPRES, et Geneviève VACHON (dirs)

2002 *La banlieue revisitée*, Québec, Nota Bene.

GARDES, François et Simon LANGLOIS

1995 *Une nouvelle mesure pour analyser la pauvreté au Québec : l'indice synthétique de pauvreté-richesse*, dans : *Service social*, vol. 44, n° 3, p. 29-53.

GAUDREAU David,

2013 *Représentations sociales de la pauvreté dans la ville de Québec*, Québec.

[www.fss.ulaval.ca/cms/upload/soc/fichiers/rapport_final_gaudreault2.pdf] (23 novembre)

GOFFMAN, Ervin

1975 *Stigmate*, Paris, Les éditions de Minuit.

GRAFMEYER, Yves et Isaac JOSEPH

1979 *L'école de Chicago*, Paris, édition du Champ Urbain.

JOSEPH, Isaac

1982 *L'analyse de la situation dans le courant interactionniste*, Paris, Nouvelle série, T. 12, No. 2, *Anthropologie culturelle dans le champ urbain* présentée par Michelle Perrot et Colette Pétonnet.
[<http://www.jstor.org/stable/info/40988723>] (20 novembre)

LANGLOIS, Simon

1984 *L'impact du double revenu sur la structure des besoins dans les ménages* », *Recherches sociographiques*, vol.25, no 2, p. 211-265.

1994 *Le niveau de vie des familles : déclassement et effet de génération*, dans *Comprendre la famille : actes du deuxième symposium québécois de recherche sur la famille*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 17-30.

2003 *Niveau de vie et structure de la consommation au Canada : beaucoup de similitudes avec la France*, Paris, CRÉDOC.

2005 *Consommer en France*, France, édition de l'aube.

LAVOIE, Jean-Pierre et Serge NAULT

2004 *Evaluation de groupes de soutien (psychoéducatifs) pour aidants familiaux : vers une théorie de l'action*, Direction de santé publique de Montréal.

Le ministère de la Famille et de Aînés

2011 *Un portrait statistique des familles au Québec*, Québec.
[www.mfa.gouv.qc.ca/fr/publication/.../SF_Portrait_stat_complet_11.pdf] (18 octobre)

MARTINACHE, Igor

2012 *Les raisons des réseaux sociaux*, dans *Idées économiques et sociales*, 3/2012 (N° 169), p. 4-7.
[http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=IDEE_169_0004] (21 novembre)

MERCURE, Daniel

2008 *Travail et familles. Des tensions croissantes au cours de la prochaine décennie*, dans *La famille à l'horizon 2020*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 165-190.

QUERE, Louis

1997 *La situation toujours négligée ?*, édition Réseaux, volume 15, num. 85, Pages 163-192.
[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/reso_0751-7971_1997_num_15_85_3139] (10 novembre)

ROYER, Chantale

2011 *Famille et lien social ou comment la famille contribue à faire du lien à l'adolescence*, dans J. Katambwe (dir), *Communication et lien social. Aux fondements de la sociabilité*, Québec : Les Presses de l'Université Laval, p. 229-251

SCARDIGLI, Victor

1974 *La perspective des modes de vie*, Crédo.

TABARD, Nicole

1961 *Consommation et niveau de vie de quelques groupes sociaux*, dans *Consommatio. Revue de socioéconomie*, Avril -juin, n. 2 , p. 5-45.

1974 *Besoins et aspirations des familles et des jeunes*, Paris, CREDO et CNAF.

TABARD, Nicole, P. CLAPIER, P. DRANGERE et H. DE ROQUEFEUIL

1984 *Consommation et Inscription spatiale*, t. II. Dans : *Relation entre l'inscription, spatiale et la reproduction des inégalités et modes de vie*, Crédo.

TRAMBLAY, Diane-Gabrielle

2012 *Conciliation travail-famille*, *Gestion* 4/2012 (Vol. 37).
[<http://www.cairn.info/revue-gestion-2012-4-page-33.htm>] (19 novembre)

TREMBLAY, Marc-Adélar et Gérald FORTIN

1964 *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec : Etude des conditions de vie, des besoins et des aspirations des familles salariées canadienne-française. Tome 1 : Résultats généraux*, Québec, Centre de Recherche sociales, Université Laval.

1965 *Les comportements économiques des familles salariées du Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 405 pp.

Entretien avec des experts :

- Simon Langlois

- Andrée Fortin